

Les morts de la guerre



DYLAN MARTINEZ/REUTERS

Des rescapés de la colonne de réfugiés bombardée mercredi 14 avril atteignent la frontière albanaise.

■ Réfugiés bombardés sur la route à Djakovica : l'OTAN n'exclut pas d'être responsable

■ L'Union européenne s'appuie sur l'ONU

■ Au Monténégro, paroles d'opposants serbes

■ Au Kosovo, une colonne de l'UCK en enfer

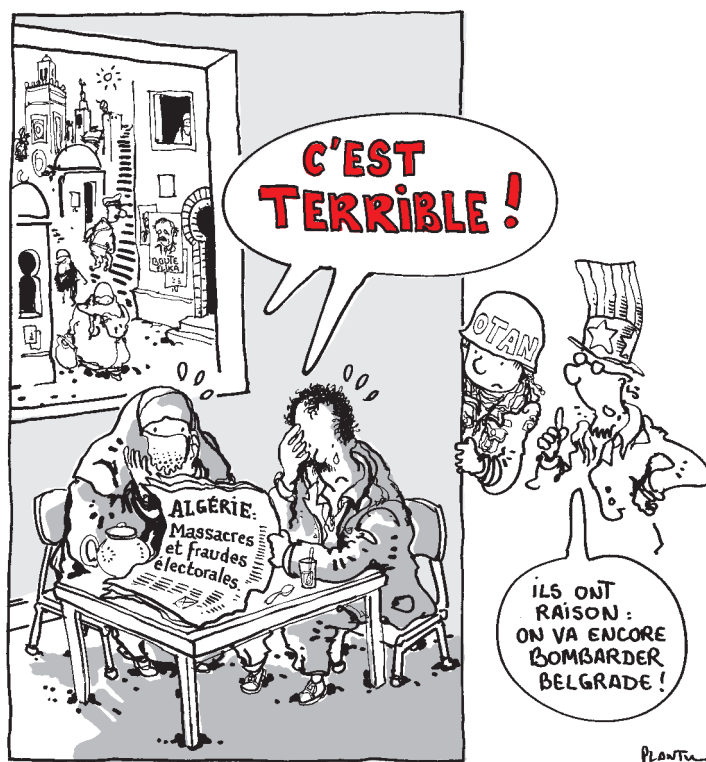
Lire pages 4 à 7, 10 et le reportage de Rémy Ourdan page 16

L'Algérie vote pour un candidat unique

- Six des sept candidats à l'élection présidentielle se sont retirés du scrutin
- Incarnant la diversité de l'opinion algérienne, ils dénoncent des « fraudes massives »
- Considéré comme le candidat du pouvoir et de l'armée, Abdelaziz Bouteflika reste seul en lice

À LA VEILLE du vote, jeudi 15 avril, pour l'élection du nouveau président algérien, six des sept candidats en lice ont annoncé leur retrait du scrutin, invoquant l'existence de « fraudes massives » dans les premières opérations de vote. Il s'agit des trois principaux adversaires d'Abdelaziz Bouteflika, considéré comme le « candidat du pouvoir » - Mouloud Hamrouche (réformateur), Ahmed Taleb Ibrahim (nationaliste islamique, qui bénéficiait du soutien du FIS) et Hocine Aït Ahmed (opposant historique du FFS), ainsi que de Youcef El Khateb (héros de la guerre d'indépendance), Mokdad Sifi (ancien premier ministre du président Zeroual) et l'islamiste Abdallah Djaballah.

Ils ont déclaré, dans un communiqué commun : « Nous enregistrons la persistance du pouvoir à dénier aux citoyennes et aux citoyens leur droit de décider de leur avenir et de choisir leur président, et nous le rendons responsable de ce qui en découle. (...) Nous décidons notre retrait collectif de l'élection présidentielle et la non-reconnais-



PLANTIN

sance de la légitimité des résultats de ce scrutin, et nous appelons à cet effet au retrait de nos représentants dans les bureaux et centres de vote et dans les commissions de surveillance à tous les niveaux. »

Prenant « à témoin » le peuple algérien, le chef de l'Etat démissionnaire, Liamine Zeroual, a annoncé mercredi, dans une allocution télévisée, le maintien du scrutin présidentiel. « Je puis vous assurer, a-t-il déclaré, que ces élections se tiendront dans des conditions de transparence, d'équité et d'ouverture. » Le retrait des six candidats est un « non-événement », ont jugé des proches de M. Bouteflika, qui est désormais assuré de l'emporter au premier tour du scrutin. La seule inconnue réside dans le taux de participation (qui s'annonce très bas en France, où le vote a commencé samedi 10 avril).

Vendredi 16, une marche devrait être organisée à Alger à l'initiative des candidats qui se sont retirés.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 19

Vrais ministres et demi-maires

IL N'Y AURA PAS de ministres « à temps partiel », avait promis Lionel Jospin pendant la campagne des législatives de 1997. En vertu de ce principe, le premier ministre a demandé aux membres de son gouvernement qui étaient maires d'abandonner leur mandat. Presque tous l'ont fait. Mais presque tous sont devenus des premiers adjoints très présents, voire des maires *de facto*. Rares sont ceux qui, comme Catherine Trautmann à Strasbourg, sont redevenus simples conseillers municipaux. A Matignon, on affirme néanmoins que les exigences du premier ministre « n'ont pas fléchi ».

Lire page 15

Drogue, viols, coups de feu : la série culte des jeunes Sud-Africains

JOHANNESBURG de notre correspondant

Un professeur qui se fait tirer dessus à bout portant dans sa classe, une lycéenne violée en toute impunité, des élèves qui vendent de la drogue avec la complicité d'un proviseur corrompu : c'est le quotidien d'une école sud-africaine noire décrit dans « Yizo Yizo », le feuilleton culte de la jeunesse des townships. Diffusée tous les mercredis soirs sur SABC 1, la première chaîne de télévision publique, la série est devenue en quelques semaines un véritable phénomène de société pour une génération post-apartheid en mal de repères face à la violence et au chômage. En moins de trois mois, « Yizo Yizo » (« C'est comme ça ») a pulvérisé tous les records d'audience pour devenir le programme le plus regardé de la télévision sud-africaine avec près de deux millions de téléspectateurs par diffusion. Lors de l'équivalent sud-africain des 7 d'or, le feuilleton a remporté cinq récompenses, dont celle de la meilleure fiction.

Les sinistres exploits de Papa Action, un

des voyous vedettes de la série, en ont fait un des héros les plus populaires du petit écran, au point que l'acteur qui l'incarne ne peut plus se déplacer sans se faire accoster dans la rue. Inspirée par le succès du feuilleton, une bande de délinquants qui sévit dans les environs de Johannesburg se fait désormais appeler le « Yizo Yizo gang ».

Au grand dam des professeurs et des parents, la « Yizomania » a aussi gagné les écoles. Un élève a ainsi reconnu avoir forcé un de ses petits camarades à mettre la tête dans la cuvette des toilettes avant de tirer la chasse, pour le seul plaisir de reproduire une des scènes du feuilleton. Dans la même veine, d'autres élèves auraient saccagé une classe et essayé d'y mettre le feu au cri de « Yizo Yizo ! ». Ces incidents, montés en épingle par la presse à sensations, ont déclenché une polémique sur le mauvais exemple donné par la série à la jeunesse sud-africaine. Les derniers épisodes ont pourtant introduit une dose de « politiquement correct ».

Le proviseur corrompu a été remplacé par

une directrice dynamique et efficace, bien décidée à rétablir l'ordre. Mais la controverse a d'ores et déjà pris l'ampleur d'un débat national, tribunes dans les journaux et talk-shows à la télévision. Accusés d'inciter les jeunes à la violence et de faire preuve d'une complaisance malsaine, les producteurs de « Yizo Yizo » défendent, au contraire, les vertus pédagogiques de la série.

Selon eux, il s'agit de faire prendre conscience d'une réalité qui existe bel et bien, celle d'une école des townships laissée à l'abandon sous l'apartheid et qui peine à surmonter le manque de moyens et la violence héritée du régime de ségrégation raciale. Même si le feuilleton force quelque peu le trait, les chiffres d'audience montrent bien qu'il touche juste et que la jeunesse noire s'y reconnaît. Lors d'un débat au Parlement, le ministre de l'éducation a d'ailleurs pris la défense de « Yizo Yizo » en estimant qu'il s'agissait d'un « excellent programme ».

Frédéric Chambon

La DJ de Brooklyn



MUTAMASSIK

SON SURNOM signifie « main de fer ». A Brooklyn, Mutamassik, de son vrai nom Giulia Loli, est devenue le symbole d'une nouvelle génération de femmes DJ. Cette Américano-Italo-Egyptienne se produira vendredi 16 avril au Printemps de Bourges.

Lire page 33

POINT DE VUE

Face à Milosevic, un an de retard

par Felipe Gonzalez

PENDANT dix ans, Milosevic a été à la fois l'origine et la « solution » de toutes les crises dramatiques qui ont dévasté l'ex-République fédérale de Yougoslavie. Il en est le premier responsable, même s'il n'en est pas l'unique, car il a été largement accompagné par le nationalisme exacerbé des autres dirigeants connus, croates ou musulmans. Le responsable de la tragédie de sa propre communauté, la communauté serbe, entraînée dans la démence de la guerre en Bosnie et au Kosovo.

Il a appris à transformer les dérives en nouveaux sursis pour survivre à n'importe quel prix. Il a compris qu'en provoquant crise grave après crise grave il peut apparaître, au yeux de la communauté internationale, comme l'interlocuteur *des qualités* qui permettra toujours de sortir de chacune. Quand le communisme n'a plus été rentable, il a changé son discours pour celui du nationalisme, qui homogénéise et exclut toute minorité,

en écrasant au passage toute tentative de démocratie chez les Serbes.

Depuis dix ans, nous n'avons pas voulu dire clairement que le problème est Milosevic et que la solution ne peut en aucun cas passer par lui. Je vois les déclarations de Kofi Annan et je n'ai d'autre solution que d'adhérer pleinement à sa position. Mais deux doutes m'assiègent, ou plutôt deux convictions nées de l'expérience. Ou bien Milosevic acceptera la proposition si cela lui permet de survivre encore en se transformant en interlocuteur, ou bien il la refusera si cela lui permet de parvenir au même résultat : durer.

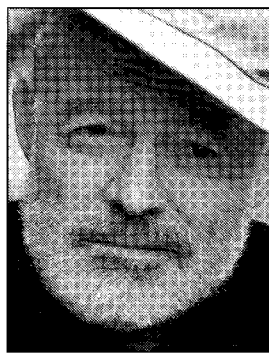
Je comprends le secrétaire général et ses efforts pour trouver une issue - ou un début d'issue - par l'ONU qui inclue les Russes, aussi fatigués de Milosevic que lui.

Lire la suite page 18

Felipe Gonzalez est ancien président du gouvernement espagnol.

HEMINGWAY

Nouvelles complètes



Toutes les nouvelles organisées selon la volonté d'Hemingway

- Un choix de lettres • Vie et Œuvre
- Filmographie

1232p. 36 photos. 160F.

QUARTO GALLIMARD

Gallimard - 572 206 753 RCS Paris B.

Ph. © Larry Burrows/Life Magazine/PPCM

■ Pinochet : un pas vers l'extradition

Le ministre britannique de l'intérieur a donné, jeudi 15 avril, son feu vert à la poursuite de la procédure d'extradition de Pinochet vers l'Espagne. p. 38

et la chronique de Pierre Georges

■ M. Allègre recule sur les heures sup

Le ministre de l'éducation nationale est revenu, jeudi 15 avril, sur la baisse de la rémunération des heures supplémentaires annuelles, qui avait nourri la colère des enseignants. p. 14

■ Les 35 heures en référendum

Les projets d'accord sur les 35 heures font de plus en plus l'objet de consultations directes des salariés. p. 22

■ Les pompiers en colère

Les pompiers supportent mal d'être pris pour cible, notamment par les jeunes, lors de leurs interventions dans les quartiers sensibles. p. 12

■ La folie sushi

Les restaurants japonais se multiplient et le poisson cru fait son apparition dans les grandes surfaces. p. 30

■ Menaces sur les sports de salle

La réduction programmée des subventions pourrait mettre en péril de nombreux clubs professionnels, notamment pour des disciplines qui ont peu accès à la télévision. p. 29

International.....	2	Carnet.....	28
France.....	10	Aujourd'hui.....	29
Société.....	12	Météorologie-Jeux.....	32
Régions.....	15	Culture.....	33
Horizons.....	16	Guide culturel.....	35
Entreprises.....	22	Kiosque.....	36
Communication.....	24	Abonnements.....	36
Tableau de bord.....	25	Radio-Télévision.....	37





La présidence Zeroual, cinq ans d'espoirs déçus

AU COURS d'une allocution surprise, prononcée peu avant le journal télévisé de 20 heures, le 11 septembre 1998, Liamine Zeroual annonce à l'Algérie interloquée sa décision de quitter ses fonctions avant la fin d'un mandat qui devait s'achever à la mi-novembre de l'an 2000. Il précise aussitôt qu'il restera au pouvoir, en attendant l'organisation d'un scrutin anticipé, pour « assumer la plénitude de [ses] fonctions constitutionnelles jusqu'à l'élection de [son] successeur ».

Désigné candidat unique au poste de « président de l'Etat », le 28 janvier 1994 (après la défection d'Abdelaziz Bouteflika), par la conférence nationale de « consensus », Liamine Zeroual, général à la retraite, prête serment le 31. Il est élu à la présidence de la République le 16 novembre 1995, au premier tour de scrutin, avec 61 % des suffrages exprimés, au détriment de trois candidats malheureux : Noureddine Boukrouh, président du Parti du renouveau algérien (PRA), Mahfoud Nahnah, président du Mouvement de la société islamiste (MSI-Hamas), Saïd Saadi, secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD).

LES MASSACRES DE CIVILS

Au moment où il s'apprête à quitter la scène politique – après avoir exercé le pouvoir pendant cinq ans –, Liamine Zeroual ne peut présenter qu'un bilan mitigé. Il avait promis à ses électeurs, en 1995, un retour rapide à la paix civile. L'engagement n'a pas été tenu. Certes, il peut prétendre que les massacres de la population civile à grande échelle, qui endeuillaient régulièrement le pays en 1997, n'ont plus cours. Mais chaque jour qui passe apporte son lot de malheurs et la presse nationale continue d'égrener à longueur d'éditions ses litanies de morts violentes de civils, de policiers et de militaires.

Au plan politique, il a fait naître de formidables espoirs au sein de la société algérienne, laissant entrevoir, pour la première fois depuis 1965, à ses compatriotes qu'ils pourraient élire librement un pré-

sident civil si bon leur semblait. Ils y ont cru, avant de déchanter. Mais la démocratie a certainement progressé un peu puisque avant de se retirer de la course à la présidence, les six adversaires d'Abdelaziz Bouteflika ont eu le loisir de faire campagne et de s'exprimer publiquement en des termes indispensables hier encore. De son côté, la presse s'efforce d'étendre ses plages de liberté. Des groupes d'avocats et des individus regroupés en associations osent désormais dénoncer *urbi et orbi* les atteintes aux droits de l'homme commises par le régime.

En dépit d'embellies, la situation économique et sociale reste préoc-

cupante. Le tiers de la population active est au chômage. Les conditions de vie ne cessent de se dégrader, les inégalités se font de plus en plus criantes : ce constat dressé il y a quatre mois par le Conseil économique et social n'incite guère à l'optimisme pour un pays sorti en 1998 de plusieurs années d'ajustement sous l'égide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Les crédits octroyés par les organismes multilatéraux et le réajustement de la dette publique consenti par les créanciers Occidentaux, indispensables bouffées d'oxygène, n'ont pas enrayer l'anémie de l'économie algérienne. Le pays reste essentiellement tributaire de ses hydrocarbures. Quand le prix du pétrole et du gaz plonge,

réussi à imposer son autorité à l'appareil militaire dont il est issu. Il a intégré les islamistes modérés de Mahfoud Nahnah dans la coalition gouvernementale et il a lancé des pourparlers avec la direction du FIS. Mais le haut commandement, dans le même temps, négociait avec l'Armée islamique du salut (AIS), le bras armé du FIS) pour faire capoter son initiative, s'ingéniant à empêcher le président Zeroual de sortir grandi de sa louable entreprise de réconciliation.

Liamine Zeroual a tout fait pour tourner la page de 1991, organisant au cours de son mandat des élections locales et législatives, dotant le pays d'une nouvelle Constitution. Il s'est appuyé au cours des quatre dernières années sur le Front de libération nationale



Une décision « particulièrement grave »

Le président algérien Liamine Zeroual a notamment déclaré, mercredi soir 14 avril, en annonçant sa décision de maintenir le scrutin : « L'Etat n'a lésiné sur aucun moyen pour prendre en charge toutes les demandes ou souhaits des candidats et leur donner satisfaction dès lors qu'elles étaient raisonnables et légitimes. C'est dire que la réussite de cette échéance étant un devoir incombant à tous, il revenait aux candidats d'assumer l'intégralité de leurs responsabilités comme l'Etat a assumé pleinement les siennes. De ce point de vue, la décision particulièrement grave prise par des candidats de se retirer du processus électoral constitue un manquement à ce devoir et à ces responsabilités. »

Il a encore ajouté : « Je puis vous assurer que ces élections se tiendront dans des conditions de transparence, d'équité et d'ouverture [...] en vue de permettre la libre expression de la volonté du peuple, votre volonté en tant que source de tout pouvoir et dépositaires exclusifs de la souveraineté de la nation. »

réussi à imposer son autorité à l'appareil militaire dont il est issu. Il a intégré les islamistes modérés de Mahfoud Nahnah dans la coalition gouvernementale et il a lancé des pourparlers avec la direction du FIS. Mais le haut commandement, dans le même temps, négociait avec l'Armée islamique du salut (AIS), le bras armé du FIS) pour faire capoter son initiative, s'ingéniant à empêcher le président Zeroual de sortir grandi de sa louable entreprise de réconciliation.

Liamine Zeroual a tout fait pour tourner la page de 1991, organisant au cours de son mandat des élections locales et législatives, dotant le pays d'une nouvelle Constitution. Il s'est appuyé au cours des quatre dernières années sur le Front de libération nationale

réussi à imposer son autorité à l'appareil militaire dont il est issu. Il a intégré les islamistes modérés de Mahfoud Nahnah dans la coalition gouvernementale et il a lancé des pourparlers avec la direction du FIS. Mais le haut commandement, dans le même temps, négociait avec l'Armée islamique du salut (AIS), le bras armé du FIS) pour faire capoter son initiative, s'ingéniant à empêcher le président Zeroual de sortir grandi de sa louable entreprise de réconciliation.

Liamine Zeroual a tout fait pour tourner la page de 1991, organisant au cours de son mandat des élections locales et législatives, dotant le pays d'une nouvelle Constitution. Il s'est appuyé au cours des quatre dernières années sur le Front de libération nationale

(FLN, l'ancien parti unique issu de la guerre d'indépendance), sur le Hamas de l'islamiste modéré Mahfoud Nahnah et sur son propre parti, le Rassemblement national des démocrates (RND), spécialement créé pour soutenir son entreprise, à la veille des législatives de 1997.

Le « parti du président » a parfaitement joué son rôle, remportant, le 5 juin, 155 des 380 sièges de l'Assemblée nationale. Le 23 octobre, le RND recueille 55 % des suffrages aux élections municipales et départementales. Le 25 décembre, il enlève 80 des 96 sièges du Conseil de la nation (Sénat), dont un tiers des membres sont désignés par le chef de l'Etat et les autres élus au suffrage indirect.

HIÉRARCHIE MILITAIRE

En six mois, le président Zeroual s'est assuré l'assise dont il avait besoin pour finir de « toiletté » les institutions algériennes et leur donner une touche de légitimité. Il aborde l'année 1998 en toute sérénité, pouvant estimer, à juste raison, disposer de presque deux ans (avant la fin de son mandat en novembre 2000) et de tous les moyens pour sortir le pays de la guerre civile. Mais au sein de la haute hiérarchie militaire – celle-là même qui l'avait placé à la tête du pays en 1994 et qui fait tous les présidents algériens depuis le coup d'Etat de Boumediène en 1965 – certains s'inquiètent de voir M. Zeroual concentrer tous les pouvoirs... trop de pouvoirs peut-être.

En septembre, Liamine Zeroual est contraint à la démission, comme Chadli Bendjedid l'avait été le 14 janvier 1992, par les plus rigides des généraux algériens, ceux qui tirent les ficelles dans les coulisses de la scène politique. En annonçant son départ, M. Zeroual promet des élections démocratiques. De la quarantaine de candidats, sept sont officiellement retenus, dont trois (Abdelaziz Bouteflika, Taleb Ibrahim et Mouloud Hamrouche) convenaient à une partie de l'establishment militaire. Les faucons du régime choisissent le moins populaire d'entre eux et pèsent de tout leur poids pour faire « élire » M. Bouteflika. Ils poussent les six autres candidats à se retirer, suscitant ce qu'ils craignaient le plus : l'éclosion d'une opposition politique solide.

Taleb Ibrahim et Mouloud Hamrouche viennent du séral. Ils dénonçaient le risque de fraude depuis des semaines, mais ont attendu le début du scrutin dans la diaspora et l'armée. Ils ont, à l'intérieur de l'appareil d'Etat, des gens qui les soutiennent et les ont informés des fraudes massives. Ils acceptaient une élection « semi-ouverte » ; mais là ils ont vu que même une ouverture démocratique contrôlée était impossible !

2 On a le sentiment qu'entre le régime et les candidats un compromis avait été trouvé vers une ouverture démocratique ; mais

Frédéric Fritscher

La presse algérienne partagée

LES TITRES de la presse algérienne du jeudi 15 avril témoignent du désarroi des journaux au lendemain du retrait de six des sept candidats à l'élection présidentielle. Certains quotidiens soutiennent la décision des six, d'autres la jugent « tardive » tandis qu'une poignée d'entre eux la déplore.

« Bouteflika sera seul », souligne le quotidien francophone *El Watan*. « Il y a aura sept bulletins pour un seul candidat. » Le quotidien parle d'« un mauvais et dérisoire négatif des référendums bidons du temps du parti unique ». *El Watan* va à l'essentiel en mettant en cause un Liamine Zeroual « préoccupé par son seul départ » et qui choisit la solution la « moins courageuse, assumant gravement la perversion du scrutin actuel et se rendant même complice du septième candidat ». Inévitablement, écrit le journal, la crise va se perpétuer mais le « pays en sort malgré tout avec une victoire : le pouvoir a été mis au pied du mur par un groupe d'hommes politiques déterminés... »

« Les six provoquent un séisme politique », titre *La Tribune*, qui estime que le retrait de tous les candidats à l'exception de Bouteflika est « un acte politique fort, d'une amplitude telle qu'il fait vaciller tout l'effort de guerre » commencé en 1995 par l'élection de Liamine Zeroual.

« Bouteflika, candidat unique », titre *L'Authentique*, fleuron du groupe du général Bétchine, un ancien proche du président Zeroual, en donnant raison aux « six » de soupçonner l'adminis-

tration de rouler pour Bouteflika. Pour ce journal, le pouvoir a « choisi la politique de l'au-truche » et a « ôté toute crédibilité à un scrutin déjà escamoté par les allégeances, les coups d'Etat et autres intimidations ».

Liberté (proche du Rassemblement pour la culture et la démocratie, RCD, un parti d'essence kabyle qui dès le départ a boycotté le scrutin) est beaucoup moins tendre à l'égard des « six » en affirmant que le « coup d'éclat » était prémédité depuis une semaine et qu'ils auraient pu éviter cet « extrême » en déléguant un seul adversaire contre Bouteflika. Mais, conclut-il, « c'eût été trop leur demander, tellement la maladie du leadership reste encore incurable ».

« MISE EN SCÈNE »

Même jugement pour *Le Matin* qui ironise sur ces « six postulants opposés à un candidat officiel » qui « s'avisent à la dernière minute qu'ils sont les figurants d'une mise en scène montée à leur insu et se retirent du plateau en gesticulant ».

Du côté des journaux partisans de Bouteflika, les choses sont claires : les « six » se sont retirés parce qu'ils refusaient de perdre. C'est le cas d'*El Moudjahid* qui estime que cette « hantise de perdre est une attitude inéligante et peu démocratique ».

Le *Quotidien d'Oran* parle d'« abus de confiance » et de « cataclysme organisé ». Pour le *Jeune indépendant*, les « six ont voté, sans procuration, contre la stabilité, contre le retour de la paix ».

TROIS QUESTIONS À...

LAHOUARI ADI

1 Sociologue, vous venez de publier *Les Mutations sociales de l'Algérie* (La Découverte). Selon vous, qui sont le principal bénéficiaire et le premier perdant du retrait des candidats d'opposition à la veille du scrutin ?

À très court terme, le bénéficiaire est Abdelaziz Bouteflika. Mais ce n'est que l'apparence des choses. Le vrai perdant, c'est l'armée. Beaucoup de gens ont cru qu'un processus démocratique était réellement engagé. L'armée, qui détient la réalité du pouvoir, n'a pas pu l'amener à son terme. Son objectif initial dans cette élection était de montrer à l'opinion nationale et internationale qu'elle ne détient pas le pouvoir. La réalité est qu'elle n'envisageait pas de lâcher les rênes. Avec le retrait des six candidats, le roi est nu.

Taleb Ibrahim et Mouloud Hamrouche viennent du séral. Ils dénonçaient le risque de fraude depuis des semaines, mais ont attendu le début du scrutin dans la diaspora et l'armée. Ils ont, à l'intérieur de l'appareil d'Etat, des gens qui les soutiennent et les ont informés des fraudes massives. Ils acceptaient une élection « semi-ouverte » ; mais là ils ont vu que même une ouverture démocratique contrôlée était impossible !

2 On a le sentiment qu'entre le régime et les candidats un compromis avait été trouvé vers une ouverture démocratique ; mais

qu'en Algérie la culture du compromis est systématiquement entravée par un système qui ne laisse aucun espace entre la ruse et l'affrontement.

Exactement. Seuls existent les rapports de force et la ruse. On a cru que les protagonistes de la crise avaient mûri, notamment les militaires. Chaque grand courant d'idées avait un candidat. Le pouvoir avec le nationalisme populiste de Bouteflika, l'islamisme avec Ibrahim, et les réformateurs avec Hamrouche. On pensait que l'armée laissait l'électorat créer de nouveaux équilibres. Les fraudes montrent que la sécurité militaire, qui soutient Bouteflika, a eu peur. L'idéal, pour elle, eût été que Bouteflika soit « élu démocratiquement ». Mais elle a craint un processus électoral incontrôlé.

3 Quelle marge de manœuvre politique reste-t-il aux militaires maintenant que l'élection de Bouteflika est discréditée d'avance ?

Le pouvoir est sur la défensive. La répression a déjà considérablement terni son image nationale et internationale. La situation économique et sociale de l'Algérie est catastrophique. L'élection présidentielle ayant tourné à la mascarade, je crains que les généraux – ceux qui ont obtenu la trêve avec l'armée du FIS (Front islamique du salut) – ne cherchent de nouveau une alliance militaro-islamiste, puisqu'ils n'ont pas réussi à faire l'ouverture démocratique espérée.

Propos recueillis par Sylvain Cypel

A Paris : « Seuls les bourricots voteront Bouteflika ! »

« **MOI**, ce soir, je suis fier des Algériens ! » Saïd s'est redressé et défie du regard ses compagnons de café ébahis. Tous sont algériens, tous ont voté, « pour avoir le tampon officiel ». « Ce n'est pas obligatoire mais ça compte... » Tous étaient convaincus que c'était « joué d'avance ». Le désistement de dernière minute des six candidats d'opposition les a pris par surprise. Ce mercredi 13 avril au soir, la Goutte-d'Or n'a pas encore digéré la nouvelle. Tous soupirent : « On n'y comprend plus rien. »

Tous sauf Saïd. L'élection présidentielle en Algérie, il l'a suivie, dit-il, « heure par heure » et, seul, il se réjouit du coup de théâtre. « Pour la première fois, les types de l'opposition ont exprimé ce que veut la rue, le bled. Je voudrais qu'ils recommencent tout. Qu'ils soient honnêtes. Je voudrais que l'opposition ait un candidat unique pour sanctionner l'armée, le clan, le pouvoir. » Autour de lui, le silence s'est fait. Tous ruminent le discours.

Mourad, le Kabyle, qui, il y a deux minutes, assurait qu'il se moquait des élections, approuve lentement : « Ils ont trouvé de la triche, ils ont abandonné, c'est normal, c'est bien. » Il explique : « Déjà, l'armée on ne connaît pas ses effectifs. Secret d'Etat. Ils peuvent en faire voter un million, deux millions pour Bouteflika, qui sait ? Et le Sud c'est à 2 800 kilomètres d'Alger, les gens, on peut les manipuler comme on veut. En 1975, j'y ai été, certains ne savaient même pas que l'Algérie était indépendante ! » Son voisin renchérit : « Il n'y a que les bourricots qui vont voter Bouteflika ! »

Abdel, l'étudiant, vient d'arriver, il approuve : « Ils parlent de transparence, mais à chaque scrutin il y a tricherie. Ce soir, c'est un premier pas vers la démocratisation. »

Dans le petit groupe, la confusion s'installe. Mo-

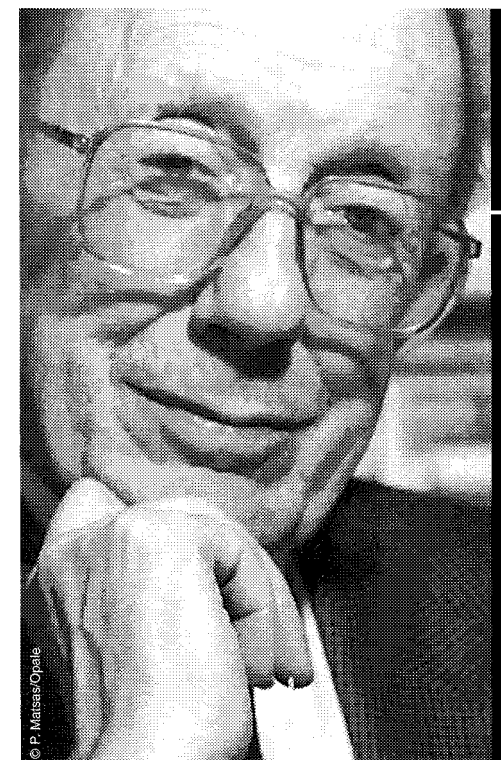
ammed, le plus âgé, en bleu de travail, hausse les épaules et plonge : « Moi, je vote quand même pour celui que je connais, le plus valable. Il est plébiscité par le gouvernement, c'est un peu normal, c'était un bon ministre, Bouteflika. » L'œil clair de son voisin, en blouse de cuisinier, brille de malice : « Bouteflika ? Moi je dis Boutsclérat ! Il était ministre des affaires étrangères à vingt-quatre ans, il a ramassé beaucoup d'argent. Il a contribué à l'effondrement de l'Algérie. Ils l'ont tous fait. Sauf Aït Ahmed ! » « Arrête, il veut diviser l'Algérie en deux ! » « Pourquoi pas un Kabyle ? On n'a jamais essayé. » « On a déjà eu un ministre kabyle. » « Les ministres c'est rien. Ce sont les généraux qui commandent ! »

« IL FAUT QU'ILS LÂCHENT »

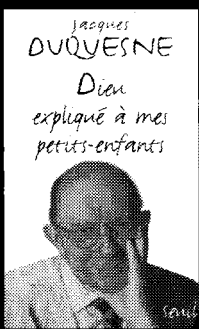
Là, tout le monde tombe d'accord. L'armée, le pouvoir, même combat : « Pour eux, l'Algérie c'est un royaume », dit l'étudiant. « Ce système est en perdition, l'Algérie ne peut pas continuer comme ça ! » « Il faut qu'ils lâchent, renchérit le cuisinier, ils en ont bien profité. » « Je retourne en Algérie le jour où on aura un président et un ministre de la défense civils, affirme Mourad. On est pris entre ceux qui gouvernent et ceux qui font n'importe quoi ! » Le FIS ? Beaucoup y ont cru, mais aujourd'hui « c'est fini, les terroristes, le pouvoir, sont ensemble, tout le monde joue le jeu ».

Et demain ? A Alger on votera, nul n'en doute. Ce soir, le président Zeroual a parlé à la télévision. « C'est malheureux mais personne ne s'y intéresse », soupire Abdel. Saïd a encore le dernier mot : « Il y a un seul candidat ? Comme avant ! Mais au moins ça se sait ! »

Véronique Maurus



Jacques Duquesne



39 F

Editions du Seuil

Les frappes aériennes sur la Serbie s'intensifient, M. Milosevic ne plie pas

Des cas de choléra et de typhus parmi les personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo ont été rapportés à l'OTAN. Belgrade accuse les alliés d'avoir bombardé une colonne de réfugiés près de Djakovica

La Yougoslavie et l'Alliance atlantique se sont mutuellement rejetées la faute d'avoir attaqué, mercredi 14 avril, deux colonnes de réfugiés d'Albanais du Kosovo, dans l'ouest de la province. D'après Belgrade,

les bombardements alliés ont fait 75 mort et vingt cinq blessés. Sur le terrain diplomatique, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne réunis à Bruxelles en la présence exceptionnelle du

secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, ont apporté leur soutien à l'initiative de ce dernier qui a réaffirmé à Belgrade les conditions de la communauté internationale pour un arrêt des

bombardements. Tandis que le nombre de personnes déplacées à l'intérieur même du Kosovo continue d'être une énigme, l'OTAN affirme que des cas de choléra et de typhus lui ont été signalés. Les forces

serbes continuent par ailleurs leurs exactions contre les Albanais du Kosovo. Les avions alliés ont continué à bombarder des cibles sensibles près de Belgrade et au Kosovo.

L'ATTAQUE d'un convoi de réfugiés ou de déplacés albanais du Kosovo a presque occulté, mercredi 14 avril, les autres aspects de la campagne militaire de l'OTAN en Yougoslavie. Le président Slobodan Milosevic continue de refuser les exigences de l'Alliance.

● **Qui a bombardé des réfugiés, mercredi 14 avril, dans l'ouest du Kosovo ?** Belgrade et l'OTAN se sont renvoyés la responsabilité. Le président yougoslave a accusé l'aviation alliée de s'être « délibérément » livrée à ce massacre. D'après Belgrade, ce sont deux colonnes de quelque mille personnes, escortées par la police, qui ont été visées. Au moins 75 personnes ont été tuées et 25 ont été grièvement blessées, toujours selon Belgrade. Un journaliste de l'AFP affirme avoir vu sur place de nombreux véhicules touchés et des corps déchiquetés ou calcinés. Le commandement suprême de l'OTAN a ouvert une enquête. D'après le Pentagone, qui enquête pour savoir si des troupes serbes s'en sont pris aux réfugiés, en représailles à une attaque par

l'OTAN d'un convoi militaire, les pilotes engagés dans l'action ont affirmé n'avoir attaqué que des véhicules militaires. Brian Atwood, le coordonnateur américain de l'aide aux réfugiés du Kosovo n'a pas exclu une « utilisation très cynique de personnes déplacées ou de réfugiés comme des boucliers humains ».

● **L'OTAN a intensifié ses bombardements contre la Serbie** dans la nuit de mercredi à jeudi, d'après les sources serbes. A Belgrade, une caserne de l'armée a été touchée. Neuf explosions ont été entendues à Pristina, chef-lieu du Kosovo. Un pont sur la route reliant Nis, au sud, à Pristina, a été détruit sur la rivière Zapadna Morava, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale. Deux émetteurs de la télévision serbe ont été touchés sur les montagnes d'Ovcar et Zlavor, au sud-ouest. Kragujevac, au sud, a été à deux reprises la cible d'attaques.

● **En quelques jours, l'OTAN a perdu deux drones** allemands, engagés dans les opérations militaires, ont indiqué des sources mi-

litaires à Bonn. Le ministère allemand de la défense n'était pas encore en mesure, jeudi matin, de dire si ces deux appareils de reconnaissance sans pilote étaient tombés sous le feu de la défense anti-aérienne yougoslave ou pour d'autres raisons.

● **D'après le bilan de l'OTAN, environ la moitié des cibles visées** par les avions alliés ont été détruites ou sérieusement endom-

magées. Le ministère français de la défense a averti que les forces terrestres serbes au Kosovo restent « importantes et menaçantes », après trois semaines de bombardements aériens de l'OTAN. « Si nous avons ces mouvements de réfugiés, c'est bien parce que des actions militaires menaçantes continuent », a déclaré le porte-parole du ministère, tout en soulignant que « cela ne veut pas dire qu'elles [les forces

serbes] sont coordonnées de façon centrale ».

● **Le président yougoslave se serait disposé**, d'après son homologue bélarusse, Alexandre Loukachenko, qui lui a rendu visite à Belgrade mercredi, à accepter le déploiement au Kosovo d'observateurs civils originaires de pays « ne participant pas à l'agression contre la Yougoslavie ». M. Milosevic rejette « catégoriquement l'éventualité d'une opération militaire, semi-militaire ou policière », a précisé M. Loukachenko.

● **Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne** réunis mercredi à Bruxelles, ont apporté leur soutien à l'initiative du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, pour une solution au Kosovo, qui correspond bien aux exigences imposées à Belgrade. Ils ont réclamé l'adoption d'une résolution des Nations unies. et réaffirmé leur « résolution à ne pas tolérer les meurtres et les déportations » au Kosovo. Ils se sont également déclaré favorables à une « administration intérimaire internationale »

du Kosovo, qui « pourrait être confiée à l'UE ».

● **Des informations sur des cas de choléra et de typhus** parmi les personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo ont été rapportées à l'OTAN, a affirmé le porte-parole de l'Alliance, Jaime Shea, qui a accusé le régime de Belgrade de traiter les Albanais du Kosovo comme du « bétail ». De son côté, le porte-parole militaire de l'Alliance, Giuseppe Marani a indiqué que l'OTAN continuait de s'en tenir au chiffre de 260 000 personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo et ne pouvait en conséquence confirmer le chiffre de 700 000 avancé par la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright.

● **D'après le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés**, le nombre de réfugiés kosovars s'élevait mercredi à près de 315 000 en Albanie, 116 000 en Macédoine et 67 000 au Montenegro. Le total des réfugiés est d'environ 650 000, ce chiffre n'incluant pas les personnes déplacées à l'intérieur même du Kosovo.

Un « plan d'action pour les enfants »

Le représentant spécial de l'ONU chargé de la question des enfants allemand de la défense n'était pas encore en mesure, jeudi matin, de dire si ces deux appareils de reconnaissance sans pilote étaient tombés sous le feu de la défense anti-aérienne yougoslave ou pour d'autres raisons.

● **D'après le bilan de l'OTAN, environ la moitié des cibles visées** par les avions alliés ont été détruites ou sérieusement endom-

Le représentant spécial de l'ONU chargé de la question des enfants allemand de la défense n'était pas encore en mesure, jeudi matin, de dire si ces deux appareils de reconnaissance sans pilote étaient tombés sous le feu de la défense anti-aérienne yougoslave ou pour d'autres raisons.

● **Le plan suggère en outre une prise en charge des traumatismes psychologiques des enfants, et leur rescolarisation le plus rapidement possible. Pour éviter le recrutement forcé de jeunes adolescents, Olara Otunnu suggère des campagnes préventives.** - (AFP)

Les Quinze associent l'ONU et espèrent convaincre les Russes

internationale, pourraient l'ordonner. Toutes les questions auxquelles les dirigeants occidentaux ne veulent pas répondre pour l'instant - quelle issue à la crise ? une intervention terrestre est-elle envisageable ? - pourraient enfin trouver leur réponse : oui, il est possible de reprendre militairement et administrativement le contrôle du Kosovo dès lors que la puissance mandataire est l'ONU et pas l'OTAN.

UN « PLAN ALLEMAND » ?

Le sommet de Bruxelles a eu le mérite de clarifier ce raisonnement. Encore une fois, ce sont les Européens qui prennent l'initiative de la démarche même s'ils se sont assurés avant du soutien des Etats-Unis et de l'OTAN. C'était la première fois mercredi, dans l'histoire de la Communauté, qu'un secrétaire général de l'ONU était ainsi convié à un sommet européen à Bruxelles.

L'objectif sur le front diplomatique est donc de parvenir à l'adoption de cette résolution contraignante du Conseil de sécurité. Kofi Annan a convenu lui-même que le succès n'était pas garanti, mais il a assuré qu'il consacrait désormais toutes ses forces à pousser les feux de la négociation au sein de ce Conseil, la principale

difficulté étant de convaincre les Russes.

L'autre mérite du sommet de Bruxelles est d'avoir tué dans l'oeuf quelques rumeurs malignes et interrogations sur la cohésion des Européens, voire sur leur détermination à poursuivre l'action militairement engagée. Ils ont réaffirmé mercredi, notamment par la voix du chancelier allemand Gerhard Schröder, que l'intervention militaire en Yougoslavie continuerait tant que Belgrade n'accepterait pas les cinq conditions et qu'il n'y avait pas là-dessus de transaction possible. La seule négociation à mener l'est entre Occidentaux, puis avec les Russes, essentiellement sur la forme que doit prendre la force d'interposition qui devra sécuriser le Kosovo. Avec Milosevic il n'y a pas ou presque pas de marge laissée à la négociation.

Il fallait redire tout cela car, en moins de vingt-quatre heures, la rumeur sur un « plan allemand » reposant sur de tout autres bases avait semé la perplexité parmi les médias et les chancelleries. Il était assez détaillé mais il oubliait de rappeler l'essentiel, à savoir les cinq commandements, et il laissait supposer qu'un début de retrait des forces serbes du Kosovo suffirait à arrêter les frappes de l'OTAN. Quelle qu'ait été la teneur réelle de ce plan

que personne n'a vu et qui n'a fait l'objet que de fuites dans la presse allemande de mercredi, il apparaissait comme une proposition concurrente à la stratégie officielle alliée, reflétant au minimum des divergences, voire l'existence d'un « maillon faible ».

PROPOSITION NOUVELLE

Slobodan Milosevic n'aura pas l'occasion de s'en servir car les Quinze ont énergiquement resserré les rangs mercredi soir. Pas de « plan allemand ». Tout au plus quelques idées jetées dans le débat pour aider à une solution. Dans les salles de presse incrédules les regards cherchaient Joschka Fischer, le ministre allemand Verts des affaires étrangères. Mais il n'était pas là puisque le chancelier Schröder, président en exercice de l'Union européenne, avait décidé, contre toutes les coutumes, que les ministres des affaires étrangères, cette fois, ne participeraient pas au sommet. Un « plan allemand » gênant ? Mais non, disait Gerhard Schröder : « Je n'ai pas l'intention de prendre mes distances par rapport à ce que fait le ministre allemand des affaires étrangères. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens soutiennent les démarches de Kofi Annan. C'était le seul objet de cette réunion. » Un

« plan allemand » gênant ? Mais non confirmait Jacques Chirac. Aucun « plan allemand » n'a été discuté, « les propositions allemandes telles que nous les connaissons recueillent toute notre approbation ».

Une proposition nouvelle a été formulée par les Quinze mercredi, à l'initiative de la France. Elle suggère que l'Union européenne soit chargée, le moment venu, de « l'administration internationale intérimaire » qui devra être mise en place au Kosovo. La nécessité d'instituer dans la province une forme de protectorat international est ainsi officiellement affirmée, de même que la volonté de l'Europe de prendre toute sa part au règlement du conflit.

Mais on n'en est pas là. Il faut d'abord s'entendre entre Occidentaux sur le profil de la future force d'interposition, puis le faire accepter par les Russes pour pouvoir obtenir une résolution qui transfère la responsabilité des opérations à l'ONU. Après cela seulement, d'autres perspectives que la simple poursuite des frappes aériennes pourraient s'ouvrir, avant, non. « Je n'ai pas l'intention pour l'instant de me rendre à Belgrade », a dit Kofi Annan.

Claire Tréan

Boris Eltsine nomme Viktor Tchernomyrdine responsable du dossier des Balkans

MOSCOU

de notre correspondant

Boris Eltsine, qui démontre une activité inhabituelle depuis le début de la guerre du Kosovo en se rendant chaque jour au Kremlin, a décidé de reprendre les choses en main. Le président russe a nommé, mercredi 14 avril, Viktor Tchernomyrdine comme « représentant spécial » en charge du conflit des Balkans.

Premier ministre de décembre 1992 à mars 1998, M. Tchernomyrdine revient ainsi au cœur du pouvoir, malgré son impopularité et les critiques qu'il subissait ces derniers mois au sein de son propre parti, Notre maison la Russie. En septembre 1998, au lendemain du krach financier, M. Eltsine avait tenté sans succès d'imposer l'ancien patron du géant Gazprom au poste de premier ministre, contre l'avis de la Douma, la chambre basse du Parlement.

Cette nomination sur le dossier

des Balkans ne devrait pas entraîner un changement de la diplomatie russe dans le conflit. Dmitri Iakouchkine, le porte-parole du Kremlin, l'a justifiée en précisant que le « président examine la situation en Yougoslavie plusieurs fois par jour » et qu'il a « évidemment besoin d'un représentant spécial » qui travaillera « en contact étroit avec le gouvernement ». Dans ses premières déclarations, M. Tchernomyrdine explique d'ailleurs ne pas avoir de « recettes déjà prêtes ». « Il convient d'étudier [le dossier] en profondeur », répétait-il dans plusieurs quotidiens russes du 15 avril.

L'ancien premier ministre a approuvé, jeudi matin, le plan de paix proposé par l'Allemagne. Depuis une semaine, la Russie a infléchi sa position, souhaitant à tout prix être partie prenante dans l'élaboration d'un règlement du conflit. M. Tchernomyrdine a ainsi répété que « des négociations et seulement des négociations » permettront de

mettre fin à la guerre.

Bien loin du conflit des Balkans, cette nomination apparaît comme un nouveau développement de l'affrontement entre le président et le premier ministre russe, Evgueni Primakov. « C'est un geste de politique interne », notait, mercredi, un diplomate occidental. « De facto, [M.] Tchernomyrdine est aujourd'hui un premier ministre parallèle », estime le quotidien Kommersant. Un porte-parole de M. Primakov a simplement déclaré que le premier ministre avait été informé au préalable de cette nomination et que l'expérience de M. Tchernomyrdine « pouvait aider ».

« A cette étape, Evgueni Primakov nous est utile, après on verra », avait averti, vendredi, le président russe. En nommant Viktor Tchernomyrdine, M. Eltsine signifie que son premier ministre ne lui est plus « utile » dans la gestion du conflit yougoslave et qu'il entend seul tirer les bénéfices d'un éventuel succès diplomatique russe.

RETOUR DE M. BEREZOVSKI

M. Primakov se voit sanctionné pour ne pas avoir enrayer plusieurs offensives politiques et judiciaires visant le Kremlin. Samedi, le premier ministre avait sèchement répondu au président : « Je ne m'agrippe pas du tout au fauteuil de premier ministre, surtout si on dit qu'aujourd'hui je suis utile et, qu'après on verra ». L'entourage présidentiel avait expliqué que M. Primakov ne s'était pas suffisamment engagé contre la procédure de destitution de Boris Eltsine

initiée par la majorité nationalo-communiste de la Douma.

Ce débat, suivi d'un vote, devait se tenir jeudi 15 avril. Les députés ont finalement décidé de le repousser au 13 mai, contre l'avis de Boris Eltsine qui avait déclaré au président de la Douma vouloir que le vote intervienne dès jeudi ou que la procédure soit abandonnée en bloc. « Ils [l'] ont encore reporté, ils cherchent le moment opportun pour piéger le président, ils ne réussissent pas », a affirmé M. Eltsine, le

13 avril.

Désaisi de la politique internationale, dont il avait fait son « domaine réservé », M. Primakov a également perdu une autre manche, mercredi, avec l'annulation du mandat d'arrêt émis contre l'homme d'affaires Boris Berezovski. Le parquet général de Russie a simplement expliqué que ce mandat n'avait plus lieu d'être, M. Berezovski se disant prêt à rentrer en Russie et à répondre aux questions des enquêteurs.

COMMENTAIRE

DOUBLE

FRUSTRATION RUSSE

Dans la crise du Kosovo, les Quinze veulent redonner un rôle à l'ONU, donc à la Russie. Malgré quelques tentatives d'intervention diplomatique, celle-ci s'est trouvée en porte-à-faux depuis le début des bombardements de l'OTAN sur la Serbie. En réalité, les Russes se sont sentis mis à l'écart dès les négociations de Rambouillet, même si de leurs vice-ministres des affaires étrangères y participait.

Reprenant à leur compte les thèses de Belgrade, ils reprochent aujourd'hui aux Occidentaux des « tricheries » dans la rédaction du projet d'accord et notamment d'avoir introduit l'OTAN à la dernière minute des pourparlers de Rambouillet - le 23 février précé-

demment de la majorité nationalo-communiste de la Douma. Ce débat, suivi d'un vote, devait se tenir jeudi 15 avril. Les députés ont finalement décidé de le repousser au 13 mai, contre l'avis de Boris Eltsine qui avait déclaré au président de la Douma vouloir que le vote intervienne dès jeudi ou que la procédure soit abandonnée en bloc. « Ils [l'] ont encore reporté, ils cherchent le moment opportun pour piéger le président, ils ne réussissent pas », a affirmé M. Eltsine, le

13 avril. Désaisi de la politique internationale, dont il avait fait son « domaine réservé », M. Primakov a également perdu une autre manche, mercredi, avec l'annulation du mandat d'arrêt émis contre l'homme d'affaires Boris Berezovski. Le parquet général de Russie a simplement expliqué que ce mandat n'avait plus lieu d'être, M. Berezovski se disant prêt à rentrer en Russie et à répondre aux questions des enquêteurs.

« Eltsine est un libéral, Primakov est un totalitaire », « il est pire que les communistes », a récemment déclaré M. Berezovski. Le retour à Moscou, probablement vendredi, du principal adversaire politique du premier ministre exacerbera les tensions entre un gouvernement affaibli, une Douma prête à en découdre et un président décidé à regagner un terrain politique perdu depuis septembre 1998.

François Bonnet

rapporté. Mais ils ne se font aucune illusion sur les concessions que Milosevic est disposé à accepter. Ils cachent leur échec derrière des affirmations auxquelles ils ne croient pas eux-mêmes, par exemple que le président yougoslave a respecté dans le passé « tous ses engagements » ou que les forces serbes se sont déployées en nombre au Kosovo « seulement après le début des frappes de l'OTAN ».

Le concours de la Russie est sans doute indispensable à un règlement politique de la guerre au Kosovo. Il est rendu difficile non seulement parce que les conditions posées par les Occidentaux ne laissent pas une grande marge de manœuvre mais aussi parce que les Russes sont séparés face à Milosevic. Le soutien apporté par Viktor Tchernomyrdine, le nouveau « représentant spécial » de Boris Eltsine à un plan allemand, dont Bonn dit qu'il n'existe pas, ajoute à la confusion.

Daniel Vernet

BAC + 1

RÉORIENTEZ-VOUS VERS UNE
GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

L'AFIG
(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)
VOUS PRÉPARE À INTÉGRER
L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Contactez Francis Pasteur : 45, rue Spontini - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 11 12

■ PRÈS DE DJAKOVICA, MERCREDI 14 AVRIL



Les bombardements ont eu lieu en début d'après-midi – entre 13 heures et 15 heures locales, selon les sources – près du village de Meha, dans le sud-ouest du Kosovo, non loin de deux postes-frontières avec l'Albanie. Belgrade accuse l'OTAN d'avoir tiré sur une colonne de réfugiés kosovars et d'avoir fait soixante-quinze morts parmi eux. L'OTAN a déclaré qu'un raid des alliés avait bien eu lieu dans cette région et en début d'après-midi, mais qu'il avait visé des véhicules militaires. L'OTAN a laissé entendre que les forces serbes, une fois leurs véhicules attaqués, ont pu se venger sur le convoi de civils. La photo prise sur les lieux du drame est de source serbe. Les autres, prises à la frontière, montrent des rescapés en état de choc, conduits dans le camp de réfugiés de Kukës.

PHOTOS REUTERS



DYLAN MARTINEZ



DYLAN MARTINEZ

Belgrade accuse l'OTAN du bombardement de Djakovica

Une attaque aérienne sur une colonne de réfugiés aurait fait 75 morts, selon les Serbes. Les alliés réaffirment leur souci d'épargner les civils

BRUXELLES

de notre correspondant

Qui croire ? Dans la guerre de propagande que se livrent les autorités serbes et les responsables de l'OTAN, souvent en direct sur la chaîne américaine CNN, l'attaque d'une colonne de réfugiés kosovars, dans la région de Djakovica, au sud-ouest du Kosovo, est devenu un enjeu majeur. Cette attaque, qui aurait fait 75 morts et un nombre indéterminé de blessés, s'est produite sur une colonne de plusieurs centaines de réfugiés se déplaçant entre les postes-frontaliers avec l'Albanie de Cafta Prusit et de Vrbnica, escortée par des véhicules militaires de l'armée et de la police serbes, mercredi 14 avril.

Les images de la télévision serbe, diffusées quelques heures après l'attaque montrent des tracteurs dispersés autour de maisons détruites, des corps déchiquetés, des hommes et des femmes en larmes. Un groupe de journalistes autorisés à travailler à Belgrade et au Kosovo par les autorités serbes, dont un collaborateur de l'Agence France Presse, se rendent sur les lieux et constatent la présence d'une vingtaine de corps sans vie de réfugiés victimes d'éclats d'obus. Là s'arrêtent les certitudes.

A Belgrade, la machine de propagande serbe se met immédiatement en marche pour dénoncer « un crime abominable et monstrueux commis par les agresseurs de l'OTAN ». Le vice-président serbe Milan Milutinovic – négociateur de Rambouillet – passe immédiatement à l'attaque et dénonce « ce crime qui a été commis par ceux qui prônent publiquement le respect des droits de l'homme et qui prétendent fournir une protection aux membres de la communauté nationale albanaise ». Pour le dirigeant serbe, ce massacre est signé, et il ajoute : « On ne peut pas évoquer une erreur alors que les convois de réfugiés ont été bombar-

Des réfugiés bombardés



Source : AFP

des quatre fois. C'est un massacre de réfugiés albanais qui retournaient dans leurs foyers en pleine journée ». En parlant d'erreur, M. Milutinovic faisait une allusion directe à l'explication, fournie mardi à l'OTAN par le général Wesley Clark, concernant l'attaque d'un train de voyageurs à Gradlica mardi.

Au siège de l'Alliance à Bruxelles, l'annonce de ce massacre provoquait consternation et confusion. Elle intervenait alors que le secrétaire général Javier Solana recevait Louise Arbour, procureur du Tribunal pénal international de la Haye pour discuter des enquêtes sur les crimes de guerre et contre l'humanité commis lors de l'expulsion des Kosovars albanais de leurs villages et de leurs maisons. En fin d'après-midi Jamie Shea, porte-parole de l'OTAN, sortait de son bureau l'air grave et préoccupé pour lire un bref communiqué rédigé par le SHAPE (le commandement suprême de l'opération situé à Mons), reconnaissant qu'il y

avait bien eu dans la région entre 13 h et 15 h locales (11 h et 13 h GMT) une attaque d'un « convoi militaire » mais que les pilotes, de retour de mission n'avaient pas fait état de victimes civiles. Il ajoutait qu'une enquête était en cours.

Le porte-parole du Pentagone, Ken Bacon, faisait alors état d'une conversation téléphonique avec le général Clark qui lui avait indiqué que des « sources orales » de réfugiés arrivés à Kukës, en Albanie rapportaient que, ce même jour des convois de réfugiés avaient été attaqués, sur la route de Prizren à Djakovica par des MIG et des hélicoptères des forces serbes. Ken Bacon avançait également l'hypothèse que l'attaque contre les véhicules militaires serbes escortant une colonne de réfugiés albanais aurait pu provoquer, en représailles, des tirs d'artillerie contre la colonne de réfugiés.

« MENSONGE MONSTRUEUX »

Cette version des faits était reprise, dans la soirée par Rudolf Scharping, ministre allemand de la défense. Enfin, une troisième hypothèse était avancée par Brian Atwood, le coordinateur américain nommé par Bill Clinton pour l'aide au réfugiés du Kosovo. Les réfugiés albanais auraient, selon lui, été utilisés comme « boucliers humains » par les forces serbes pour protéger leurs déplacements dans la province. « Un mensonge monstrueux », répliquait le porte-parole du ministère yougoslave des affaires étrangères devant les caméras de CNN.

Au sein des délégations des pays alliés au siège de l'OTAN, on se montrait d'une très grande prudence. On attend les explications que doit fournir le général Clark, jeudi matin à 11 h, lors de la réunion quotidienne du Conseil atlantique, formé par les ambassadeurs des dix-neuf pays membres de l'OTAN. Mais le porte-parole Jamie Shea a d'ores et déjà déclaré, jeudi matin, qu'il « n'excluait pas l'idée qu'il y ait pu y avoir quelques dommages collatéraux après une attaque de l'OTAN sur des véhicules militaires ».

A trois reprises des erreurs de guidage, des tirs mal ajustés ou, comme le cas du train de Gradlica une malheureuse coïncidence, avaient déjà été constatés. Expriment leurs excuses, les responsables militaires, faisaient valoir leur souci constant de préserver les populations civiles yougoslaves, quitte à renoncer à atteindre leurs cibles lorsque un risque pouvait être décelé à temps.

Luc Rosenzweig

L'OTAN espionnée ?

On ne faisait aucun commentaire, mercredi 14 avril, à l'OTAN sur les informations diffusées la veille par le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* et l'agence Reuters relatives à des « fuites » qui auraient permis aux autorités serbes de connaître des cibles de bombardements à l'avance. Il s'agirait notamment du ministère de l'intérieur, à Belgrade, et de l'usine d'automobiles Zastava, à Kragujevac, dont le personnel aurait opportunément été évacué peu avant les frappes. Le général Clark a rejeté l'hypothèse de fuites en provenance du centre de commandement de l'Alliance à Mons, ou du commandement sud à Naples où sont définies précisément les missions. Mais les quelques dizaines de personnes initiées dans ces lieux ne sont pas les seules à avoir connaissance des cibles. Le « directoire officieux » du Conseil atlantique – c'est-à-dire les plus hautes autorités militaires et politiques des Etats-Unis, d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne – est informé et consulté régulièrement à propos des cibles visées.

Les forces serbes restent actives sur le terrain

SUR LE TERRAIN, au Kosovo, les armées serbes restent actives, importantes et menaçantes, indépendamment des actions de répression des forces spéciales de sécurité et de la police. Les responsables de l'OTAN commencent à l'admettre et concèdent, aujourd'hui, que la neutralisation de ce potentiel militaire et policier sera « un travail » de longue haleine. D'autant plus, ont-ils répété, mercredi 14 avril, après l'attaque contre un convoi de réfugiés dans l'ouest de la province, que le souci, sur le plan opérationnel, demeure, autant que faire se peut, de réduire les dommages affectant les populations.

La menace serbe n'est pas seulement terrestre, même si les analystes de l'OTAN l'évaluent à environ 40 000 hommes – dont la moitié provient de la 3^e armée serbe établie au Kosovo. Elle est aussi composée de la 1^{re} brigade mécanisée d'intervention – appuyée par plus de 500 chars et véhicules blindés et par 200 pièces d'artillerie. Elle est enfin aérienne. En effet, la Serbie utilise encore, quoique avec une certaine prudence, quelques avions MIG-21 pour des actions ponctuelles (ce que les spécialistes appellent des « sauts de puce ») en appui des éléments terrestres, et aussi quelques hélicoptères, qui réussissent à s'insérer dans les plis et reliefs du terrain, au plus près du sol.

D'une manière générale, ces concentrations de forces ont pour objectif de vider les villages de leurs habitants et de pousser, devant elles, les convois de réfugiés, avec lesquels elles cherchent à se confondre. Puis elles se dispersent et gagnent des abris ou des tunnels aménagés de longue date et entretenus – du temps de la « dissuasion populaire » prônée par les stratèges du maréchal Tito –, où elles se camouflent pour demeurer à l'affût, en poste, prêtes à intervenir de nouveau.

La seule observation nouvelle de l'OTAN, depuis les tirs de la semaine dernière sur de premières concentrations de véhicules militaires, est qu'il semble que le commandement serbe ait progressivement des difficultés à centraliser, depuis Belgrade, les mouvements de ses troupes au Kosovo même.

Mais, sur le terrain, la mobilité des forces serbes reste effective. « Ce n'est pas leur immobilité, reconnaît une source autorisée française, qui les rendrait plus vulnérables à des attaques de l'OTAN. » Ce qui sous-entend que les armées serbes disposent encore de suffisamment de carburant, même si les stocks pétroliers sont devenus l'une des cibles majeures des frappes, et qu'elles continuent d'être ravitaillées en vivres et en pièces de rechange pour mener leurs actions de ratissage.

C'est probablement l'une des raisons qui expliquent pourquoi le général Clark a réclamé aux alliés des renforts en hélicoptères d'attaque Apache (d'abord, 24 exemplaires, mais leur nombre pourrait être doublé à la frontière albanico-kosovare) et en avions supplémentaires (pas moins de 300). L'OTAN subit des contraintes opérationnelles et météorologiques qui limitent ses modes d'action. Mais, face à une force terrestre serbe qui, après avoir fait le gros dos pour mieux durer, continue d'être une menace, elle ambitionne désormais de pouvoir aligner des moyens nouveaux pour « traiter » des objectifs fixes et mobiles.

Jacques Isnard

REUSSIR
 ► **Concours d'avocat**
CRFPA 25 juillet - 11 sept. 99
 ► **Expert-comptable**
DECF août + mi-septembre
DESCF octobre à décembre
 ► **Parlement européen**
(Administrateur) Fév. 2000
IPESUP
 18 rue du Cloître Notre-Dame
 75004 Paris 01 43 25 63 30
 Enseignement supérieur privé

Les sikhs indiens fêtent leur tricentenaire dans les craintes et la division

La « communauté des purs » voit beaucoup de ses jeunes émigrer

Les festivités prévues pour la commémoration de la fondation de la communauté sikhe, il y a trois cents ans, promettaient d'être fastueuses.

AMRITSAR

de notre envoyée spéciale

A la nuit tombée, le Temple d'or luit de tout son éclat. Bercés par les chants ininterrompus des « prêtres », les pèlerins se bousculent pour se prosterner devant le livre saint. Cinq siècles après la fondation du sikhisme par le gourou Nanak, les sikhs fêtent le 300^e anniversaire de la Khalsa (communauté des purs) fondée par le dixième et dernier gourou pour distinguer la communauté sikhe de son environnement hindou et musulman. A travers cinq signes distinctifs, dont le plus spectaculaire reste le port du turban, le gourou Gobind Singh entendait donner conscience aux sikhs de leur identité. Pour fêter dignement cet anniversaire, le Temple d'or a fait peau neuve. Pendant quatre ans, une centaine d'artisans ont, avec 500 kg d'or fin, redoré ce sanctuaire, le plus sacré du sikhisme. Pour avoir, en 1984, envoyé l'armée dans son enceinte, afin de mater une rébellion de sikhs indépendantistes, Indira Gandhi fut assassinée par deux de ses gardes du corps sikhs.

Après dix ans de violences, le Pendjab a aujourd'hui retrouvé la paix mais les blessures des sikhs

sont loin d'être guéries. Si la revendication du Khalistan (Etat indépendant pour les sikhs) ne fait plus recette, l'amertume de la communauté vis-à-vis de l'Etat indien reste grande. « *L'Inde est notre pays et les sikhs ont versé plus de sang que n'importe quelle communauté pour sa défense* », affirme l'historien Patwant Singh. « *Mais, ajoutez-il, la demande d'indépendance commence quand vous avez le sentiment que vous ne pouvez pas obtenir justice dans votre pays.* » M. Singh fait référence au fait que personne n'a été encore jugé et, *a fortiori*, condamné, quatorze ans après les massacres sanglants de sikhs – 2 776 morts officiellement reconnus par les autorités – qui avaient, à Delhi, suivi l'assassinat de M^{me} Gandhi. « *Dix ans après la fin de la rébellion, des centaines de gens sont encore en prison et des disparitions continuent toujours* », souligne Kirpal Singh Randhawa, vice-président de l'Organisation des droits de l'homme au Pendjab.

Profondément meurtris par la partition de 1947, qui a coupé le Pendjab en deux, les sikhs qui ont alors choisi l'Inde revendiquent toujours une capitale pour le Pendjab, seul Etat indien dans lequel ils sont majoritaires à 60 %.

Mais les sikhs du Pendjab indien, après dix ans de violences, se sentent toujours marginalisés par le pouvoir fédéral. Des centaines de mili-

tants sont encore en prison et les disparitions continuent. Les luttes politiques et religieuses intestines minent la population.

« *Nehru avait promis de faire de Chandigarh une merveille, mais aujourd'hui la ville est partagée entre trois autorités et nous n'avons toujours pas de capitale* », souligne M. Patwant Singh. Si le Pendjab, grenier à blé de l'Inde, est l'un des Etats les plus riches du pays, les sikhs déplorent que le gouvernement central n'y ait fait aucun investissement industriel de nature à créer des emplois pour une jeune-

nesse instruite qui a tendance à chercher fortune à l'étranger. Les sikhs émigrent volontiers : 10 % des 20 millions de sikhs indiens vivent à l'étranger.

« POLITIQUE HÉGÉMONIQUE »

La plus grande crainte des sikhs demeure toutefois d'être absorbés par la majorité hindoue. « *Une majorité essaye toujours d'imposer une politique culturelle, religieuse, sociale hégémonique* », affirme Manjït Singh Calcutta, député de l'Akali Dal, le parti qui représente les sikhs. Ce point est un objet de débat notamment parmi les jeunes dont beaucoup se coupent les cheveux et la barbe. « *70 % des jeunes qui vont dans les pays occidentaux ne portent plus le turban* », affirme S. K. Singh. « *L'apparence physique est beaucoup plus importante dans*

la religion sikhe que chez les autres », constate un professeur, en ajoutant : « *Si elle disparaît, j'ai peur que nous nous assimilions très vite dans la masse hindoue.* »

Déjà, certains sikhs jugent comme une menace l'importance de plus en plus grande donnée à la caste dans la communauté sikhe. C'est notamment pour dénoncer le système des castes et la toute-puissance brahmanique que le gourou Nanak avait fait naître le sikhisme. Cette évolution inquiète d'autant plus les fidèles qu'un conflit oppose aujourd'hui les institutions religieuses et politiques de la communauté. Premier ministre du Pendjab, Parkash Singh Badal a récemment remplacé le chef de l'Akal Takht, chef religieux de la communauté, s'attribuant tous les pouvoirs. Ce conflit, qui vise au contrôle de la communauté, ternit aux yeux de beaucoup les célébrations du tricentenaire. « *C'était l'occasion de ramener les jeunes à l'observation des règles, de mieux diffuser notre message*, affirme M. Singh Calcutta. *Maintenant, beaucoup de fidèles sont dégoûtés par ces luttes internes et vont rester à l'écart des festivités.* »

Françoise Chipaux

Les Quinze souhaitent une Commission forte, efficace et transparente

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant

Préoccupés à l'extrême par la guerre du Kosovo, les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze n'avaient pas l'esprit suffisamment libre pour engager avec Romano Prodi un débat approfondi sur la réforme de la Commission européenne, contrairement à leurs intentions manifestées après sa désignation comme futur président le 24 mars à Berlin. L'échange de vues, mercredi 14 avril dans la soirée, fut donc bref et passablement superficiel.

On y rappela la procédure de mise en place de la future Commission, telle qu'elle avait été fixée à Berlin et à laquelle semble s'être rallié le Parlement européen. Le président désigné se présentera à nouveau devant l'Assemblée de Strasbourg début mai pour en recevoir l'aval. Ensuite, M. Prodi constituera son équipe en collaboration étroite avec les gouvernements,

comme le veut le traité d'Amsterdam désormais en vigueur.

Les Quinze se sont tous prononcés en faveur d'une Commission forte, efficace, transparente et débarrassée des tâches qui ne sont pas vraiment de sa compétence et pour lesquelles elle n'a pas de moyens suffisants. M. Prodi a souligné la nécessité de donner à l'opinion un sentiment de renouvellement, sans pour autant exclure le maintien en place de quelques commissaires. Certains d'entre eux bénéficieront donc probablement d'un nouveau mandat.

NOMINATIONS ET AUDITIONS

Du côté français, si le président de la République et le gouvernement en sont d'accord, ce qui, s'agissant au moins du second, n'est pas garanti, ce souci d'une certaine continuité laisse ses chances à Yves-Thibaut de Silguy, ac-

tuellement chargé des affaires économiques et monétaires.

La première session du nouveau Parlement se tiendra le 20 juillet. Il reviendra à l'Assemblée de fixer son calendrier, c'est-à-dire de nommer ses propres commissions et de proposer des dates pour les auditions des commissaires. Il est vraisemblable que le vote d'investiture de la nouvelle Commission aura lieu en septembre, l'équipe de M. Prodi entrant alors en fonctions au plus tard le 1^{er} octobre.

Le champ d'action de la future Commission, et donc de l'Union, n'a été abordé que succinctement. C'est en juin à Cologne, si les événements des Balkans le permettent, ce Romano Prodi soumettra ses premières idées sur la manière de faire progresser la construction européenne.

Philippe Lemaître

L'« aventure russe » d'Ariel Sharon suscite l'inquiétude en Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Cela ne devait être qu'un déplacement de routine : visiter Moscou, comme vient de le faire, du 11 au 13 avril, le ministre des affaires étrangères israélien, Ariel Sharon, est dans l'ordre des choses. Mais ce voyage – le troisième en moins de deux mois – suscite en Israël des interrogations. Plusieurs commentateurs, ou adversaires de M. Nétanyahou, se demandent si son entreprenant ministre des affaires étrangères n'est pas en train de jouer avec le feu et d'amorcer un virage politique d'envergure.

Officiellement, le déplacement de M. Sharon était motivé par les recherches iraniennes en matière d'énergie nucléaire et de missiles. Depuis des mois, Israël se dit préoccupé par les progrès accomplis par Téhéran en la matière, grâce, accuse Jérusalem, aux matériels et aux technologies fournis par la Russie. En mars, à l'issue d'un voyage de M. Nétanyahou à Moscou, Israël et la Russie ont annoncé la création d'un organisme de contrôle commun, chargé de super-

viser les exportations vers l'Iran de technologies militaires « sensibles » russes.

Mais ce nouveau voyage d'Ariel Sharon en Russie intervient aussi dans un contexte marqué par la guerre au Kosovo, la campagne électorale israélienne et un sensible refroidissement des relations américano-israéliennes. En délicatesse avec les Etats-Unis, qui lui reprochent de ne pas respecter l'accord de Wye River, le gouvernement israélien, accusent ses adversaires, pratique un dangereux chantage en faisant les yeux doux à la Russie.

Plusieurs déclarations sont venues, ces derniers jours, nourrir les inquiétudes de nombre de hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères. La plus fracassante a été faite par Ariel Sharon à propos du Kosovo, le ministre estimant qu'admettre un Kosovo indépendant ou lié à une « *grande Albanie* » équivaldrait à autoriser un centre « *terroriste islamique* » en plein cœur de l'Europe. Cette sortie a embarrassé M. Nétanyahou, qui a aussitôt précisé que son ministre

s'était exprimé « *à titre personnel* ».

Mais bien qu'ayant, depuis, tempéré ses propos et souligné qu'Israël avait un devoir de secours aux réfugiés, M. Sharon n'a pas fondamentalement changé son point de vue : comme les Russes, il est opposé aux frappes de l'OTAN, convergence qu'a lourdement soulignée l'adversaire travailliste de M. Nétanyahou, Ehoud Barak. Selon ce dernier qui, en bon chef d'état-major qu'il a été, n'oublie pas que la puissance militaire de

M. Arafat pour que ce dernier reporte sa décision de proclamer l'Etat de Palestine. Enfin, écrivait mardi le quotidien *Haaretz*, M. Sharon aurait utilisé ses nouveaux amis russes pour proposer à la Syrie, avant les élections, un arrangement à propos du Liban et du plateau du Golan. A son retour en Israël, mardi, M. Sharon a fermement démenti.

Il demeure cependant qu'Israël cherche à s'investir sur le marché russe, proposant notamment son savoir-faire en matière de sécurité ou d'électronique. M. Sharon ne cache pas sa volonté d'apporter à M. Nétanyahou les voix russes qui lui permettront de gagner les prochaines élections. Lors de sa récente visite aux Etats-Unis, M. Sharon a publiquement admis que la victoire de M. Nétanyahou ne tenait qu'à quelques points, qui pouvaient se trouver chez les Israéliens d'origine russe, sensibles aux bonnes manières d'Israël envers de Moscou.

Cynisme électoral, manœuvre commerciale ou mouvement stratégique ? Le tropisme russe de M. Sharon n'a pas fini d'inquiéter. Dénonçant « *l'aventure russe* », le plus prestigieux commentateur militaire de la presse israélienne, Zeev Schiff, estimait dans *Haaretz* il y a quelques jours, que les initiatives du ministre des affaires étrangères pouvaient conduire à une « *sérieuse épreuve de force avec les Américains* ». Selon le journaliste, qui n'a pas été démenti, le chef du Mossad, les responsables du renseignement militaire, le chef du Conseil national de sécurité et le ministre de la défense, Moshe Arens, auraient exprimé à M. Nétanyahou leur inquiétude et leur opposition aux initiatives de M. Sharon.

Georges Marion

Hans Eichel, le nouveau ministre des finances allemand, annonce un renforcement de la rigueur

BERLIN. Le nouveau ministre allemand des finances, Hans Eichel, a jugé « *nécessaires* » des mesures « *d'économies drastiques* » pour combler les trous du budget 1999, dans un entretien radiophonique diffusé mercredi 14 avril. Il n'a pas exclu de faire passer une loi permettant de réduire le cas échéant des prestations comme les allocations familiales. « *Il n'y a pas encore de plans concrets. Nous avons un trou de plus de 30 milliards de DM (15,34 milliards d'euros), ce qui correspond à 6 % du budget. Nous devons envisager tous les instruments possibles* » pour réduire le déficit, a dit M. Eichel.

Le successeur d'Oskar Lafontaine (ce dernier a démissionné de son poste début mars) est entré en fonction mardi. Il a annoncé la nomination de deux nouveaux secrétaires d'Etat plus « orthodoxes » que leurs prédécesseurs : Caiao Koch-Weser, jusqu'ici haut fonctionnaire à la Banque mondiale, et Heribert Zitzelberger, spécialiste de droit fiscal, remplaçant les néo-keynésiens Heiner Flassbeck et Claus Noé. – (AFP Reuters.)

Manifestations de soutien à Anwar Ibrahim en Malaisie

KUALA LUMPUR. La peine de six ans de prison prononcée, mercredi 14 avril, contre l'ancien vice-premier ministre Anwar Ibrahim a provoqué à Kuala Lumpur des manifestations vite réprimées par la police. Deux dirigeants de l'opposition, Tien Chua et Malik Hussin, ont été arrêtés. D'autre part, les Etats-Unis et l'Union européenne ont exprimé leurs « *préoccupations* » à la suite de la condamnation d'Anwar, Washington ajoutant que le procès avait été entaché d'« *irrégularités* ». Dans la région, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Philippines ont vivement protesté. Amnesty International a décidé de faire d'Anwar Ibrahim un « *prisonnier de conscience* ». – (AFP)

Nouvelle crise

gouvernementale en Inde

NEW DELHI. Le gouvernement indien de M. Atal Bihari Vajpayee, conduit depuis treize mois par les nationalistes du BJP (Parti du peuple indien), affronte jeudi 15 avril un très difficile débat de confiance. Cette crise a été provoquée par le retrait de la coalition gouvernementale du parti sudiste passée à la politique, M^{me} Jayalalitha.

Le président K. R. Narayanan a demandé au gouvernement de prouver sa majorité à la Chambre. L'opposition, emmenée par le Parti du Congrès, est unie pour renverser le gouvernement, mais aucun accord n'est encore en vue sur la formation d'un nouveau cabinet. Le BJP tente d'obtenir le soutien des partis sudistes opposés à M^{me} Jayalalitha et de convaincre quelques députés indépendants. La crise, dans un pays qui en est à son cinquième gouvernement en trois ans, pourrait déboucher sur des élections, toute nouvelle coalition risquant d'être aussi fragile que la précédente. – (Corresp.)

Kenneth Starr : l'affaire Lewinsky a été une « expérience lamentable »

WASHINGTON. L'affaire Lewinsky a été « *une expérience lamentable pour le pays et nous n'aurions pas dû avoir à subir tout cela* », a déclaré mercredi le procureur indépendant Kenneth Starr. Elle aurait pu être évitée « *si le président des Etats-Unis avait simplement dit : j'ai fait une grosse erreur* », a ajouté M. Starr, lors de sa première interview depuis l'acquittement du président Bill Clinton au Sénat en février.

Le procureur, qui était interrogé par Larry King sur CNN, a par ailleurs défendu ses différentes enquêtes, rejetant toutes les critiques. Il s'est dit prêt à recommencer si on le lui demandait. M. Starr a d'ailleurs précisé que son enquête sur l'affaire Lewinsky n'était pas terminée, et il a répété qu'un président pouvait être inculpé une fois achevé son mandat à la Maison Blanche. – (AFP)

DÉPÊCHES

■ **IRAK : des dizaines d'Irakiens ont été exécutés** au cours des deux dernières semaines dans la région de Bassorah, dans le sud de l'Irak, après que des « *militants de l'opposition* » eurent réussi à prendre le contrôle de plusieurs quartiers de la ville, et mené des actions de commando contre des cibles officielles, indique un communiqué du Parti communiste irakien, reçu mercredi 14 avril à Paris.

■ **RWANDA : Mgr Augustin Misago, évêque catholique de Gikongoro** (Sud-Ouest), a été arrêté mercredi 14 avril pour crimes de génocide, a indiqué une source judiciaire à Kigali. Le procureur de la République à Kigali a précisé que le prélat avait été arrêté à la non-ciature. L'évêque avait été désigné à la vindicte publique, le 7 avril, par le président Pasteur Bizimungu, dans un discours prononcé lors des cérémonies organisées pour le cinquième anniversaire du génocide. – (AFP)

■ **ALLEMAGNE : le déménagement du gouvernement et du Parlement allemands de Bonn à Berlin a commencé** mercredi 14 avril avec le départ de 100 tonnes de matériel (dossiers, équipements informatiques et mobilier des ministères de l'économie et de l'intérieur), vers la capitale allemande, a annoncé la compagnie ferroviaire allemande Deutsche Bahn. D'ici septembre, 30 000 parlementaires, fonctionnaires et journalistes doivent rejoindre les bords de la Spree dans ce qui s'annonce comme le « *déménagement du siècle* ». – (AFP)

Washington tente d'imposer son favori à la tête de l'OMC

GENÈVE. Après six mois d'intenses tractations, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a toujours pas trouvé un successeur à son actuel directeur général, l'Italien Renato Ruggiero, dont le mandat de quatre ans arrive à échéance le 30 avril. Deux candidats demeurent en lice, le vice-premier ministre thaïlandais Supachai Panichpakdi et l'ancien premier ministre néo-zélandais Mike Moore. Le Conseil général de l'OMC s'est donné un ultime délai jusqu'au 30 avril pour parvenir à un compromis. Soutenu par l'Asie et le Japon, le candidat thaïlandais a les faveurs de la majorité des pays en développement et d'une partie des Européens, mais se heurte aux réserves des Etats-Unis, qui espèrent mettre à profit ce nouveau report pour imposer son rival néo-zélandais. Mike Moore a aussi rallié à sa cause des puissances commerciales comme l'Allemagne, la France et l'Italie, ainsi que plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique. – (Corresp.)

La direction du RPR ne veut pas alimenter de polémique avec M. Tiberi

Le débat sur les municipales est jugé prématuré

SILENCE dans les rangs ! Alors que le secrétaire général de la Ville de Paris, Bernard Bled, milite désormais ouvertement pour que le maire, Jean Tiberi, parte en campagne électorale en pleine guerre contre la Serbie (*Le Monde* du 13 avril), il n'a pas été question des élections municipales, selon plusieurs participants, lors de la réunion, mercredi 14 avril, des secrétaires de circonscription parisiens du RPR sous la houlette de Nicolas Sarkozy.

Le secrétaire général du RPR avait annoncé, en début d'année, qu'il réunirait à intervalles réguliers les cadres gaullistes de Paris et de l'ensemble de l'Île-de-France. Mercredi soir, M. Sarkozy a, du reste, présidé, après celle de Paris, une réunion élargie du comité départemental des Hauts-de-Seine - son département, qui est aussi celui de Charles Pasqua - pour engager les militants et les élus à soutenir la liste conduite par Philippe Séguin aux élections européennes du 13 juin.

A Paris, M. Sarkozy s'en est tenu à l'actualité du moment : la fête des jeunes du RPR, le 2 mai au Palais des sports, une grande réunion publique, le 8 juin au Zénith, et, plus généralement, la campagne à mener, d'ici au 13 juin, en faveur du tandem Séguin-Madelin. L'heure est à la mobilisation pour les européennes, pas aux divisions pour les municipales, a résumé M. Sarkozy, en présence de Jacques Toubon, de Philippe Goujon, suppléant d'Edouard Balladur, et de M. Tiberi. Ce dernier en a convenu, offrant même ses services pour présider le comité de soutien parisien du président du RPR.

La direction du RPR est décidée à ne pas brusquer les choses sur Paris. Tirant les leçons du

« putsch » manqué de M. Toubon, en avril 1998, elle observe que l'ancien ministre de la justice a disparu de la liste des candidats potentiels à la succession de M. Tiberi dans les sondages d'intention de vote. Elle estime que l'entourage du maire de Paris, inquiet des résultats d'une succession de sondages, a intérêt à créer un climat de panique pour mieux débusquer les éventuels prétendants à l'Hôtel de Ville.

LA LOYAUTÉ DE M. BALLADUR

Parmi ceux-ci, M. Balladur choisit pareillement de rester à distance. Il séjourne actuellement en Chine, publie, dans *Le Monde* du 15 avril, une tribune sur la sécurité européenne, et son entourage fait savoir que l'ancien premier ministre se préoccupe surtout du Kosovo. Loyal, M. Balladur fera campagne pour les européennes quand on le lui demandera, notamment dans plusieurs arrondissements parisiens. C'est ainsi qu'il accueillera M. Séguin, le 26 avril, dans le 15^e arrondissement.

En tout état de cause, il reste entendu que la désignation de la tête de liste relèvera, le moment venu, d'une commission d'investiture nationale, à Paris comme à Lyon, où le secrétaire général du RPR avait réuni l'ensemble des cadres gaullistes, samedi 10 avril. Le message vaut aussi pour l'UDF. Les centristes considèrent, en effet, que, lors des élections municipales de 2001, le partage des principales villes doit être équilibré. D'où les velléités du nouveau président de l'UDF à Paris, Didier Bariani, qui, dans un entretien publié, mercredi 14 avril, par *Le Parisien*, n'exclut pas de « prendre le risque de se compter ».

J.-L. S.

Bernadette Chirac affiche son soutien au maire de Paris

« **NON**, je n'ai pas lu *Le Figaro*... Ce matin, j'ai lu *Le Canard enchaîné* », glisse Bernadette Chirac, avec un petit sourire, à son interlocutrice. La scène se passe, mercredi 14 avril, dans les salons de l'Hôtel de Ville, où l'épouse du président de la République annonçait le programme du nouveau Festival de danse de Paris, qu'elle préside. M^{me} Chirac vient de présenter « M^{me} Tiberi, l'épouse du maire », à une invitée de marque qui évoquait un article de presse consacré à la danse. Mais M^{me} Chirac a une autre mission, ce jour-là : montrer la solidité des liens entre l'Élysée et l'Hôtel de Ville.

La veille, déjà, lors de l'inauguration par Jacques Chirac de l'exposition consacrée au Maroc, au Petit Palais, à Paris, le couple présidentiel avait témoigné une attention particulière envers M. Tiberi, confronté à l'hostilité de la direction du RPR (*Le Monde* du 12 avril). Prévue de longue date, la venue à l'Hôtel de Ville de M^{me} Chirac lui a donné l'occasion d'aller plus loin dans l'expression

de ce soutien, en remerciant de son accueil le maire de Paris, « mon ami Jean Tiberi », a-t-elle insisté. Au terme de sa conférence de presse, l'épouse du président a aussi « remercié M^{me} Jean Tiberi de sa présence », exprimant, ce faisant, « son affectivité et son émotion » puisque, a-t-elle rappelé, « j'ai longtemps occupé ces lieux ».

CLASSEMENT SANS SUITE

Dans la presse du jour, Jacques Chirac et Jean Tiberi étaient tous deux mis en cause dans l'affaire des emplois fictifs de la Ville de Paris au profit du RPR. *Le Canard enchaîné* publiait, en effet, des extraits d'un rapport de synthèse de la police remis au juge d'instruction de Nanterre Patrick Desmure sur le coût de la prise en charge de permanents du RPR par la Ville de Paris (*Le Monde* du 15 avril). Le même journal indiquait que le parquet d'Evry s'approprierait à classer sans suite le dossier du fameux rapport de M^{me} Tiberi au conseil général de l'Essonne.

Pascale Sauvage

DÉPÊCHES

■ **RETRAITES** : les propositions du patronat sur les retraites provoquent un tollé chez les syndicats et au PS. Le secrétaire général de FO, Marc Blondel, a jugé, mercredi 14 avril, sur Europe 1, que « le Medef est en train de dédouaner Charpin, qui va apparaître comme un progressiste », avec, notamment, sa proposition d'allonger à 45 ans la durée de cotisation. La secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, interrogée sur France 3, a qualifié la position du Medef de « provocante » et d'« inconséquente ». Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a estimé, pour sa part, que les propositions du Medef s'inscrivent « dans le registre des fantasmes patronaux ». « Le Medef essaie de dramatiser la situation pour imposer des solutions dont les effets seraient dramatiques pour les salariés », a indiqué SUD-PTT dans un communiqué. De son côté, le Parti socialiste a estimé que les propositions patronales « constituent une remise en cause inacceptable des principes fondateurs de la protection sociale ».

■ **NARBONNE** : Michel Moynier (div. d.) a été élu, mardi 13 avril, maire de Narbonne, en remplacement d'Hubert Mouly, qui avait démissionné, le 27 mars, en raison de son âge, après vingt-huit ans de mandat. M. Moynier, cinquante-deux ans, est conseiller municipal de Narbonne depuis 1983, adjoint au maire depuis 1989. Il est, en outre, conseiller général du canton de Narbonne-Sud depuis 1992 et conseiller régional de Languedoc-Roussillon depuis 1998.

Le patronat critique le retard de l'économie française sur celle de ses partenaires européens

Le Medef invite de nouveau l'Etat à se réformer et à multiplier les « micro-actions »

Dans sa radiographie annuelle de l'économie française, intitulée *Cartes sur table*, le Medef (ex-CNPF) se montre alarmiste. Estimant que

l'Etat tarde à se réformer, il regrette que la France soit la championne des prélèvements obligatoires ou de la dépense publique. L'orga-

nisation patronale plaide pour que la puissance publique engage les mille et une « micro-actions » qui sont le gage de la compétitivité.

LE PATRONAT ne croit plus aux grands débats de politique économique. C'est en tout cas ce qu'il prétend. En présentant l'édition 1999 de *Cartes sur table*, une radiographie de l'économie française établie chaque année par son organisation, Denis Kessler, vice-président délégué du Medef (ex-CNPF), a affiché son credo : « Il ne s'agit plus aujourd'hui de faire de grandes réformes, d'animer de grands débats. Ce qu'il nous faut, c'est s'engager dans des tas de micro-actions, se donner beaucoup de petits outils pour desserrer les petits verrous qui brident la croissance. » Et de multiplier les exemples. Ainsi préférerait-il qu'il y ait un serveur Internet dans chaque école plutôt que de parler indéfiniment de la réforme du XXI^e siècle de l'école. En janvier 1999, la France comptait 9 serveurs Internet pour 1 000 habitants, soit deux fois moins que l'ensemble des pays de l'Union européenne (UE) et dix fois moins que les Etats-Unis.

Manque d'ambition ou pragmatisme ? Selon le Medef, entre 1990 et 1998, la France a connu une

croissance annuelle moyenne de 1,3 %, contre 1,9 % pour la zone euro et 2,6 % pour les Etats-Unis. Pendant cette décennie, les investissements des entreprises ont stagné, la part de la France dans les exportations mondiales a reculé. « L'économie française doit revenir durablement sur le taux de croissance potentiel qui est le sien, aux alentours de 3 % », considère M. Kessler. Or l'avènement de l'euro a marqué pour l'ensemble des pays membres de l'UE une nouvelle ère. Le recours à l'inflation, à la dévaluation ou aux déficits, qui ont longtemps permis de relancer la machine économique, n'est aujourd'hui plus envisageable. Dans ce contexte, seules les « micro-actions » sont possibles.

DÉPENSES INEFFICACES

Le patronat propose même une méthode pour élaborer un plan d'actions. Celle de Tony Blair : dans tous les domaines, de la gestion des prisons à la collecte des impôts, regarder ce qui se fait ailleurs et s'inspirer de ce qui se fait de mieux. « Il faut remplir quinze

formulaires pour créer une société en France. Au Royaume-Uni, ce chiffre est de quatre. C'est une petite chose. Mais la multiplication des petites améliorations peut donner de grandes avancées », argumente M. Kessler. *Cartes sur table* présente un ensemble de tableaux comparatifs sur la France et ses partenaires. Ce comparatif est une nouvelle fois l'occasion de dénoncer l'inefficacité de la dépense publique : « Inefficacité sociale, puisque coexistent Etat-providence à bout de souffle, prélèvements records, chômage, précarité croissante. Inefficacité économique, puisque l'activité productive n'a augmenté que de 18 % entre 1991 et 1997 en valeur, malgré un alourdissement de 57 % de la dette et des prélèvements publics, trois fois plus rapide. C'est la dérive la plus forte d'Europe », écrit le Medef.

Le taux de fonctionnarisation français (rapport entre le nombre de fonctionnaires et celui des actifs) est de 50 % plus élevé qu'en Europe. Les dépenses d'aides à l'emploi ont connu en France la plus forte progression (+ 76 %

entre 1990 et 1997) sans pour autant empêcher une baisse de l'emploi dans le privé (- 1 %). Aux Pays-Bas, elles ont aussi fortement progressé (+ 73 %), mais l'emploi privé a suivi (+ 9 %). En Irlande, elles ont augmenté de 56 % et l'emploi marchand de 19 %. « Aucun retour durable à la croissance n'est possible sans réforme préalable de l'Etat », estime le Medef.

L'organisation patronale s'attaque aussi à la fiscalité. Les prélèvements obligatoires représentent 56 % du PIB marchand alors que la moyenne de la zone euro s'établit à 45,7 %. La France a le nombre de prélèvements (120) le plus élevé de l'UE. Sont également pointées la faiblesse de la syndicalisation en France et la pauvreté du dialogue social, la grande qualité de la recherche française et ses faibles retombées sur l'industrie. « Il devient de plus en plus difficile de justifier l'exception française. Sauf à prouver qu'elle a des résultats exceptionnels », conclut M. Kessler.

Virginie Malingre

TOD'S - Milano Tel. 02.772251 Paris Tel. 01.42664693 Bruxelles Tel. 02.3433130



Ph. Giovanni Gastel

Claude Allègre annonce des mesures visant à rétablir le pouvoir d'achat des professeurs

Le décret du 31 juillet 1998 sur les heures supplémentaires n'est pas abrogé

Cherchant à corriger ce qu'il avait lui-même qualifié d'« erreur politique », le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, a rendu

CLAUDE ALLÈGRE l'avait lui-même reconnu. La décision de baisser le taux de rémunération des heures supplémentaires annuelles (HSA) des enseignants, adoptée au milieu des vacances, le 31 juillet 1998, pour financer les 700 millions de francs (106,7 millions d'euros) du plan emplois-jeunes, avait été « une erreur politique ». Ainsi qu'il l'avait annoncé le 21 mars sur Europe 1, à l'issue d'une semaine de grèves et de manifestations, le ministre de l'éducation nationale est donc revenu sur l'un des principaux motifs de la grogne des enseignants.

Avant de s'envoler pour le Brésil, il a, mercredi 14 avril, communiqué aux organisations syndicales une série de mesures qui visent à contribuer « au rétablissement du pouvoir d'achat » des professeurs. Il les a assorties d'autres dispositions qui précisent et renforcent l'application de la réforme des lycées dès la rentrée prochaine.

C'est d'ailleurs ce dernier point qui est mis en avant dans les annonces ministérielles à propos de l'aide individuelle aux élèves en difficultés dans les classes de seconde. Cédant pour partie aux critiques exprimées sur la réforme, Claude Allègre a décidé d'affecter un contingent de 7 900 heures supplémentaires pour faire passer de deux à quatre heures l'aide aux élèves dans les établissements classés « difficiles », soit environ 25 % d'entre eux. Dans l'immédiat, le ministre n'a pas précisé si l'augmentation de cette dotation permettra de doubler le nombre de groupes de huit élèves prévus par

les textes ou s'il s'agit de proposer deux heures supplémentaires, affectées à d'autres disciplines que les français et les mathématiques, pour les élèves détectés en grandes difficultés. Selon toute vraisemblance, le choix de cette répartition sera effectué à l'intérieur des établissements.

Les syndicats enregistrent des « concessions »

Point crucial de la réforme des lycées, le renforcement de l'aide individualisée aux élèves qui passe de deux heures à quatre heures dans les établissements « les plus difficiles » est accueilli favorablement par le SEFEN qui se félicite « d'avoir été entendu sur l'attribution de moyens supplémentaires ». Évaluée à 50 millions de francs (7,6 millions d'euros), cette mesure est certes, pour Monique Vuailat, secrétaire générale du SNES, « un des effets de la pression exercée [par les enseignants] ». Mais, ajoute-t-elle, « cela ne change pas les orientations négatives de la réforme qui ampute de 7 % les horaires de tous les élèves. »

A propos de la compensation des heures supplémentaires, le SNES considère que « le ministre ne rend qu'un peu plus de la moitié des 700 millions de francs prélevés (...) Ces mesures sont le signe que le gouvernement est contraint à quelques concessions ». Tout en s'interrogeant sur certains éléments « positifs » des mesures proposées, Yves Heutte, président de l'Union des professeurs de spéciales (UPS), considère qu'elles ne « compenseront pas la perte subie depuis l'automne ».

La seconde série de mesures adoptées par Claude Allègre concerne les heures supplémentaires qui avaient attisé la mobilisation des enseignants. Le ministre de l'éducation avait indiqué qu'il ferait en sorte « que leur pouvoir d'achat soit rétabli » pour atténuer les effets de la baisse de leur taux de rémunération évaluée en moyenne, selon lui, à 120 francs par mois (18,3 euros) pour les enseignants des lycées et collèges, mais à des sommes beaucoup plus importantes pour les

professeurs de classes préparatoires aux grandes écoles. Malgré la pression exercée par les syndicats, Claude Allègre n'envisage pas d'abroger le décret du 31 juillet 1998 qui avait institué cette mesure.

De même, il n'a pas laissé entendre l'ouverture d'une négocia-

tion sur la remise à plat de ce dossier complexe qui devrait, dans les prochaines semaines, donner lieu à deux rapports très attendus de la Cour des comptes ainsi que de la commission d'enquête sénatoriale sur la gestion des personnels enseignants.

Dans l'immédiat, le ministre de l'éducation se contente de compenser partiellement ces pertes salariales. En premier lieu, il propose de ramener de deux à une heure le contingent de HSA « imposées, selon les textes, dans

de masse : en juin 1967, quand on a pu croire qu'Israël était menacé de disparition ou au début des années 80, alors que « *Renouveau juif* », dirigé par l'actuel président du CRIF, M^e Henri Hadjenberg, organisait d'impressionnants rassemblements de soutien. Pour autant il n'est pas certain que, même parmi les plus sionistes, beaucoup apprécient ce rappel intéressé d'un événement fondateur via un service public qui cherche à flatter ainsi une partie de sa clientèle. Surtout dans un pays comme la France où, à la différence de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, il n'est pas encore d'usage de solliciter l'expression des « différences », notamment à des fins commerciales.

Quoiqu'il en soit, ce « ciblage » a fait long feu, puisque la direction de La Poste du centre de Paris a annulé l'opération et retiré la note. Un responsable de cette direction précise en outre que l'opération avait pour objet de distribuer un « souvenir philatélique » à l'occasion de la fête et qu'il s'agit d'une initiative individuelle qui devrait faire l'objet d'« enquête ».

de masse : en juin 1967, quand on a pu croire qu'Israël était menacé de disparition ou au début des années 80, alors que « *Renouveau juif* », dirigé par l'actuel président du CRIF, M^e Henri Hadjenberg, organisait d'impressionnants rassemblements de soutien. Pour autant il n'est pas certain que, même parmi les plus sionistes, beaucoup apprécient ce rappel intéressé d'un événement fondateur via un service public qui cherche à flatter ainsi une partie de sa clientèle. Surtout dans un pays comme la France où, à la différence de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, il n'est pas encore d'usage de solliciter l'expression des « différences », notamment à des fins commerciales.

Quoiqu'il en soit, ce « ciblage » a fait long feu, puisque la direction de La Poste du centre de Paris a annulé l'opération et retiré la note. Un responsable de cette direction précise en outre que l'opération avait pour objet de distribuer un « souvenir philatélique » à l'occasion de la fête et qu'il s'agit d'une initiative individuelle qui devrait faire l'objet d'« enquête ».

de masse : en juin 1967, quand on a pu croire qu'Israël était menacé de disparition ou au début des années 80, alors que « *Renouveau juif* », dirigé par l'actuel président du CRIF, M^e Henri Hadjenberg, organisait d'impressionnants rassemblements de soutien. Pour autant il n'est pas certain que, même parmi les plus sionistes, beaucoup apprécient ce rappel intéressé d'un événement fondateur via un service public qui cherche à flatter ainsi une partie de sa clientèle. Surtout dans un pays comme la France où, à la différence de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, il n'est pas encore d'usage de solliciter l'expression des « différences », notamment à des fins commerciales.

Quoiqu'il en soit, ce « ciblage » a fait long feu, puisque la direction de La Poste du centre de Paris a annulé l'opération et retiré la note. Un responsable de cette direction précise en outre que l'opération avait pour objet de distribuer un « souvenir philatélique » à l'occasion de la fête et qu'il s'agit d'une initiative individuelle qui devrait faire l'objet d'« enquête ».

de masse : en juin 1967, quand on a pu croire qu'Israël était menacé de disparition ou au début des années 80, alors que « *Renouveau juif* », dirigé par l'actuel président du CRIF, M^e Henri Hadjenberg, organisait d'impressionnants rassemblements de soutien. Pour autant il n'est pas certain que, même parmi les plus sionistes, beaucoup apprécient ce rappel intéressé d'un événement fondateur via un service public qui cherche à flatter ainsi une partie de sa clientèle. Surtout dans un pays comme la France où, à la différence de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, il n'est pas encore d'usage de solliciter l'expression des « différences », notamment à des fins commerciales.

Quoiqu'il en soit, ce « ciblage » a fait long feu, puisque la direction de La Poste du centre de Paris a annulé l'opération et retiré la note. Un responsable de cette direction précise en outre que l'opération avait pour objet de distribuer un « souvenir philatélique » à l'occasion de la fête et qu'il s'agit d'une initiative individuelle qui devrait faire l'objet d'« enquête ».

Tensions au sein des instances représentatives du judaïsme français

L'attitude ouverte du CRIF suscite des critiques

LE VOYAGE organisé par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) en mars au Proche-Orient (*Le Monde* du 13 mars) continue de susciter de vives tensions entre les instances représentatives du judaïsme français. Le Consistoire central de France, organisme à vocation cultuelle, a décidé de suspendre provisoirement sa présence au sein du CRIF. Dans un entretien au magazine *Tribune juive*, paru le 1^{er} avril, le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, a vivement critiqué le voyage du CRIF, estimant qu'il s'agissait d'une ingérence dans la politique intérieure israélienne : « Je crains que la mission du CRIF, très médiatisée, n'ait ressemblé à une forme de pression exercée sur le cabinet au pouvoir à Jérusalem. En période électorale, cela me paraît gênant. » D'autre part, le Consistoire de Paris, qui fédère les synagogues de Paris et de sa région, a décidé de réduire de 50 % sa participation financière au Consistoire central. Or il est l'un des principaux bailleurs de fonds de cet organisme, en particulier à travers la taxe qu'il prélève sur la cashrout, la certification des aliments cashers. Le Consistoire central a réagi en supprimant un certain nombre des subventions qu'il accorde à diverses activités, comme l'émission « Ecoute Israël », diffusée sur France-Culture.

Il est bien difficile de démêler parmi ces conflits ce qui relève des querelles de personnes et des désaccords politiques. Une guerre sournoise existe depuis longtemps entre le CRIF et le Consistoire central, dont l'enjeu est la représentation du judaïsme français. Au Consistoire même, les désaccords entre le président, Jean Kahn, et Moïse Cohen, président du Consistoire de Paris, sont connus. Un observateur parle d'une « ambiance délétère » dans toutes ces instances.

Le principal reproche adressé au président du CRIF, M^e Henri Hadjenberg, est d'avoir décidé de la mission au Proche-Orient sans concertation préalable. Des membres du CRIF, dont l'un de ses vice-présidents, en auraient été informés par voie de presse. Jean Kahn, président du Consistoire central, estime qu'une telle initiative méritait « une consultation spéciale ». Au CRIF, on affirme que le sujet a été abordé au comité exécutif, où siègent des représentants du Consistoire central.

La mission du CRIF comprenait dix personnes, parmi lesquelles, outre M^e Hadjenberg, René-Samuel Sirat, ancien grand rabbin de France et prédécesseur de M. Sitruk, et Moïse Cohen, président du Consistoire de Paris. Elle a rencontré le président Hosni Moubarak, Yasser Arafat, le roi Abdallah

de Jordanie, Nabil Chaath, proche collaborateur de Yasser Arafat, et le président d'Israël, Ezer Weizman. Elle n'a pu rencontrer Benyamin Nétanyahou, qui a dû annuler la rencontre au dernier moment.

M. Hadjenberg avait tenu à fixer clairement le sens de cette mission au début de son voyage : « Nous n'avons pas de prétention à être des négociateurs, ni même des intermédiaires. » Mais il estimait que le CRIF pouvait « contribuer à des déblocages ». Premier président du CRIF à avoir pris une telle initiative, il promettait à son retour d'organiser « des missions plus élargies qui auront pour but un suivi permanent ».

« PROMOTION DE LA PAIX »

Cette politique nouvelle bouleverse les habitudes, mais elle serait approuvée, selon le CRIF, par une grande partie de la communauté juive de France. En Israël, une lettre de soutien au CRIF a été signée par une bonne cinquantaine d'intellectuels israéliens francophones, parmi lesquels Yehouda Lancry, ancien ambassadeur à Paris, André Chouraqui, le juriste Claude Klein et le professeur Ilan Greilsamer. Ces personnalités disent souhaiter que « les juifs de la Diaspora contribuent à la promotion de la paix et de la fraternité dans notre région et appuient les initiatives de l'Etat d'Israël allant dans le sens de cette promotion ». La pétition constituait elle-même une réponse à une « lettre ouverte aux juifs de France » rédigée par un Collectif-Jérusalem et signée par une trentaine d'Israéliens, eux aussi d'origine française, pour protester contre le voyage du CRIF.

En France, faut-il voir derrière les critiques adressées au CRIF des « susceptibilités blessées » ou des désaccords plus profonds ? M. Cohen juge que le Consistoire central est trop « politisé » et ne remplit plus sa fonction cultuelle. M. Sitruk est considéré comme conservateur et très orthodoxe. Dans son entretien à *Tribune juive*, il approuve la manifestation qui a rassemblé 250 000 ultra-orthodoxes à Jérusalem le 14 février contre les décisions de la Cour suprême israélienne voulant faire droit aux demandes des rabbins libéraux.

De leur côté, les membres de la mission emmenée par M. Hadjenberg sont revenus « persuadés » de la « bonne volonté » de l'Autorité palestinienne. Au CRIF, on affirme que les tensions actuelles ne sont qu'une « tempête dans un verre d'eau ». Mais, estime un connaisseur de la communauté juive, « ce genre de conflit pourrait prendre une ampleur nouvelle si la droite était réélue en Israël au mois de mai ».

Xavier Ternisien
(avec Georges Marion à Jérusalem)

Quand La Poste pratique un marketing douteusement ciblé

« A L'OCCASION de la fête nationale d'Israël, les gestionnaires en patrimoine souhaitent envoyer un mailing à la clientèle israélienne des bureaux de poste. Merci de garder à disposition, pour vendredi 16 avril, un listing le plus exhaustif possible de la clientèle concernée ». Cet étonnant message a été adressé par un fax daté du 12 avril, « à l'attention des conseillers financiers, des conseillers courrier, des assistants "cofis" » et à l'ensemble des « directeurs d'établissement », dans le quartier du Sentier, au centre de Paris. Certains employés de la direction de La Poste couvrant les quatre premiers arrondissements de la capitale, située rue d'Aboukir, se sont émus de ce qui s'apparente fort à une bourde de leurs « conseillers, spécialisés en patrimoine ».

Cette tentative à l'« anglo-saxonne » de gagner de nouveaux clients au service public, a tourné au scandale. Les « conseillers financiers » ont-ils été inspirés par la proximité du Sentier, quartier qui à longtempes vibré au rythme des fêtes juives et dont certains commerçants entretiennent des liens de sympathie ou de famille avec Israël ? Doit-on diagnostiquer ici un nouvel excès de « communautarisme » au sein d'une société

française dont l'administration résisterait de plus en plus difficilement à l'utilisation des critères ethnico-religieux ? Ou bien, plus simplement, s'agit-il d'une initiative naïve, d'un excès de zèle à classer dans le répertoire des « fausses bonnes idées » ?

Toujours est-il que le fax envoyé suscite rapidement des protestations parmi ses destinataires et un malaise, attribué par un responsable à une « initiative complètement privée », dont l'objectif était d'envoyer un carton de bons vœux pour la fête d'indépendance de l'Etat d'Israël.

EXPLOITATION DES « DIFFÉRENCES »

Cette fête (en hébreu : *Yom Haatzmaout*) est célébrée chaque 5 iyyar de l'année hébraïque (soit le 21 avril 1999), date qui est souvent notée dans les calendriers religieux à l'usage des fidèles puisqu'elle donne l'occasion de réciter quelques psaumes. Il est de fait que bien des juifs en France ressentent pour Israël une empathie d'autant plus forte qu'elle a été relativement tardive. Cette empathie – même si tous les juifs sont loin d'être sionistes ni même philosionistes – s'est traduite parfois par des manifestations

de masse : en juin 1967, quand on a pu croire qu'Israël était menacé de disparition ou au début des années 80, alors que « *Renouveau juif* », dirigé par l'actuel président du CRIF, M^e Henri Hadjenberg, organisait d'impressionnants rassemblements de soutien. Pour autant il n'est pas certain que, même parmi les plus sionistes, beaucoup apprécient ce rappel intéressé d'un événement fondateur via un service public qui cherche à flatter ainsi une partie de sa clientèle. Surtout dans un pays comme la France où, à la différence de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, il n'est pas encore d'usage de solliciter l'expression des « différences », notamment à des fins commerciales.

Quoiqu'il en soit, ce « ciblage » a fait long feu, puisque la direction de La Poste du centre de Paris a annulé l'opération et retiré la note. Un responsable de cette direction précise en outre que l'opération avait pour objet de distribuer un « souvenir philatélique » à l'occasion de la fête et qu'il s'agit d'une initiative individuelle qui devrait faire l'objet d'« enquête ».

de masse : en juin 1967, quand on a pu croire qu'Israël était menacé de disparition ou au début des années 80, alors que « *Renouveau juif* », dirigé par l'actuel président du CRIF, M^e Henri Hadjenberg, organisait d'impressionnants rassemblements de soutien. Pour autant il n'est pas certain que, même parmi les plus sionistes, beaucoup apprécient ce rappel intéressé d'un événement fondateur via un service public qui cherche à flatter ainsi une partie de sa clientèle. Surtout dans un pays comme la France où, à la différence de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, il n'est pas encore d'usage de solliciter l'expression des « différences », notamment à des fins commerciales.

de masse : en juin 1967, quand on a pu croire qu'Israël était menacé de disparition ou au début des années 80, alors que « *Renouveau juif* », dirigé par l'actuel président du CRIF, M^e Henri Hadjenberg, organisait d'impressionnants rassemblements de soutien. Pour autant il n'est pas certain que, même parmi les plus sionistes, beaucoup apprécient ce rappel intéressé d'un événement fondateur via un service public qui cherche à flatter ainsi une partie de sa clientèle. Surtout dans un pays comme la France où, à la différence de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, il n'est pas encore d'usage de solliciter l'expression des « différences », notamment à des fins commerciales.

Quoiqu'il en soit, ce « ciblage » a fait long feu, puisque la direction de La Poste du centre de Paris a annulé l'opération et retiré la note. Un responsable de cette direction précise en outre que l'opération avait pour objet de distribuer un « souvenir philatélique » à l'occasion de la fête et qu'il s'agit d'une initiative individuelle qui devrait faire l'objet d'« enquête ».

de masse : en juin 1967, quand on a pu croire qu'Israël était menacé de disparition ou au début des années 80, alors que « *Renouveau juif* », dirigé par l'actuel président du CRIF, M^e Henri Hadjenberg, organisait d'impressionnants rassemblements de soutien. Pour autant il n'est pas certain que, même parmi les plus sionistes, beaucoup apprécient ce rappel intéressé d'un événement fondateur via un service public qui cherche à flatter ainsi une partie de sa clientèle. Surtout dans un pays comme la France où, à la différence de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, il n'est pas encore d'usage de solliciter l'expression des « différences », notamment à des fins commerciales.

Quoiqu'il en soit, ce « ciblage » a fait long feu, puisque la direction de La Poste du centre de Paris a annulé l'opération et retiré la note. Un responsable de cette direction précise en outre que l'opération avait pour objet de distribuer un « souvenir philatélique » à l'occasion de la fête et qu'il s'agit d'une initiative individuelle qui devrait faire l'objet d'« enquête ».

OSP PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex - Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

« Par arrêt prononcé le 10 Février 1999 par la Cour d'Appel de PARIS (11^{ème} Chambre A), Monsieur Francis ESMENARD, Président des Editions ALBIN MICHEL, et M. Gérard CHAUVY, auteur de l'ouvrage, ont été condamnés à des peines d'amende et au paiement de dommages-intérêts pour avoir commis le délit de diffamation publique à l'égard de Madame Lucie AUBRAC et de Monsieur Raymond AUBRAC, en publiant, dans le courant du mois de mars 1997, le livre intitulé « AUBRAC, LYON 1943 » qui met en cause leur comportement dans la résistance ».

INSERTION A LA DEMANDE DE Maître J.C. PIERREL, ès qualités de mandataire liquidateur de la société SPADEM
Par jugement du 14 mai 1996, le Tribunal de Grande Instance de Paris a prononcé la liquidation judiciaire de la société civile SPADEM, société de perception et de répartition des droits d'auteurs dans le domaine des arts graphiques et plastiques, 15, rue Saint-Nicolas 75012 Paris.
Depuis cette date, la SPADEM a cessé toute activité.
Les documents déposés par les adhérents et/ou anciens adhérents, collectés depuis, et d'une manière générale conservés pour leur compte par la SPADEM sont, dans le cadre des opérations de liquidation judiciaire, détenus par la Société Parisienne de Gestion des Archives - SPGA - 57, rue Henri Farman, Centre d'activités de Tremblay Charles-de-Gaulle, 93297 TREMBLAY EN FRANCE CEDEX.
Les adhérents et/ou anciens adhérents peuvent rentrer en possession de leur dossier en prenant contact avec l'Etude de Maître Jean-Claude PIERREL, mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises, 211 Boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS, nommé aux fonctions de liquidateur de la société SPADEM par jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris du 14 mai 1996, qui leur précisera les modalités de récupération.
« A défaut, la conservation ne sera plus assurée, passé un délai de six mois à compter de la présente parution ».

Extrait des minutes du Greffe de la Cour d'Appel de PARIS.
Par arrêt de la 9ème Chambre (section B) de la Cour d'Appel de Paris du 27 Novembre 1998, LAMBERT Philippe, Alain, Gérard, né le 07.01.1948 à Bernay (27) de Max LAMBERT et de BONAL Jeanine, demeurant Montaval 14340 CAMBREMER, a été condamné à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et 30.000 Frs d'amende, pour fraude fiscale (soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt sur le revenu pour l'année 1994). La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal Officiel de la République Française, le Figaro, le Monde.
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition. Pour le Greffier en Chef.

DÉPÊCHES

■ INCENDIE : Franco Colombo, vice-président de la société italienne concessionnaire du tunnel du Mont-Blanc, a affirmé, mercredi 14 avril, que « de l'air frais a été insufflé "volontairement" du côté italien » pour « sauver des vies humaines ». Réagissant à la publication du premier rapport d'enquête, M. Colombo s'est étonné que Michel Marec, l'un de ses auteurs, ait été « conseiller de la société » française des Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc.

■ VIANDE BOVINE : trois Français ont été mis en examen à la mi-février pour « blanchiment d'argent » provenant de la vente de bœuf britannique, entré illégalement en France, via la Belgique. Selon *L'Express*, les trois hommes sont soupçonnés d'avoir blanchi environ 80 millions de francs (12 millions d'euros), à travers leurs sociétés.

■ JUSTICE : le procès des 134 prévenus de l'escroquerie du quartier du Sentier, à Paris, prévu pour débuter le 10 mai, risque d'être reporté du fait d'une erreur de procédure. La Cour de cassation a jugé fondé, mardi 13 avril, l'un des treize pourvois du fait des conditions « irrégulières » de la garde à vue de l'un des prévenus.

Nouvelle formule / Numéro 2 / 24 F

Le Monde des DEBATS

Document : le témoignage de Paul Ricœur au procès du sang contaminé

Fin de guerre en Algérie ?
Benjamin Stora / Luis Martinez

Malaise dans la psychanalyse
Marie Moustovici / Daniel Widlöcher

Architecture : la France ringarde ?
Philippe Trétiack / Jean-Pierre Le Bantec

Le maire philosophe de Venise

Michel Buzon, Eric Fassin, Yves Wajsboum, Catherine Saffes
Florence Mailloche / Tony Arredondo, Jean-Louis Pflardin

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999

Les ministres ex-maires restent très actifs dans leurs municipalités

Les difficultés entre Catherine Trautmann, l'ancien premier magistrat de Strasbourg, et son successeur illustrent les risques encourus par les membres du gouvernement qui ont abandonné leur mandat communal à la demande de Lionel Jospin. Mais la plupart conservent un rôle de premier plan

CELA devait finir par arriver. Moins de deux ans après avoir succédé à Catherine Trautmann à la tête de la municipalité socialiste de Strasbourg, Roland Ries a tenu à prendre ses marques. Son besoin d'afficher sa propre existence l'a conduit à vouloir partager les responsabilités de la gestion de l'agglomération strasbourgeoise, lors du retour de l'ancien maire, aujourd'hui simple conseillère municipale. L'idée de M. Ries est de lui laisser l'hôtel de ville pour prendre, lui, la présidence de la communauté urbaine, solution déjà rejetée par la ministre (*Le Monde* du 6 avril). Les deux protagonistes ont maintenant décidé de ne plus alimenter la polémique. M. Ries répète à l'envi qu'il a « un contrat moral avec Catherine Trautmann qu'il respectera à la lettre, d'autant plus qu'elle a été au bout de la logique du non-cumul des mandats ». Dans l'entourage de la ministre, on rappelle aussi ce fameux contrat, en mettant l'accent sur la priorité à la préparation des municipales de 2001.

Depuis son arrivée, M. Ries a pris plusieurs initiatives marquantes. Il se singularise, au surplus, en militant au profit de l'identité régionale, qui ne doit pas être « captée par l'extrême droite ». L'ancien premier adjoint considère qu'il mord, à la marge, sur un électoralat « plus populaire, plus alsacien, plus âgé », qui n'est pas acquis, selon lui, à la ministre de la culture. M. Ries considère qu'on ne peut donc revenir à la case départ dans l'hypothèse d'un retour, plus ou moins rapproché, de M^{me} Trautmann.

Les difficultés strasbourgeoises sont loin du cas de figure général : l'écrasante majorité des ministres qui ont abandonné leur fauteuil de

D'anciens 1 ^{ers} magistrats devenus 1 ^{ers} adjoints			
MEMBRE DU GOUVERNEMENT	COMMUNE	MANDAT	MAIRE ACTUEL
J.-P. Chevènement (MDC) Intérieur	Belfort	1 ^{er} adjoint	J. Drouot
D. Strauss-Kahn (PS) Économie, finances, industrie	Sarcelles	1 ^{er} adjoint	F. Pupponi
A. Richard (PS) Défense	Saint-Ouen-l'Aumône	1 ^{er} adjoint	J.-L. Linquette
J.-C. Gayssoot (PC) Équipement, transports, logement	Drancy	Conseiller municipal	G. Conte
J. Glavany (PS) Agriculture et pêche	Maubourguet	1 ^{er} adjoint	J. Guilhas
C. Trautmann (PS) Culture et communication	Strasbourg	Conseillère municipale	R. Ries
D. Vaillant (PS) Relations avec le Parlement	Paris-18 ^e		Maire
E. Zuccarelli (PRG) Fonction publi., réforme de l'Etat, décentralisation	Bastia	2 ^e adjoint	A. Calloni
C. Bartolone (PS) min.délégué à la ville	Le Pré-Saint-Gervais	1 ^{er} adjoint	G. Cosme
J.-J. Queyranne (PS) Secrétariat d'Etat à l'outre-mer	Bron	1 ^{er} adjoint	G. Bernain
L. Besson (PS) Secrétariat d'Etat au logement	Chambéry	1 ^{er} adjoint	A. Gilbertas
J. Dondoux (PRG) Secrétariat d'Etat au Commerce extérieur	Saint-Agrève		Maire
M. Lebranchu (PS) Secrétariat d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat	Morlaix	Conseillère municipale	M. Le Goff
C. Pierret (PS) Secrétariat d'Etat à l'Industrie	Saint-Dié	1 ^{er} adjoint	R. Bernard
J.-P. Masseret (PS) Secrétariat d'Etat à la défense	Hayange	1 ^{er} adjoint	P. David

mairie sont désormais des premiers adjoints très présents, qui n'ont pas à craindre de concurrence de la part de leur successeur... Ainsi, à Belfort, le ministre de l'intérieur est devenu le premier adjoint de Jackie Drouot, secrétaire départemental du MDC et homme de confiance de Jean-Pierre Chevènement. Ancien syndicaliste CGT, ce sexagénaire, qui a été, de 1977 à 1989, maire PC d'une petite commune rurale, affirme que son rôle ne se réduit pas à celui d'un simple « mandataire », même s'il n'hésite pas à s'appuyer sur son illustre premier adjoint : « Je ne vois pas pourquoi je me priverais des conseils de Jean-Pierre, ni de son appui quand il s'agit de faire avancer à Paris des dossiers qui intéressent Belfort. »

M. Chevènement reste d'autant plus présent qu'il a pris la présidence du district de l'agglomération belfortaine (DAB), passé, en janvier 1998, de douze à vingt communes (24 000 habitants). Disposant, à côté de celui du maire, d'un bureau – qu'il occupe assez rarement –, le ministre donne toujours la la pour les grandes orientations et surveille de très près les dossiers stratégiques de son « fief », solidement quadrillé par le MDC.

« AUCUNE AMBIGUÏTÉ »

A Sarcelles (Val-d'Oise), « DSK » n'a plus prononcé d'allocation en conseil municipal pendant neuf mois, après être devenu premier adjoint, mais il « n'a pas manqué un seul conseil municipal », précise François Pupponi, maire actuel et ancien premier adjoint. Le ministre n'a repris la parole que pour le vote du budget de la ville. Retrouverait-il son titre de premier magistrat lorsqu'il quittera Bercy ? « Entre nous, il n'existe aucune ambiguïté, répond François Pupponi. En 1995, c'est lui que les Sarcellois ont élu. Lorsqu'il reviendra, il retrouvera sa place. »

« Les Sarcellois ont la chance de pouvoir compter sur un élu de terrain exceptionnel et sur quelqu'un d'autre au gouvernement qui veille au grain et défend leurs dossiers »,

explique Nicolas Carrier, chargé de mission et fidèle de « DSK ». François Pupponi souligne que son premier adjoint le laisse libre de toute décision : « Il ne me contrôle pas, mais il m'aide. » En fait, persuadé que d'ici 2001 la loi sur le cumul des mandats sera votée, Dominique Strauss-Kahn pourrait être tenté de rester premier adjoint, tout en essayant de retrouver son siège au Palais-Bourbon. « Je ne veux pas quitter Sarcelles », affirme-t-il aujourd'hui. Et le ministre insiste sur une autre de ses fonctions : président de la communauté de communes Sarcelles-Villiers-le-Bel (100 000 habitants), qui ne demande, sous sa férule, qu'à accueillir d'autres villes.

Les deux maires de Rhône-Alpes entrés au gouvernement gardent, eux aussi, plus qu'un pied dans leur mairie. « Il y a le maire en titre et il y a le patron », explique un membre du personnel de la ville de Chambéry (Savoie). André Gilbertas (div. gauche), soixante-dix-sept ans, a succédé à Louis Besson (PS), secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement. Devenu premier adjoint, le ministre a tenu à conserver toutes ses prérogatives sur les finances et la gestion du personnel. Il est présent du vendredi au lundi. Pour Michel Bouvard, député et conseiller municipal RPR de Chambéry, « seule la forme a changé ; le maire préside, reçoit, inaugure. Mais tout ça ne trompe personne. Quand il y a des décisions importantes à prendre, tout le monde sait qu'il faut voir Louis Besson. Cette situation d'ambiguïté n'est pas profitable à la ville ».

A Bron (Rhône), Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, est, lui aussi, devenu un premier adjoint qui a tenu à s'occuper personnellement des finances communales. Ses amis politiques admettent qu'il continue d'exercer une « représentation appuyée sur la ville », au titre de sa

fonction ministérielle et de celle de troisième vice-président de la puissante communauté urbaine de Lyon. Son ancien premier adjoint et successeur, Georges Bernain (PS), un enseignant de cinquantehuit ans, ne siège pas, lui, au Grand Lyon.

En Haute-Corse, la réticence d'Emile Zuccarelli pour abandonner son mandat de maire de Bastia se doublait d'une difficulté politique, finalement résolue par un

Les exigences de M. Jospin

Dans l'entourage du premier ministre, on admet que « l'ancrage local » des ministres anciens maires « n'a pas diminué » – cet ancrage se ressent dans les discussions interministérielles –, mais on affirme que la consigne de Lionel Jospin de non-cumul a « diminué fortement la disponibilité » locale des ministres. On ajoute que « les exigences n'ont pas fléchi depuis deux ans » et qu'une « présence constante » reste requise. Ainsi, les membres du gouvernement n'auraient pas la possibilité de se faire remplacer dans les nombreuses réunions qui rythment la vie d'un ministre, y compris « les vendredis »...

échange entre le siège de maire et celui du deuxième adjoint, occupé par l'un de ses plus fidèles partisans, Albert Calloni (PRG). Le nouveau maire a annoncé clairement qu'il prenait « provisoirement » la mairie. Il n'en assume pas moins ses responsabilités en toute autonomie. Emile Zuccarelli, qui assiste à presque toutes les réunions du conseil municipal, s'abstient néanmoins d'intervenir, autrement qu'en apportant son soutien aux décisions de la coalition de gauche.

Devenus simples conseillers municipaux, Jean-Claude Gayssoot à

Drancy (Seine-Saint-Denis) et Marlyse Lebranchu à Morlaix (Finistère) font figure d'exception. M^{me} Lebranchu a, comme ses collègues, quitté sa mairie à regrets et confié son poste à Michel Le Goff, son adjoint aux affaires scolaires. En novembre 1998, quand la Seita annonce la fermeture de la manufacture de cigares, Michel Le Goff prend la tête des manifestations, en appelle au gouvernement. Quarante emplois seront finalement conservés. « Sans Marlyse, la manufacture aurait été fermée », assure Paul Uguen, délégué CGT et fer de lance du combat. « C'est elle qui a mis le dossier sur le bureau du premier ministre. » Michel Le Goff a également remercié le secrétaire d'Etat, « qui s'est beaucoup battu ».

Jean-Claude Gayssoot a dû se résigner, lui, à céder son fauteuil, tout juste huit mois après son élection, en janvier 1997. « Élu drancéen je suis, élu drancéen je reste », lance-t-il. Son ancien premier adjoint devenu premier magistrat, le conseiller général Gilbert Conte (PCF), met régulièrement l'ancien maire au courant de ses décisions et l'informe de l'avancée des dossiers. Il « tient à flot son niveau de connaissance sur Drancy dans un esprit de confiance mutuelle ». A Paris, au cabinet du ministre, ses collaborateurs « entendent beaucoup parler de Drancy » et suivent l'évolution des projets qui tiennent à cœur à M. Gayssoot. Gilbert Conte dirige la ville avec l'équipe en place « en toute autonomie », assure-t-il, mais « le moment venu, lorsque Jean-Claude Gayssoot sera de nouveau pleinement disponible pour la ville, [je] reprendrai mes fonctions de premier adjoint si, précisez-t-il, la volonté de la majorité municipale le décide ». Strasbourg est décidément bien loin de Drancy...

De nos correspondants départementaux et régionaux

Deux réfractaires

Son portefeuille l'oblige à donner l'exemple. Mais Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, a choisi de rester maire... du 18^e arrondissement à Paris. « Le maire d'arrondissement n'exerce en rien un mandat de plein exercice, explique son entourage. Il n'a que des compétences limitées. » Cela n'empêche pas Daniel Vaillant de passer chaque jour à sa mairie. Officiellement, le ministre ne pense pas aux échéances de 2001. Mais tout laisse penser qu'il sera encore tête de liste dans le 18^e. Et il fait partie des candidats possibles du PS à la mairie de Paris. Quant à Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, il est resté maire (PRG) de Saint-Agrève, une petite ville de moins de 3 000 habitants en Ardèche, où il se rend chaque fin de semaine. « Pour garder les pieds sur terre et un port d'attache », fait-il savoir.

Martine Aubry, entre Lille et Paris

LILLE

de notre correspondant régional

Martine Aubry est élue lilloise depuis 1995, avec le statut bien particulier de dauphine officielle de Pierre Mauroy, maire et président de la communauté urbaine. Première adjointe, elle était chargée de la coordination de tous les adjoints et des grands dossiers de la métropole. Son entrée au gouvernement, en 1997, a quelque peu bousculé les données locales : Pierre Mauroy ne manquait jamais l'occasion de dire combien il ressentait avec fierté son arrivée rue de Grenelle, mais avec regret son départ de Lille. Il avançait une seule consolation : beaucoup des innovations que la nouvelle ministre mettait en place étaient nées chez lui et, depuis son arrivée à Lille, Martine Aubry avait pu pousser à fond ces expériences.

Bref, c'était un peu de la chair de sa chair qui avait quitté Lille, après lui avoir consacré près de deux ans à temps presque plein. Le dimanche matin, madame la ministre ne vient plus faire son marché dans le quar-

tier de Wazemmes, au cœur de sa circonscription. Restée première adjointe, mais sans sa disponibilité ancienne – ce qui complique la tâche du maire, même si, officiellement, rien n'a changé pour l'avenir –, elle continue de venir, en moyenne, deux jours par semaine.

Sur place, qu'il s'agisse de réunions de travail avec des chefs d'entreprise, des représentants patronaux, associations de commerçants, la méthode est toujours la même. Discrète, patiente. Elle ne dit jamais « je », toujours « nous » quand il s'agit d'évoquer cette partie de son travail. Difficile de savoir s'il s'agit d'une simple délicatesse ou d'un grand soin de ne pas faire d'ombre au beffroi de Lille. Martine Aubry affirme en tout cas que ses séjours lillois restent une « respiration » et une source d'inspiration : « Quand j'ai des doutes sur les grands dossiers nationaux, il me suffit de questionner les Lillois pour savoir comment ils réagissent. »

Pierre Cherruau

A Saint-Dié, une gestion bicéphale

ÉPINAL

de notre correspondant

A Saint-Dié, le spacieux bureau du maire est occupé par le premier adjoint, Christian Pierret (PS). Le secrétaire d'Etat à l'industrie a renoncé à sa charge pour devenir « premier adjoint ayant toute délégation », mais il n'a pas quitté son bureau, stratégiquement entouré de l'ensemble des services dont un maire a besoin. Robert Bernard (PS), ex-premier adjoint devenu maire, est lui aussi resté dans ses meubles. La permutation des fonctions n'a pas changé grand-chose, si ce n'est qu'aujourd'hui le premier adjoint prend souvent la parole après le maire. Le jeu de rôles ne trompe personne, mais les formes sont respectées.

Au conseil municipal, c'est Robert Bernard qui mène l'ordre du jour. Mais c'est Christian Pierret qui prend le micro lorsqu'il faut défendre un projet.

Présent à Saint-Dié chaque fin de semaine pour deux jours pleins, le secrétaire d'Etat apprécie qu'on l'attende pour donner des conférences de presse, par exemple sur le plan d'entretien de la voirie communale, comme c'était le cas il y a quelques jours. Le maire a lu le communiqué tandis que Christian Pierret détaillait sur plan, n'oubliant de citer aucun quartier.

Un des adjoints évoque une mairie devenue bicéphale : « Avant, quand il fallait prendre une décision importante, je m'adressais au maire. Maintenant j'écris aux deux. » Au

secrétariat général, on convient que les choses ont peu changé. « En fait, ils ont toujours travaillé en étroite collaboration. Quand Pierret était à l'Assemblée, c'était le premier adjoint qui gérait. » Robert Bernard parle de tandem : « Nous fonctionnions déjà comme ça avant, il n'y a pas de raison que les choses aient changé. D'autant que je n'ai pas d'ambition. Ma carrière politique se termine et j'estime assurer un intérim. Au fond, c'est lui qui a été élu, il est totalement logique qu'il soit consulté sur tous les projets engageant le développement de la cité. » Christian Pierret est-il le « vrai » maire de Saint-Dié ? « Je dirais plutôt qu'il reste le leader politique incontesté de l'équipe. »

Christophe Dollet

VENTE EXCEPTIONNELLE
COLLECTIONS CHAUMET

*Au profit de la Fondation pour l'Enfance
dans le cadre de son programme
de protection de l'enfance en danger.*

Aménagement d'une "maison pour l'enfant".

LES VENDREDI 16 ET SAMEDI 17 AVRIL 1999
DE 10H00 À 18H30

dans les salons Elysées-Malmaison de l'Hôtel Bristol
112, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 Paris

CHAUMET

JOAILLIER DEPUIS 1780
PARIS

12, PLACE VENDÔME - PARIS - TEL 01 44 77 24 00

HORIZONS

REPORTAGE

Kosovo, une colonne de l'UCK en enfer

ILS ne sont d'abord, invisibles, qu'une clameur s'élevant du brouillard. Une clameur au cœur des montagnes du Kosovo. Ils fredonnent une chanson langoureuse, une chanson triste. Puis la colonne des fantômes de l'Armée de libération du Kosovo (*Ushtria Clirimtare e Kosovës*, UCK) déchire doucement le suaire brumeux. Les combattants meurtris escaladent la montagne Ruselija. Une unité arrive au sommet et allume un feu, à l'aide de brindilles. Personne ne chantonne à présent, personne ne murmure. Des hommes posent en silence sur la neige la première civière. D'autres étalent leur misère, leurs chaussures défoncées, leurs chaussettes trouées, à côté des flammes. Leurs visages affichent l'infinie détresse des fuyards.

Un peu en aval, des explosions retentissent. Des obus de mortier s'abattent sur les villages. Peut-être des grenades aussi, dans les fermes investies par les forces serbes. Il y a des snipers embusqués dans la forêt. Des unités continuent d'arriver à la crête. Tant d'hommes avec leurs bandages de fortune à la jambe, à l'épaule, avec leurs foulards noués autour des plaies. Tant de combattants brisés, décimés, s'appuyant sur une béquille taillée à la hâte. Tant de civières faites de branches d'arbre et de couvertures...

Tandis que la première unité repart déjà pour abandonner le feu aux suivants, les derniers zombies de l'UCK achèvent l'escalade. Deux cents hommes, et deux femmes, sont parvenus à s'arracher à l'enfer de Decani, de Vrela, de Novo Selo, de Radanci, de Studenica... Il y a, selon eux, autour de Pec, la deuxième ville du Kosovo, d'autres colonnes de fuyards, d'autres fantômes. Après l'épuration ethnique à Pec, dès le lancement des raids aériens de l'OTAN, c'est désormais au tour des villages de voir arriver la police et l'armée de Belgrade, puis les unités paramilitaires serbes. L'unique chance de survie des Kosovars albanais est de monter toujours plus haut, de s'enfoncer toujours plus dans la neige des sommets, là où les tanks serbes ne peuvent pas accéder, là où les soldats serbes ne viennent pas sans leurs tanks. La population civile de ces villages avait fui avec les habitants de Pec, il y a deux ou trois semaines. Ne restaient aux abords de la plaine que les combattants, les jeunes hommes récemment mobilisés, les employés des dispensaires. La colonne du mont Ruselija, c'est une armée en déroute.

L'UCK est en train de perdre l'ouest du Kosovo. Les fuyards exténués témoignent. La brigade 131? Décimée. La brigade 132? Défaite. La brigade 133? Elle ne tient plus que de rares positions. Les officiers ont quitté leur quartier général et errent dans la forêt. La colonne des battus et des blessés tente de rejoindre la brigade 136, à Rugova. Adossée au Monténégro, la 136 tient bon. Du moins les fuyards l'espèrent.

Peu à peu, la colonne fuit le Ruselija et reprend la route. L'objectif du jour est de rejoindre le village de Bijelo Pac, dans une vallée. On dit que l'UCK n'y a pas encore été inquiétée. La descente commence. C'est un calvaire. Des blessés et des porteurs de civières glissent dans la neige. La colonne, divisée en groupes de dix à vingt hommes, doit s'arrêter tous les cent mètres. Les plus vaillants aident les plus faibles à se redresser, ils leur parlent, ils les encouragent. Tous reprennent leur souffle. Un bout de cigarette est religieusement fumé par les gens de l'unité. Des adolescents, des garçons parfois, prennent les kalachnikov - yougoslaves, albanaises, russes - des soldats qui soutiennent les blessés.

Soudain, un rai de lumière éclaire la plaine. Et Pec apparaît, si proche, si lointaine. Ali met son fusil à l'épaule et tend la main vers sa ville. « Nous ne savons pas si nous y retournerons un jour », dit-il d'une voix pleine de larmes retenues. Quatre colonnes de fumée

s'élèvent de la plaine, quatre villages en train d'être rayés de la carte. Un officier prend ses jumelles. Pec est une ville déserte. Environ cinquante mille Kosovars de la région ont été déportés vers le Monténégro et l'Albanie. Seule une voiture blanche parcourt l'avenue centrale. Des Serbes doivent toujours vivre là, en bas, à portée de jumelles. Ils sont invisibles. Pec est une ville morte. Les soldats serbes qui ne battent pas la campagne se cachent, à cause des bombardements des avions de l'Alliance atlantique. La veille au soir, d'un village de la montagne, les explosions des bombes étaient aisément audibles. Des lueurs éclairaient le ciel. Les attaques de l'OTAN avaient duré une heure. Pec attend à présent, sans doute dans l'angoisse, le prochain raid aérien, tandis que les fuyards de l'UCK espèrent ce raid et les raids suivants, ceux qui doivent briser, un jour, la machine de guerre de Slobodan Milosevic et de la Serbie.

« Il n'y a plus d'autre solution, plus de négociation possible, pense Ali. Les Serbes ont attaqué Pec et expulsé la population. Puis ils ont bombardé nos villages. Puis ils y sont entrés. Ils pillent, ils tuent les hommes, ils brûlent les maisons. A Stres, il y a eu vingt tués, surtout des hommes. J'avais avec mes camarades dans la forêt. J'ai vu des cadavres dans les villages. Il y a encore des endroits peuplés encerclés par les Serbes. L'UCK se retire. Nous accompagnons ces blessés à Rugova puis nous reviendrons en chercher d'autres. Ceux qui sont encerclés sont livrés à eux-mêmes. Notre seul espoir est d'aller dans les

montagnes, là où les Serbes ont peur. Nous ne pouvons plus descendre reprendre le combat, car ils ont rasé les villages et ils nous attendent avec leurs tanks. » « Dans chaque village, les soldats serbes tuent les hommes qui n'ont pas fui à temps », témoigne Avni. Le jeune soldat raconte aussi l'histoire d'une unité paramilitaire, la « Main noire », moins connue que les « Tigres » d'Arkan, qui sèmerait la terreur dans la région. « La "Main noire" est encore plus brutale que les "Tigres". Pour terroriser les civils, la "Main noire" découpe les gens à la hache et au couteau, et éparille leurs membres à travers les villages. C'est ainsi qu'ils ont tué ma grand-mère, à Jablanica. Mes parents ont retrouvé sa tête devant la maison de nos voisins. Son corps gisait dans notre salle à manger. »

CINQ soldats portent Neshe, la seule véritable civile du convoi. L'autre femme, Arieta, est infirmière pour l'Armée de libération du Kosovo. Neshe est allongée sur une civière, frêle, pâle. Elle sourit à un combattant vêtu d'une veste noire qui lui caresse parfois le front. Arieta, la « nurse », est, elle aussi, blessée. Un vilain pansement recouvre son nez, entaillé par un éclat d'obus. Arieta ne se plaint pourtant pas. Elle soigne ses compagnons. A chaque halte, elle court de civière en civière. Neshe et Arieta sont, dans cette colonne d'hommes en fuite, une entorse à la condition féminine dans les montagnes du Kosovo. Dans les villages traversés, les femmes baissent les yeux derrière les rideaux colorés des

masures. Neshe l'amoureuse et Arieta l'infirmière ont, elles, la tête dressée, elles s'affichent. Arieta donne d'une voix douce des ordres aux combattants. Chacun, dans la colonne de la misère, respecte les deux jeunes femmes.

Arieta et Selman, un infirmier, ne peuvent guère soulager les douleurs des blessés. « Nous n'avons plus de médicaments à donner. Nous n'avons plus de pain à offrir. La situation est catastrophique », résume Selman en tremblant de froid. Adem, un commandant de compagnie de l'UCK, a été touché à l'abdomen par un sniper. Six de ses hommes portent la civière et l'accompagnent dans cette traversée de l'ouest du Kosovo, à la recherche d'un refuge. Adem est un officier respecté. Restaurateur en Suisse, il est revenu dans son pays, à trente-cinq ans, pour combattre. « Pourquoi? Peut-être par amour de ma patrie, tout simplement. » Adem grimace. Les soldats viennent de déposer le brancard sur une méchante pierre. « Ils peuvent tout brûler, les maisons, les villages. La terre ne brûle pas. Et, cette terre, c'est notre pays », dit-il. Adem a la chance que la balle soit ressortie par le dos. Gravement atteint, il a un espoir de survie. Il a erré huit jours dans les montagnes avant de rejoindre la colonne. Il refuse les calmants d'Arieta et de Selman. « On donne des médicaments contre la douleur aux blessés qui crient. Il faut les économiser. Alors je ne crie pas. »

Adem refuse de voir en cette colonne de fuyards une retraite de l'UCK. « C'est juste un cortège de

blessés... La victoire est proche », affirme-t-il. Les bombardements de l'OTAN sont pour lui, comme pour tous les officiers de l'Armée de libération du Kosovo, « efficaces ». Les raids sont pour lui, comme pour ses camarades de combat, un « appui » aux opérations des rebelles kosovars. Il raconte, comme d'autres officiers,

Neshe l'amoureuse et Arieta l'infirmière ont la tête dressée, elles s'affichent. Arieta donne d'une voix douce des ordres aux combattants. Chacun respecte les deux femmes

comment il a désigné des cibles serbes à l'OTAN, et comment elles ont été détruites dès le lendemain. Le seul problème est, selon le commandant Adem, l'« arsenal caché de l'armée serbe ». Du temps de Tito et de la Yougoslavie, des caches d'armes, voire des aéroports secrets ont été creusés dans les montagnes. Sans intervention occidentale au Kosovo, ni l'OTAN ni l'UCK ne pourront venir à bout de cette machine de guerre qui

attend son heure à l'abri des regards.

Le brancard hissé sur leurs épaules, les combattants reprennent leur route. Adem tente de ne pas regarder son ventre déchiré. Il fume une Monte Carlo de contrebande. Au fur et à mesure que la colonne approche de Bijelo Pac, les sentiers deviennent boueux. Dans la vallée, avril est le mois de la fonte des neiges. Le chemin ne fait parfois pas plus de trente centimètres de large, au bord du ravin. Des hommes glissent, trébuchent. Des ruisseaux traversent le chemin. Arrivée au village, la colonne s'arrête. Les blessés sont accueillis dans les maisons des paysans. Les soldats se réfugient dans les granges et les bergeries. La nuit tombe. Chacun tente de se réchauffer et de trouver le sommeil parmi les chèvres bêlantes.

A l'aube, les fuyards apprennent que leurs éclaireurs ont finalement rejoint dans la nuit la brigade 136. Un combattant aguerri et quatre médecins atteignent Bijelo Pac avec des calmants et des pansements. Après les soins, la colonne repart. L'épreuve la plus rude de la matinée est la traversée d'une rivière gonflée par les écoulements de la montagne. L'eau atteint les cuisses des porteurs de civière. L'un d'entre eux chute au bord des rapides, se retenant à un rocher. Il y a ensuite, après le village de Laz, la montée vers d'autres sommets et le retour du froid glinglant. Le chef du village, Aslan Kastrati, regarde passer les blessés. Il envoie ses frères aider à porter les civières jusqu'au prochain col. « Ma famille est dans ce village depuis sept cents ans, affirme-t-il sur le seuil de sa bergerie. C'est aux Serbes de partir. »

DE l'autre côté de la montagne, après d'autres chutes, d'autres cris, la colonne s'arrête. L'état-major de la brigade 136 a envoyé des tracteurs afin d'aider les fuyards à parcourir les dix derniers kilomètres. Les blessés sont entassés dans les remorques. Les soldats vaillants sont regroupés par leurs officiers et partent en pressant le pas. Neshe sourit toujours à son soldat. Arieta est silencieuse, les yeux perdus, parfois fermés, à côté du conducteur du tracteur. « C'est fini, dit Adem. Mais la guerre continue. Je retournerai au front. » Un rictus apparaît au coin de ses lèvres à chaque secousse. Adem ne crie toujours pas.

A la caserne, les combattants sont dispersés sur l'herbe. On leur distribue du pain. Ils s'abreuvent d'eau à la pompe. Ils sont soulagés d'être arrivés dans une brigade qui résiste encore aux avancées serbes. Pourtant, le répit sera de courte durée, car les nouvelles ne sont pas bonnes. La veille, l'armée serbe a pilonné, au canon, des positions de l'UCK dans le secteur. « Ils prennent les coordonnées pour leur artillerie, reconnaît le commandant de la brigade 136, Florin Kulaj. Les Serbes ont énormément renforcé leurs positions et préparent une offensive. »

Les blessés sont conduits au dispensaire. On attribue aux soldats des couchés pour la nuit, avant qu'ils rejoignent le front à l'aube. Ali cherche ses compagnons d'armes. La brigade 136 est en état d'alerte. Pour la colonne de l'Armée de libération du Kosovo, ce n'est que la fin d'une première fuite. Au sud, c'est l'Albanie, la terre d'accueil, le pays frère, mais le chemin est coupé. A l'ouest, c'est le Monténégro, où le gouvernement tolère que des contrebandiers ravitaillent l'UCK, mais où l'armée de Belgrade est présente et interdit la moindre retraite.

Les combattants de la colonne de Ruselija savent qu'il va falloir aider la 136 à résister aux assauts serbes. C'est la bataille de la dernière chance. Pour les fantômes de l'UCK, le répit n'est qu'hypothétique. Le temps d'une miche de pain partagée dans un dortoir sale. Le temps d'un paquet de cigarettes à peine reçu et déjà fumé. Le temps d'une pause d'une nuit dans une guerre.

Dans les montagnes de l'ouest du Kosovo, les soldats défaits de l'UCK errent avec leurs officiers. Brigades décimées, combattants brisés. Notre envoyé spécial, Rémy Ourdan, a accompagné une colonne de blessés et de battus, de fantômes. Chaussures défoncées, bandages et civières de fortune, c'est toute l'histoire d'une armée en déroute



Rémy Ourdan
Dessin : Sergej

C'est vrai ou c'est faux ?

par Jean-François Kahn

PASCAL BRUCKNER, ce médiaphysicien considérable, relève à la « une » du *Monde* (7 avril) qu'à propos de la nouvelle guerre des Balkans j'exprimai de façon « primaire » – c'est-à-dire, dans son esprit, de façon claire et directe – ce que quelques autres ont évoqué de « *manière plus sophistiquée* ». Je rougis encore du compliment. Même si, aussi primaire que je sois, je n'aurais osé signer un texte d'un autre âge, aussi complexe qu'une pensée du général Patton et aussi nuancé qu'un éditorial de feu la *Pravda*, d'où il semble résulter que c'était être anti-français que de s'opposer en 1960 à la guerre d'Algérie, anti-russes que de condamner l'intervention soviétique en Afghanistan, anti-arabes que de réprouver l'invasion du Koweït par Saddam Hussein et que le souvenir de Stalingrad aurait dû nous interdire de critiquer la doctrine de Leonid Brejnev !

Mais bon, je revendique : je suis primaire, en effet, en cela qu'à un certain moment de la controverse la plus éthérée il ne me semble pas tout à fait inutile de savoir ce qui s'est révélé vrai ou faux.

Donc, puisque le « clan des Siciens » de la bien-pensance mondaine nous désigne à la vindicte privée (publique, il n'oserait pas !), sous prétexte que nous, qui nous sommes prononcé depuis longtemps, contrairement à Chirac ou à Jospin, en faveur du droit à l'indépendance du peuple kosovar, nous avons condamné la guerre aérienne déclenchée par l'OTAN contre la République yougoslave, examinons un instant le dossier d'accusation à l'aune de ces idées simples, donc « primaires ».

Qu'avons-nous écrit ? Que les frappes de l'OTAN, cette forme de guerre très lâche, feraient des victimes civiles innocentes. Vrai ou faux ? Qu'elles contribueraient à

réunifier les Serbes autour de « *l'épouvantable* » Milosevic et, par conséquent, qu'elles renforceraient son régime. Vrai ou faux ? Qu'elles fragiliseraient le pouvoir modéré du président du Monténégro et seraient perçues par tous les démocrates yougoslaves, qui luttent depuis des décennies contre le pouvoir de Belgrade, comme un véritable coup de poignard dans le dos. Vrai ou faux ? Que pratiquement tous les Serbes, y compris les plus libéraux, professant sur la question du Kosovo le même point de vue (« *Hélas !* », précisions-nous) que leur « *dicta-*

Je n'aurais osé signer un texte

– celui de Pascal Bruckner – d'un autre âge,

aussi complexe qu'une pensée

du général Patton et aussi nuancé

qu'un éditorial de feu la « Pravda »

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

teur », les bombardements étaient dirigés non contre un gouvernement, mais contre un peuple. Vrai ou faux ? Que nous étions en train d'offrir sur un plateau la Russie aux communistes et aux nationalistes. Vrai ou faux ? Que cette aventure sans issue ne ferait que radicaliser sur tous les continents les passions les plus anti-occidentales. Vrai ou faux ?

Qu'avons-nous écrit encore ? Que les frappes de l'OTAN, loin d'apporter la délivrance souhaitée aux Kosovars – et nous écrivions cela le 26 mars – « *les livreraient tout crus à leurs oppresseurs* ». Vrai ou faux ? Que la catastrophe humanitaire à laquelle nous assistons n'a été, à l'évidence, ni empêchée ni freinée par ces frappes mais, au contraire, enclenchée ou accentuée. Vrai ou faux ? Qu'une alliance militaire représentant les grandes puissances ex-impériales

s'est substituée à un organisme réellement international – l'ONU – garant de la sécurité collective ; qu'il y a quelque chose d'ubuesque à constater que la Turquie, cause avec le PKK de l'exode de plus de 800 000 Kurdes, participe aux opérations de l'OTAN au nom des Kosovars et quelque chose de répugnant à assister à la banalisation, à la relativisation « *négalionniste* », (en particulier par les dirigeants allemands), du concept de « *génocide* ». Vrai ou faux ? Qu'il faut absolument, par tous les moyens, permettre aux réfugiés du Kosovo de retourner dans leur

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la "force de frappe".

Le général Patton, à l'origine de la doctrine de la

La fausse révolution de la Banque centrale européenne

LA BAISSE d'un demi-point de son taux directeur annoncée jeudi 8 avril par la Banque centrale européenne (BCE) a été accueillie avec enthousiasme dans les milieux politiques et financiers du Vieux Continent. Le président du conseil italien, Massimo D'Alema, a parlé d'une « *décision positive* », le ministre français de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, d'un geste qui contribuera « *à accélérer la sortie du trou d'air conjoncturel* ». Les marchés boursiers européens ont salué la nouvelle en se hissant à de nouveaux sommets historiques.

De façon plus profonde, de nombreux observateurs ont vu dans ce geste d'une ampleur imprévue la preuve d'une révolution monétaire en cours en Europe. Selon eux, la baisse des taux mettrait fin aux longues années d'obscurantisme et de rigidité imposés par la Bundesbank ; elle marquerait la naissance d'une politique pragmatique, intelligente, inspirée par le modèle américain de la Réserve fédérale (Fed). Le président de la BCE, Wim Duisenberg, serait un héritier spirituel du patron de la Fed, Alan Greenspan, et non, comme on le croyait, un clone du chef tout-puissant de la banque centrale d'Allemagne, Hans Tietmeyer. Après une interminable nuit monétaire, l'Europe découvrirait, grâce à l'euro et à M. Duisenberg, la lumière d'un monde nouveau et meilleur, gouverné par des banquiers centraux éclairés, aussi soucieux de croissance que de stabilité des prix.

Cette interprétation est peut-être trop optimiste. D'abord parce que cette baisse des taux démontre l'influence intacte de l'Allemagne dans l'Europe monétaire. Elle apparaît avant tout comme une réponse aux difficultés que connaît l'économie allemande et aux menaces de récession qui planent sur elle. La situation économique dans les autres pays de l'Eurozone ne la justifiait guère, comme l'ont d'ailleurs prouvé les réactions hostiles en provenance de Finlande, du Portugal, d'Irlande ou d'Espagne, autant de pays à la croissance vigoureuse qui se seraient passés d'une mesure dont le premier effet sera d'accroître chez eux les pressions inflationnistes.

L'ALLEMAGNE, AU CŒUR DU PROCESSUS

La réduction du taux directeur est la conséquence directe du diagnostic inquiétant que les deux représentants allemands du conseil des gouverneurs – Hans Tietmeyer et Otmar Issing, chef économiste de la BCE – ont établi à propos de l'évolution économique dans leur pays. Et leur engagement en faveur d'un assouplissement monétaire n'a pu qu'être renforcé par la démission, il y a quelques semaines, du ministre allemand des finances Oskar Lafontaine avec lequel les deux hommes entretenaient, de longue date, des relations exécrables. Une nouvelle fois, et malgré l'arrivée de l'euro, l'Allemagne s'est retrouvée au cœur du processus de détente monétaire européenne.

Certains experts ont remarqué que l'action de la BCE est intervenue en dépit de la grande faiblesse de l'euro. Cette attitude insouciance contraste, il est vrai, avec l'obsession du taux de change affichée jadis par les banques centrales en Europe. Mais cette approche nouvelle doit probablement moins à l'influence bénéfique de M. Duisenberg qu'à la mutation de l'environnement économique européen induit par l'introduction même de l'euro.

Comme le soulignait récemment Alexandre Lamfalussy, ancien président de l'Institut monétaire européen, « *l'euro a dès maintenant modifié le degré d'ouverture de nos économies : la part des échanges extérieurs dans le PNB européen représente à peu de choses près le même pourcentage dans la zone euro qu'aux Etats-Unis* ». Le cours de l'euro vis-à-vis du dollar ne revêt plus pour la BCE la même importance que le niveau du mark pour la Bundesbank ou celui du franc pour la Banque de France. Un peu comme les Américains avec le dollar, les Européens ont désormais les moyens de mener une politique d'indifférence – de « *benign neglect* » –, à l'égard du cours de l'euro. C'est le paysage économique européen qui a changé, pas la philosophie des banquiers centraux.

Si le geste de la BCE apparaît original, c'est surtout par la prise de risque qu'il implique. Le danger n'est certes pas inflationniste, même s'il est un peu étrange que la banque centrale ait choisi d'abaisser sa garde au moment où la brusque remontée des prix du pétrole et la croissance soutenue de la masse monétaire éloignent le spectre de la déflation en Europe.

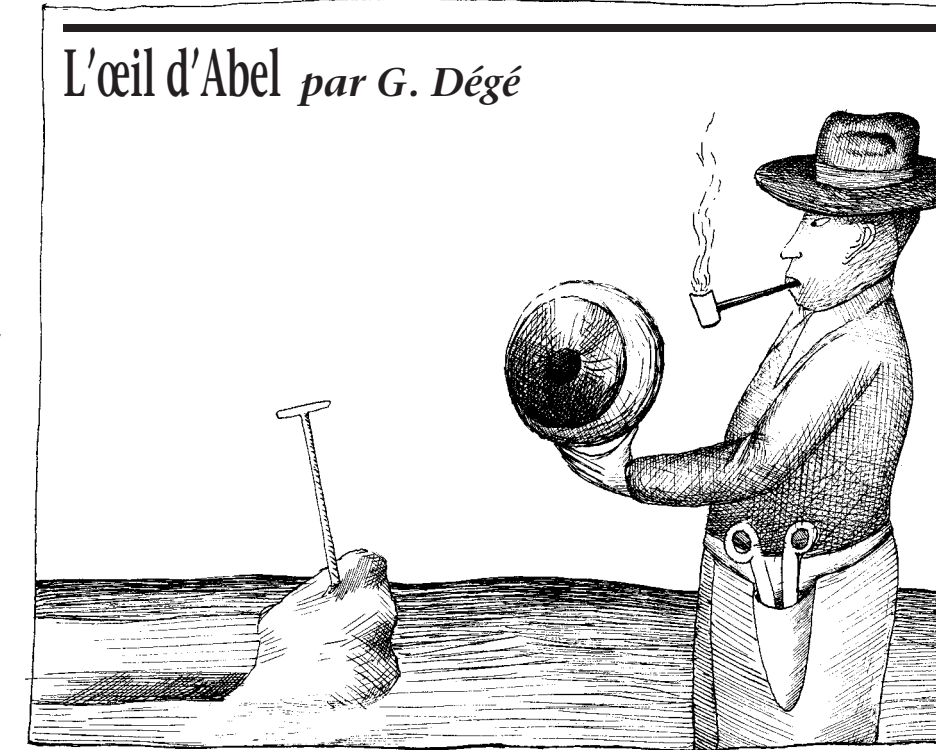
Le conseil des gouverneurs a fait le pari – audacieux – que la baisse des taux enverra un signal positif aux agents économiques. Mais certains analystes pessimistes pensent le contraire : selon

eux, ce geste délivre un message inquiétant, qui confirme la gravité de la détérioration économique sur le Vieux Continent et renforce les craintes d'une Europe engagée dans un scénario à la japonaise. Et se trouvait-il beaucoup d'industriels ou de ménages, en Europe, pour considérer que le coût du crédit était un obstacle à l'investissement ou à la consommation ?

Enfin, les dirigeants monétaires européens gagent que leur action incitera les gouvernements à engager des réformes de fond de leurs économies. « *Il va être plus difficile pour les pouvoirs politiques de détourner l'attention de leur propre échec* », affirme M. Issing. Mais les banquiers centraux de l'Eurozone avaient tenu, en décembre 1998, après la baisse concertée des taux européens, mot pour mot le même discours. Rien n'est venu depuis.

Alors pourquoi la BCE fait-elle une nouvelle concession au pouvoir politique ? Pourquoi donne-t-elle l'impression de vouloir apporter une réponse monétaire au fléau du chômage en Europe, fléau dont elle ne cesse de proclamer qu'il est d'origine structurelle ? Peut-être parce que, conscient des menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'Union monétaire – indifférence des opinions publiques, budgets nationaux en piteux état, ralentissement de la croissance, stagnation du chômage à un niveau très élevé, guerre au Kosovo –, la BCE a voulu faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter le pire, c'est-à-dire un échec de l'euro. Son pari économique et monétaire est à la hauteur des risques encourus.

Pierre-Antoine Delhommais



L'œil d'Abel par G. Dégé

Le patrimoine juif disparaît du paysage européen

ALORS QUE le débat sur les « spoliations », l'« or nazi », les « avoirs juifs », l'indemnisation du travail forcé au service du III^e Reich touche un pays puis l'autre, se profile aussi la véritable dimension de cette question. Une question qui ne s'épuise ni dans l'octroi de pensions supplémentaires aux oubliés des politiques de réparations d'après 1945 – encore que la chose ne soit pas négociable, surtout à l'est de l'Europe –, ni même à la clôture du dernier chapitre encore mal refermé de la Shoah.

Certes, pour beaucoup, les spoliations ne représentent qu'un problème résiduel et technique, éventuellement irritant, une affaire d'assistance sociale qu'il s'agirait de répartir entre les survivants de la Shoah passés à travers les mailles du filet des restitutions d'après-guerre ainsi qu'entre leurs héritiers. Une telle approche n'est pas illégitime. Mais constitue-t-elle la bonne façon de scruter cette boîte de Pandore qui révèle sans cesse de nouveaux fonds et désigne des responsables inattendus d'un pillage « légal » sans précédent ? En réalité, il s'agit moins d'argent que de justice, moins d'œuvres d'art que de légitimité et moins de mémoire ou d'histoire que de restauration.

Nul pan de cet ensemble de revendications ne touche plus à la « justice restauratrice » que celui des biens communautaires (synagogues, cimetières, orphelinats, écoles), propriété collective en déshérence d'un judaïsme européen dont les millions de fidèles ont été assassinés. Cette quête-là semble, à long terme, la plus chargée de sens. N'a-t-elle pas pour enjeu la disparition ou le rétablissement dans le paysage européen d'une civilisation éradiquée et dont les traces s'effacent, faute d'usage, de soins et d'entretien ?

Une conférence internationale sur « *le patrimoine juif européen* », qui s'est tenue récemment dans le tout nouveau Musée d'art et d'his-

toire du judaïsme à Paris, a été l'occasion pour les participants d'exprimer leurs inquiétudes. Ainsi, en Pologne, si 321 synagogues en déshérence ont été à ce jour identifiées, quatre seulement sont affectées à leur destination d'origine. Dans le meilleur des cas, d'autres ont été transformées en musées, voire en bibliothèques municipales, ou, comme à Zamosc, abritent les archives locales. En Hongrie, où 44 temples sur 243 avaient été pourtant classés « monuments historiques », une douzaine de synagogues demeurent en activité, contre plusieurs centaines avant l'invasion allemande du printemps 1944. Une grande partie des édifices classés n'en ont pas moins été détruits ou vendus pour servir d'entrepôts, de décor à la télévision (à Budapest), de salles de sport, et même, en un cas, de dépôt de cuvettes de toilette.

STÉRILEMENT STOCKÉS
En Roumanie où la législation est pourtant favorable, les restitutions de synagogues se comptent sur les doigts des deux mains (avant la deuxième guerre mondiale, ce pays comptait quelque 800 000 juifs). Dans la capitale de la Slovaquie, Bratislava, le vieux quartier juif qui avait « tenu » jusque dans les années 70, a fini par être rasé pour faire passer une autoroute au cœur de l'ancienne Presbourg. Parmi les sinistres : l'une des plus célèbres académies rabbiniques où avait enseigné le rabbin Moïse Sofer (le *Hatam Sofer* 1762-1839), l'inspirateur du judaïsme orthodoxe.

Même le célèbre Musée juif de Prague, haut lieu d'attraction pour près de 500 000 touristes par an, qui rassemble l'une des plus riches collections d'objets d'art juif en Europe, a été mis récemment en accusation. Un journaliste israélien, Ithamar Levin, dans une publication en anglais intitulée *The Last Chapter of Holocaust* (le dernier chapitre de l'Holocauste) diffusée par la World Jewish Restitu-

tion Organization (WJRO) – un organisme fondé en 1992 qui se pose en légataire des biens communautaires juifs en déshérence –, reproche au musée de réduire à la portion congrue les œuvres exposées (500 pièces exhibées sur 36 000 qui, dit-il, seraient conservées dans un état lamentable dans des entrepôts éloignés de la capitale tchèque). Les objets de culte, par exemple des centaines de *Shofars* – cornes de bélier utilisées pour la célébration du nouvel an juif –, ainsi que des rouleaux de la Torah, ne pourraient-ils être mis à la disposition des communautés juives, en Israël ou ailleurs, plutôt que d'être stérilement stockés, dissimulés aux regards et privés d'emploi ?

Leo Pavlat, directeur du Musée de Prague, a réfuté les accusations d'Ithamar Levin dans un rapport-plaintoyer diffusé sur Internet (<http://www.jewishmuseum.cz/report>). Il dit dénombrer des dizaines d'« erreurs » dans l'argumentaire du journaliste. Le fond de la controverse est, selon lui, le refus de voir une institution comme le Musée juif de Prague perpétuer la mémoire des victimes de la Shoah dans l'ancienne Tchécoslovaquie, cela dans l'idée de démanteler ces collections en Israël. L'affaire s'envenime puisque dans une lettre du 1^{er} mars, Ithamar Levin s'est estimé diffamé.

Toujours est-il que cet estompage progressif de l'inscription des juifs dans la mémoire et dans l'espace européen, où se perd un peu de la réalité plurielle propre à l'histoire du continent, est le résultat d'un autre processus : la perpétuation de l'« aryanisation » nazie par les régimes communistes, sous couvert de nationalisation des « biens de l'ennemi » – ainsi appelait-on dans la Pologne d'après 1946 les avoirs juifs confisqués par les Allemands.

La parenthèse communiste fermée, l'Eglise de Pologne a pour tant pu récupérer ses biens. Il n'en a pas été de même s'agissant des

communautés juives exsangues. Naphtali Lavie, vice-président de la WJRO, estime à 18 000 le nombre des biens communautaires juifs dont il a pu à ce jour retrouver la trace, pour l'ensemble des pays de l'est de l'Europe passés de la domination nazie au régime communiste. Il en dénombre 6 000 pour la seule Pologne (les autorités, qui ont fini par adopter le principe de la restitution des biens communautaires par une loi du 20 mars 1997, ne parlent que de 2 200 propriétés).

QUELQUES RESTITUTIONS

Si des restitutions ont eu lieu, fort peu, les quelques milliers de juifs qui peuplent encore la Pologne ne peuvent, à eux seuls, recevoir ni perpétuer le patrimoine des millions de disparus. Reste à inventer une forme nouvelle de dévolution de ces biens collectifs, qui conservent un lien indéfectible avec la civilisation juive en Europe.

A l'Ouest, il arrive aussi – dans un tout autre contexte – que le patrimoine historique du judaïsme européen soit traité avec désinvolture. C'est ainsi qu'un des plus monumentaux édifices juifs du Moyen Âge (XII^e siècle), preuve de l'enracinement du judaïsme dans les tréfonds de l'histoire de France, l'« école aux juifs » retrouvée dans les années 70 sous le palais de justice de Rouen, attend toujours que son accès soit largement ouvert au public et signalé par une exposition permanente. En Allemagne, nombre de cimetières juifs, dont certains furent aplanis pendant le pogrom de la Nuit de cristal (9 novembre 1938), demeurent à préserver. La tâche est certes considérable. Mais la sauvegarde de ces biens à fort ancrage spirituel serait l'indice qu'en cherchant à répondre à la question des spoliations, l'Europe ne fait pas que payer de vieilles dettes, mais cultive les marques de sa diversité.

Renzo Nostini et Mangiarotti se livraient un duel farouche qui devait se terminer à l'avantage du premier (4-5, 5-4, 5-1), non sans de multiples incidents qui nécessitent l'intervention des dirigeants de la fédération d'escrime italienne.

Christian d'Oriola abordait la finale avec une bonne humeur, un calme impressionnants, malgré l'atmosphère très tendue qui résultait précisément des incidents précédents. Tirant avec un sang-froid et une vitesse d'exécution remarquables, le Français s'octroyait la première manche contre Renzo Nostini en quelques minutes (5-2), perdit la seconde (4-5), mais dans la phase décisive, conservant sa maîtrise, s'adjugeait la victoire par 5 touches à 2. D'Oriola avait ainsi éliminé à lui seul, au cours de cette journée mémorable, les quatre meilleurs tireurs italiens.

Nicolas Weill

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Algérie : l'espoir trahi

L'ALGÉRIE se retrouve dans une situation surréaliste et affligeante. Conviée à choisir un nouveau président, parmi sept candidats aux profils divers et au terme d'une campagne électorale globalement équitable, elle n'a plus qu'un choix à la fois dérisoire et humiliant : plébisciter ou non, par sa participation au scrutin, le seul candidat restant, Abdelaziz Bouteflika, au lendemain du retrait collectif des six autres prétendants, unis dans la dénonciation des fraudes massives qui ont, selon eux, entaché les premières opérations de vote, au Sahara et dans les casernes.

La double décision par le président sortant Liamine Zeroual de maintenir le scrutin et par Abdelaziz Bouteflika de rester seul en course a vidé l'élection de tout son sens. Cet épisode civique qui aurait pu marquer le premier jalon d'un renouveau démocratique, après huit années de guerre civile, ne se soldera, au mieux, que par la piètre onction d'un candidat officieux, dans la plus pure tradition des régimes à parti unique. L'espoir dont, ici même, nous nous faisons l'écho hier (*Le Monde* du 15 avril) avec, à l'évidence, trop d'optimisme, aura été à nouveau déçu. L'Algérie aurait pu offrir au monde arabe l'une de ses premières élections relativement libres. Elle n'aura accouché que d'un médiocre simulacre.

Ce fiasco ne laisse à première vue que des perdants. Instigateur d'un scrutin qu'il persiste à juger, contre l'évidence, « *honnête et transparent* », Liamine Zeroual a piteusement raté sa sortie. Il n'a pas eu le courage d'affronter ceux qui, au sein de l'armée – véritable détentrice du pouvoir en Algérie –, ont préféré torpiller à la dernière minute un processus démocratique susceptible, à terme, de remettre en cause leur monopole politique et les avantages financiers qu'il leur procure.

L'armée, qu'on dit désunie, et le régime, avec elle, sortent discrédités de cet épilogue électoral inattendu. Ses barons ont pris peur à l'idée de voir le jeu démocratique leur échapper en partie. Leur favori, M. Bouteflika, avait pourtant les meilleures chances de l'emporter. Mais leur crainte s'est finalement révélée plus forte que le désir, déjà ancien, d'une partie des cadres militaires d'acquiescer une nouvelle légitimité qui ne se nourrirait plus seulement de la lutte acharnée contre le terrorisme islamiste. Quant au futur vainqueur, dont l'autorité sera irrémédiablement ternie par les conditions du scrutin – quel que soit le taux de participation –, comment pourra-t-il prétendre être l'homme de paix et de réconciliation que la majorité des Algériens attendent ?

La seule – mais importante – leçon d'optimisme de cette parodie réside précisément dans l'espérance populaire. Endeuilés par tant de drames, déçus par tant de fausses promesses, les Algériens ont vu naître, au fil de la campagne, un espace public où ils ont pu se reconnaître, dans leur diversité. Ils ont ainsi, après les années de plomb, repris goût au libre débat. Cela restera pour eux, au-delà de cette mésaventure, le principal motif de réconfort.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le sang-froid et le brio de d'Oriola

LE FRANÇAIS Christian d'Oriola, avec un sang-froid et un brio qui ont fait l'admiration du public du Caire, a conservé son titre de champion du monde au fleuret, qu'il avait conquis il y a deux ans à Lisbonne dans des circonstances non moins brillantes. La phase finale de ces championnats se disputait par élimination, six Français, six Italiens et quatre Egyptiens s'étant qualifiés pour les huitièmes de finale. Au cours de ces huitièmes de finale, trois Français, Pécheux, Bougnol et Lataste, se faisaient éliminer par les Italiens Mangiarotti, Renzo Nostini et Di Roza.

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action BMW s'est appréciée de 1,53 % à 655,8 euros mercredi 14 avril. Le directoire du groupe allemand a donné son accord sur l'aide du gouvernement britannique destinée à sauver l'une des usines de sa filiale anglaise Rover.

confirmé son conseil d'achat sur la valeur, peu chère par rapport à ses concurrents, tout en laissant entendre qu'elle serait susceptible d'intéresser le célèbre milliardaire américain Warren Buffett.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for AUTOMOBILE and BANQUES.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for PHARMACIE and BIENS D'EQUIPEMENT.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for CONGLOMERATS and ENERGIE.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for TELÉCOMMUNICATIONS and CONSTRUCTION.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for PRODUITS DE BASE and SERVICES FINANCIERS.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for HAUTE TECHNOLOGIE and CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for CHIMIE and ALIMENTATION ET BOISSON.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for ASSURANCES and MEDIAS.

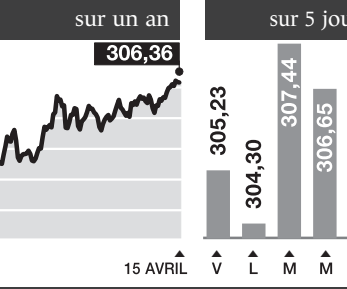
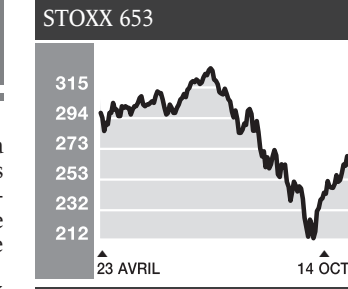


Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

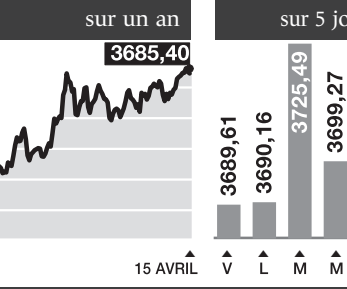
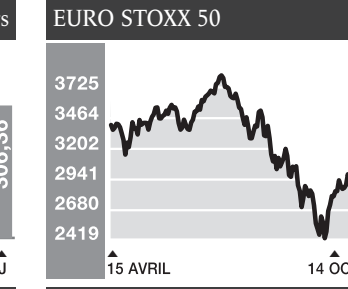


Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Advertisement for lemonde.fr website, featuring the URL and text: 'La Bourse au quotidien : l'actualité des entreprises, les cotations en direct, les informations financières...'

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

Table listing various European stocks with their country codes, names, and prices.

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS FRANÇAISES

● L'action BNP s'échangeait à l'ouverture, jeudi 15 avril, en hausse de 0,26 % à 75 euros, le titre SG en progression de 0,06 % à 162,8 euros et Paribas avec un gain de 1,36 % à 96,1 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 160,7 euros et l'action Paribas à 103,12 euros. L'OPE de SG valorise, elle, le titre Paribas à 101,75 euros.

● Le titre Dexia France restait stable à 130,8 euros, jeudi matin, suite à l'offre de rachat faite par le groupe Dexia des 39 % du capital de la Banque internationale à Luxembourg qu'il ne détient pas encore. La veille, l'action avait pris 4,2 %.

● La valeur Galeries Lafayette progressait de 0,5 % à 119,0 euros lors des premiers échanges jeudi. Le BHV, détenu à 67 % par les Galeries Lafayette, a vu ses ventes bondir de 5,2 % au premier trimestre 1999.

● L'action Vivendi se repliait de 1,34 % à 220 euros, jeudi en début de séance. Le groupe français a communiqué les résultats de son émission d'obligations convertibles d'un montant de 2,6 milliards d'euros. L'opération a été sursouscrite et son placement se répartit entre 44 % en France et 56 % auprès d'investisseurs étrangers. Les gestionnaires de portefeuille et les OPCVM ont été les plus nombreux, absorbant respectivement 36 % et 38 % des titres.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 15 AVRIL Cours relevés à 10h 15

Table of stock prices for French companies including B.N.P., RENAULT, AIR FRANCE, and others, with columns for previous and current prices and percentage changes.

Table of stock prices for various international companies including GUYENNE GASCOGNE, HACHETTE FILLIME, and others, with columns for previous and current prices and percentage changes.

Table of stock prices for companies in the AMERICO-ASIE section, including GUYENNE GASCOGNE, HACHETTE FILLIME, and others, with columns for previous and current prices and percentage changes.

Table of stock prices for companies in the INTERNATIONAL section, including AMERICAN EXPRESS, A.T.T., and others, with columns for previous and current prices and percentage changes.

Table of stock prices for companies in the ABRÉVIATIONS section, including B = Bordeaux, Li = Lille, Ly = Lyon, M = Marseille, Ny = Nancy, Ns = Nantes, with columns for previous and current prices and percentage changes.

NOUVEAU MARCHÉ

MERCREDI 14 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of stock prices for companies in the NOUVEAU MARCHÉ section, including ADLPARTNER, ALB SOFT, and others, with columns for previous and current prices and percentage changes.

SECOND MARCHÉ

JEUDI 15 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 10h 15

Table of stock prices for companies in the SECOND MARCHÉ section, including ADA, AIGLE, ALGECO, and others, with columns for previous and current prices and percentage changes.

SECTEURS

MERCREDI 14 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of stock prices for companies in the SECTEURS section, including CRICAM TOUR, CROMETAL, and others, with columns for previous and current prices and percentage changes.

SECTEURS

JEUDI 15 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 10h 15

Table of stock prices for companies in the SECTEURS section, including M6-METROPOL, MEDITAS DIGI, and others, with columns for previous and current prices and percentage changes.

SECTEURS

MERCREDI 14 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of stock prices for companies in the SECTEURS section, including COFIDUR, CORA INDUSTRI, and others, with columns for previous and current prices and percentage changes.

SICAV FCP

MERCREDI 14 AVRIL

Une sélection. Cours de clôture le 14 avril

Table of SICAV FCP values, including AGIPI, ANTICONE TRÉSORIERE, and others, with columns for previous and current values and percentage changes.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

MERCREDI 14 AVRIL

Une sélection. Cours de clôture le 14 avril

Table of FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS values, including NORD SUD DÉVELOP, MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC, and others, with columns for previous and current values and percentage changes.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

MERCREDI 14 AVRIL

Une sélection. Cours de clôture le 14 avril

Table of FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS values, including MONÉJ D, OBLIFUTUR, and others, with columns for previous and current values and percentage changes.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

MERCREDI 14 AVRIL

Une sélection. Cours de clôture le 14 avril

Table of FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS values, including LION COURT TERME, LIONPLUS, and others, with columns for previous and current values and percentage changes.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

MERCREDI 14 AVRIL

Une sélection. Cours de clôture le 14 avril

Table of FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS values, including ACTIMONÉTAIRE, ACTIMONÉTAIRE D, and others, with columns for previous and current values and percentage changes.

BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT MONEDEN 14879,16 97600,89 14/04

CDC Asset Management LIVRE B. INV.D. PEA 175,17 1149,04 13/04

CIC BANQUES 168,78 1107,12 14/04

LA POSTE 322,40 2114,81 14/04

SG ASSET MANAGEMENT Serveur vocal : 0836683662 (2/3 Fnm)

28 / LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999

DISPARITION

■ **JACQUES EYSER**, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, est mort dimanche 11 avril à Paris. Né le 29 août 1912, Jacques Eyser avait été formé au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, où il avait été l'élève de Denis d'Inès. Sorti en 1933 avec un deuxième prix de comédie et un premier prix de tragédie, il a joué au Théâtre de l'Odéon jusqu'en 1939. En 1946, il a été engagé comme pensionnaire à la Comédie-Française, à qui l'Odéon a été alors

NOMINATIONS

UNIVERSITÉS

Michel Kaplan, professeur d'histoire, a été élu, le 26 mars, président de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I) en remplacement d'Yves Jégouzo, arrivé au terme de son mandat.

[Né le 15 avril 1946 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), Michel Kaplan, agrégé d'histoire (1968) et docteur d'Etat (1987), a toujours enseigné à la Sorbonne et à l'université Paris-I, où, depuis 1969, il a été nommé successivement assistant, maître assistant, maître de conférences, puis professeur en 1988. Directeur du centre de recherche d'histoire et civilisation byzantines et du Proche-Orient médiéval, il a dirigé l'UFR d'histoire de 1990 à 1995. En 1997, il a été élu vice-président du conseil d'administration de l'université. Michel Kaplan a, par ailleurs, été secrétaire national du syndicat Snesp entre 1975 et 1978.]

Jean-Pierre Perrot, professeur de lettres, a succédé, le 27 mars, à Pierre Barras à la présidence de l'université de Savoie.

[Né le 27 août 1946 à Bourg-en-Bresse (Ain), Jean-Pierre Perrot, agrégé de lettres (1977) et docteur d'Etat (1980), est chargé de cours à l'université Paris-XII-Créteil en 1971, puis assistant à l'université de Franche-Comté de 1972 à 1981. A cette date, il est nommé inspecteur d'académie à Nantes (Loire-Atlantique), jusqu'en 1984, à Angoulême (Charente), puis à Chambéry en 1988. En 1992, il devient responsable de la mission pour la formation permanente (Maïpen) dans l'académie de Grenoble. En 1993, Jean-Pierre Perrot est nommé maître de conférences à l'université de Savoie à Chambéry, puis professeur en 1995.]

Patrick Navatte, professeur de gestion, a remplacé, le 1^{er} mars, Jacques Lenfant à la présidence de l'université Rennes-I.

[Né le 27 juillet 1952 à Rennes (Ille-et-Vilaine), Patrick Navatte, docteur d'Etat ès sciences de gestion (1978) et professeur agrégé (1984), est en poste depuis 1980 à l'université Rennes-I, où il a été nommé successivement maître assistant, puis professeur. Directeur adjoint, puis responsable de la recherche à l'Institut de gestion de Rennes, de

rattaché. Pour sa première saison, il a joué sous la direction de Madame Simone, Gaston Baty, Pierre Dux et Jacques Copeau – belle image d'une époque. Nommé sociétaire en janvier 1954, Jacques Eyser a fait toute sa carrière à la Comédie-Française, où il a imposé sa grande stature et sa voix forte, propres aux rôles de « figures ». Doyen des Comédiens-Français du 15 octobre 1975 au 31 décembre 1978 – date de son départ à la retraite –, Jacques Eyser était depuis 1979 sociétaire honoraire de la Maison, à qui il aura consacré sa vie.

1988 jusqu'en 1994, il a été élu membre, puis vice-président du conseil scientifique de l'université, de 1995 à 1997. Parallèlement, Patrick Navatte a été, entre 1994 et 1997, consultant et chargé de mission à la Mission scientifique et technique (MST) du ministère de l'Éducation nationale.]

José Savoye, professeur de droit et avocat, est, depuis le 1^{er} mars, le nouveau président de l'université Lille-II, où il succède à Jean Léonardelli.

[Né le 29 juin 1942 à Rabat (Maroc), José Savoye, docteur en droit (1970), a commencé d'enseigner en 1963 à la faculté de droit, devenue université Lille-II comme assistant, maître assistant, maître de conférences (1976), puis professeur de droit public (1977). Doyen de la faculté de 1983 à 1989, il est élu une première fois président de l'université de 1989 à 1994, puis président du pôle universitaire européen. José Savoye est, par ailleurs, conseiller municipal de Lille.]

Bernard Risbourg, professeur de médecine, a été élu, le 18 janvier, président de l'université Jules-Verne d'Amiens, en remplacement de Paul Personne.

[Né le 26 janvier 1943 à Harnes (Pas-de-Calais), Bernard Risbourg a été nommé maître de conférences agrégé de pédiatrie à la faculté de médecine de l'université d'Amiens en 1975 et, en 1978, chef de service au centre hospitalo-universitaire. Président de l'Observatoire régional de la santé en Picardie, il a été élu vice-président du conseil d'administration de l'université en 1994.]

Claude Buriel, professeur de biologie, est, depuis le 7 février, le nouveau président de l'université Henri-Poincaré (Nancy-I). Il succède à Jean-Pierre Finance, arrivé au terme de son mandat.

[Né le 4 juin 1942 à Laxou (Meurthe-et-Moselle), docteur d'Etat ès sciences naturelles (1973) et docteur en médecine (1977), Claude Buriel a effectué toute sa carrière à la faculté des sciences et de médecine de l'université Nancy-I, comme assistant, maître assistant (1974) et professeur praticien hospitalier (1983), responsable du service de biologie cellulaire. Directeur de l'Institut universitaire professionnalisé (IUP) « ingénierie de la santé », Claude Buriel était, depuis 1993, vice-président de l'université.]

« Le Monde diplomatique » d'avril

LE MONDE DIPLOMATIQUE d'avril propose une plongée au cœur du régime serbe, entre déroute économique, clientélisme et corruption. En politique habile, Slobodan Milosevic a réussi à discrediter son opposition et à occulter les difficultés. Belgrade fait à présent face à la guerre comme un théâtre d'ombres sanglantes. Les bombardements de l'OTAN soulignent l'hégémonie américaine sur la scène diplomatique et militaire européenne et l'évolution d'une Alliance qui tente de s'adapter à la fin de la guerre froide. Le mensuel propose, par ailleurs, un dossier critique sur l'idéologie de l'insécurité qui nous vient des Etats-Unis et qui tend à enfermer l'Etat dans une attitude

exclusivement répressive face à la délinquance, au mépris de ses responsabilités sociales. *Le Monde diplomatique* d'avril se penche, en outre, sur les territoires palestiniens, dont le sort oscille entre indépendance et maintien du statu quo.

Egalement au sommaire : à Bruxelles, une Commission chasse l'autre ; les pays du Sud, rongés par les pesticides ; quand les pauvres séduisent les banques ; le couple nippo-américain à l'heure du soupçon ; ces guerres qui usent l'Afrique ; vers la sélection génétique des travailleurs ; les entités chaotiques ingouvernables.

★ **En vente dans les kiosques. 24 F (3,66 €).**

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– A tous ceux et celles qui ne le sauraient pas encore,

Bernard et Sylviane KRYGER ont la joie d'annoncer la naissance de leurs trois premiers petits-enfants :

Pablo,
le 30 septembre 1998,
chez
Olivia et Gilles ;
Khoren,
le 15 décembre 1998,
chez
Myriam et Camille ;
Aurore,
le 7 janvier 1999,
chez
Emmanuelle et Stéphane.

– Hanovre. Montpellier. Pala.

Nathalie et Axel WIEGANDT ont la joie d'annoncer la naissance de

Julien, Arno,
le 10 avril 1999.

Décès

Jean-Marc ANDRIÉ

nous a quittés à l'âge de quarante-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu le 14 avril 1999, au cimetière parisien de Bagneux.

<i>« De quoi souffres-tu ? De l'irréel intact dans le réel dévasté. »</i>
Sa famille et tous ceux qui l'aimaient.
<div>Famille Andrié, 3, villa des Olivettes, 92220 Bagneux.</div>

– Roland Assathiany, son époux, Ses enfants et petits-enfants, Les familles Assathiany, Chastel, Cibert, Courtois, Durand, Graber, Lang, Moreau, Et ses amis, Et la profonde tristesse de faire part du décès, dans sa soixante-seizième année, de

Marie-Geneviève ASSATHIANY, née **GRABER,**

survenu à Paris, le 9 avril 1999.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, à Guiry-en-Vexin.

[Assistante sociale, directrice de 1975 à 1985 du SSAE (Service social d'aide aux émigrants), elle a toujours mis la solidarité humaine au cœur de son action.]

35, rue Mirabeau, 75016 Paris.

– Paris. Besançon.

Jacqueline Domino, Xavier, François et Sophie, Christophe et Véronique, ses enfants, Lucie, Marion, Samuel, ses petits-enfants, M^{me} Renée Artus, sa belle-mère, Les familles parentes et alliées, Ses amis, Et la douleur de faire part du décès de

Maurice DOMINO, maître de conférences à l'université de Besançon.

survenu brutalement le 12 avril 1999.

46, rue de Maubeuge,
75009 Paris.

– M. Robert Bouton, son époux, Monique Bouton, Bernadette Bouton, Chantal et Angélo Bean, Annick et André Vanhollebeke, Brigitte et Alain Saint-Cricq, ses enfants, Raphaël, Anne-Sophie et Giovanni, Guillaume, Arnaud, Sébastien, Victor, Simon, ses petits-enfants, Monique Renou, sa sœur, Paquerette et Jacques Albrecht, Pierre et Monique Bouton, ses beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux, nièces, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Denyse BOUTON, née **PÉRINET,**

survenu le 13 avril 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 avril 1999, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Bourges (Cher).

13, rue Littré,
18000 Bourges.

– M^{me} Caron-Capraro, Ses enfants et petits-enfants, Les familles Caron, Billing, Balette, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Hugo CARON.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 avril 1999, à 15 h 30, en l'église Sainte-Marie-des-Fontenelles, à Nanterre.

Anne-Christine CHARTIER-BOURRELLY nous a quittés le 8 avril 1999, dans sa trentième année.

Les obsèques ont été célébrées le 14 avril, en la cathédrale Saint-Louis de Choisy-Le-Roi.

De la part de M. Julien Bourrelly, son époux, Grégoire, son fils, M. et M^{me} Jean-Louis Chartier, ses parents, M. et M^{me} Bernard Bourrelly, ses beaux-parents, M^{me} Louis Chartier, sa grand-mère, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Et toute la famille.

*« Le Seigneur a donné ;
Le Seigneur a repris ;
Que le Nom du Seigneur soit béni. »*
(Job, 1, 21).

8, avenue Anatole-France,
94600 Choisy-Le-Roi.

– Le président et la vice-présidente du Groupe CRI, La présidente et le vice-président de la CRI,

Le président et le vice-président de la CRI-Prévoyance,

Le président et le vice-président du conseil de surveillance d'Inter Expansion, Les membres des conseils de l'Association Groupe CRI, de la CRI, de la CRI-Prévoyance et d'Inter Expansion,

Ainsi que de toutes les institutions et sociétés du Groupe CRI,

La direction générale du Groupe CRI, expriment toute leur tristesse à la suite de la disparition de

M^{me} Josiane GEOFFARD-GOURMELON, administrateur de la CRI depuis le 4 décembre 1981, administrateur de la CRI-Prévoyance depuis le 21 juin 1995, dont elle fut présidente d'avril 1996 à juin 1997, membre du conseil de surveillance d'Inter Expansion depuis le 27 mars 1997.

Groupe CRI,
50, route de la Reine,
BP 85,
92105 Boulogne Cedex.

– Sa famille, Et ses amis ont la tristesse d'annoncer la disparition de

Dominique DULLIN, comédienne,

survenue le lundi 5 avril 1999.

Danièle Jauneau-Gauthier,
14, rue de la Corderie,
75003 Paris.

– Libourne. Bergerac. Marseille.

Jacques Jausseran, Michel et Christiane Jausseran, Fernande et Michel Vedel, ses enfants, Catherine Jausseran, Laurent Vedel et Véronique Roch, Benoît et Anne Vedel, ses petits-enfants, Les familles Robin et Jausseran, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Casimir JAUSSERAN, née **Charlotte SCHMIDT,** pupille de la nation,

survenu, à Marseille, le 7 avril 1999, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu le 10 avril, dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

93, boulevard Sakakini,
13005 Marseille.

– M^{me} Roger Picard, née Bianca Billi, son épouse, Le docteur et M^{me} Daniel Picard avec leur fils Alexis, M. et M^{me} Philippe Nizou, ses enfants, La comtesse Paolo de la Feld avec ses enfants et petits-enfants, M^{me} Gérard Bondu, ses sœurs, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Roger Georges PICARD, artiste-peintre, croix de guerre, médaillé de la Résistance,

survenu, le 12 avril 1999, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'incinération a eu lieu le 14 avril, au crématorium de Maintenon, dans la stricte intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

16, rue du Moulin,
78460 Chevreuse,
10, rue Frelon,
78460 Choisel,
714 Milldam Road
Baltimore MD 21286 USA.

– Didier, Yves et Annik Sicard, ses enfants, Marie-Noëlle et Martine, ses belles-filles, Florence, Emanuelle, Oriane, Frédéric, Karine, Coralie, ses petits-enfants, Camille, Alessandro, ses arrière-petits-enfants, Jacqueline Crolet, sa sœur, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Denise SICARD,

survenu le 13 avril 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 avril, à 11 heures, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Marnes-la-Coquette.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Guynemer,
75006 Paris,
39, rue de Grenelle,
75007 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Remerciements

– M^{me} Janine Lemoine, son épouse, M. et M^{me} Jean-François Lemoine et leurs enfants, Ainsi que toute la famille, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors des obsèques de

M. Pierre LEMOINE, chevalier de l'ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, membre de l'Institut des actuaires français, directeur honoraire de l'Institut des finances et des assurances, directeur général adjoint honoraire de l'UAP,

merciert tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Ils prient les personnes qui n'auraient pas été prévenues de bien vouloir les en excuser.

Anniversaires de décès

*« Nous regardons penchés nos sillages sans lune,
Un dieu toujours vivant nous retient à ses bords
Et souffle sur nos yeux la poussière des dunes,
La trace d'un visage ébloui se rendort... »*
Signes, Poèmes, 1944.

Il y a trente ans, le 16 avril 1969,

Jacques-Henri BEUCLER, professeur de lettres classiques,

disparaissait.

Trente ans de vivante absence pour les siens qui pensent à lui chaque jour.

Hélène Beucler,
Moulin de Vigne-Haute,
46500 Reilhac.

– A la mémoire de

Pierre-Frank NAUDET.

*« Je te l'ai dit pour les nuages
Je te l'ai dit pour l'arbre de la mer
Pour chaque vague pour les oiseaux dans les feuilles
Je te l'ai dit pour tes pensées pour tes paroles
Toute caresse toute confiance se survivent. »*
Paul Eluard.

L. Lissac.

Messes anniversaires

Colette LANGIGNON, psychanalyste,

œuvrait au centre Etienne-Marcel, à la Maison verte, aux Points cardinaux et, jadis, aux Cazottes.

Elle est morte le 24 avril 1992.

Son souvenir est vivant, et nous nous réunissons pour une messe en sa mémoire, le samedi 24 avril 1999, à 12 heures, en l'église Saint-Sulpice, chapelle de l'Assomption.

Conférences

– A l'invitation du Bnai-Brit Ben-Gourion, Maurice-Ruben Hayoun traitera du sujet suivant : « Le mal dans la kabbale : Origine et explications de l'« autre côté » (sitra avara) ». Salle des mariages de la mairie du 16^o arrondissement (71, avenue Henri-Martin, Paris-16^e). Le mercredi 21 avril 1999, à 20 h 15. Inscriptions : 01-40-82-26-33.

Conférences de l'ARAPS
Maison des sciences de l'homme,
54, boulevard Raspail,
salle 214, 19 h 15
Jean MENECHAL
**Soin psychique et politique :
risques et enjeux de l'étranger.**
Jedi 6 mai 1999

Cours

– Elève ENS donne cours philo, français, soutien scolaire, méthode, tous niveaux. 01-42-57-47-34.

Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Votre abonnement est prolongé chaque mois tacitement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous envoyant une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance

Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Vous êtes sur de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.P., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde s'*occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

SPÉCIAL VACANCES :

J'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : **0 803 022 021**

Bulletin d'abonnement

OUI, je désire m'abonner au *Monde* pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

M. Mme Mlle 901MQ002
Prénom :
Nom :
Adresse :
Code Postal : [] [] [] [] Ville :

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *Le Monde*.

Date et signature obligatoires :

Vous vous abonnez au *Monde* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant plus tard, à quelques publications avec lesquelles nous procédons à des échanges, sauf avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications, merci de nous le signaler.

Offre à retourner au *Monde* : Service Abonnements, 24 avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex - Tel: 01 42 17 32 90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER Le Monde 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05		
TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER			
Nom			
Prénom			
N°rue Ville		
Code postal [] [] [] []			
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)			
.....			
N°rue Ville		
Code postal [] [] [] []			
DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER			
Code Établissement	Code Guichet	N° de compte	Cle RTB

Recevez Le Monde chez vous pour seulement

173F* par mois



En vous abonnant au *Monde* vous êtes certain de ne manquer aucun rendez-vous avec l'actualité, aucun dossier, reportage, article correspondant à vos centres d'intérêt. Vous recevez bien sûr tous les suppléments et cahiers spéciaux à paraître dans l'année.

* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999.

AUJOUR'HUI

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999

SPORTS Les soutiens financiers des collectivités territoriales aux groupements sportifs professionnels devraient cesser fin 1999 en France. Du moins pour les clubs dont les re-

cettes privées et la masse salariale sont toutes deux supérieures à 2,5 millions de francs. ● CETTE ÉCHÉANCE se traduirait par de fortes contractions de budgets dans un bon

nombre de sports, particulièrement les disciplines de salle, où les clubs sont fortement dépendants de la manne publique pour leur fonctionnement. ● LEUR FAIBLE présence sur

les écrans n'encourage pas l'arrivée des sponsors et ne leur garantit pas de substantielles recettes en matière de droits de retransmission. ● LE GOUVERNEMENT veut relever les cri-

tères financiers à 7,5 millions de francs pour les recettes et 5 millions de francs pour la masse salariale. Il a rédigé un décret en ce sens, actuellement en examen au Conseil d'Etat.

La fin des subventions publiques menace des clubs professionnels

Le gouvernement tente de prolonger le principe de ces concours financiers dont dépendent les disciplines qui ont peu accès aux écrans de télévision. La faiblesse des ressources alternatives risque de mettre en péril l'existence de la plupart des sports de salle

Samedi 1^{er} janvier 2000. Le sport français est sens dessus-dessous. Des clubs de football ferment leurs centres de formation. Plusieurs équipes de basket-ball reviennent à la baisse leur train de vie, tout comme des formations de volley-ball. On évoque des arrêts d'activité chez certains clubs de rugby d'Elite 1... Fiction? Oui. Mais le trait est à peine grossi. Le 1^{er} janvier pourrait marquer la fin des subventions des collectivités territoriales aux groupements sportifs professionnels, dont les recettes privées et la masse salariale excèdent toutes deux 2,5 millions de francs. Ce qui pourrait provoquer quelques trous d'air financiers.

Pourrait... Car l'application de cette disposition, résultat d'un décret du 24 janvier 1996 (on évoque à son propos le terme de « circulaire Pasqua »), n'est pas acquise. Le gouvernement veut modifier ce dispositif. Pour ce faire, il a élaboré un texte annulant un décret du 11 mars 1986, qui fixait à 2,5 millions de francs le double seuil de recettes et salaires au-delà duquel un groupe-

ment sportif doit créer une Société anonyme à objet sportif (SAOS) ou d'économie mixte sportive (SEMS). Le nouveau texte vise à relever ces seuils à 7,5 millions de recettes privées et 5 millions de masse salariale. Il déplacerait, par contrecoup, le cap à partir duquel prennent fin les subventions.

Sous réserve de l'aval du Conseil d'Etat, à qui il a été soumis fin février, ce texte soulagerait nombre de clubs professionnels, largement dépendants de la manne publique et concernés par les anciens seuils. Particulièrement en Pro B de basket-ball et, à un degré moindre, dans le volley-ball. Ce futur décret soulève cependant quelques questions. Concernerait-il « les associations », comme le pense Pierre Coquand, président de la Ligue promotionnelle de volley-ball? Le relèvement des seuils, à partir desquels les subventions disparaissent, serait-il applicable aux clubs qui, ayant dépassé les critères fixés en 1996, ont créé des SAOS, ou des SEMS? A écouter le ministère de la jeunesse et de sports, ce sont plutôt les associations qui sont concernées.

Le tableau de bord

● **FOOTBALL.** Budget : 179,7 millions de francs en moyenne pour les clubs de D1 en 1998 (55,3 à 406,7 millions) ; 33,7 millions de francs pour les clubs de D2 (16 à 76,3 millions). Subventions publiques : 7,86 % en moyenne du budget en D1 ; 18,2 % en D2. Masse salariale : 60,9 millions de francs en moyenne en D1, soit 33 % du budget ; 40 % du budget en moyenne en D2. Dépassement des seuils de 2,5 millions de francs (recettes privées, masse salariale) : les clubs de D1 ; la plupart des clubs de D2.

● **RUGBY.** Budget : 8 à 30 millions de francs pour les 24 clubs d'Elite 1, « la majorité se situant entre 10 et 20 », selon la Ligue nationale de rugby. Subventions : elles peuvent dépasser 70 % du budget pour certains clubs. Elles représentent 5 % à 10 % pour les plus gros. Masse salariale : elle excède en général 2,5 millions de francs, même pour les 7 clubs avec statut d'association. Dépassement du double seuil : au moins 17 clubs.

● **BASKET-BALL.** Budget : 22,7 millions de francs en moyenne pour les clubs de Pro A masculine en 1998 (de 10,9 à 47,5 millions de francs) ; 5,8 millions de francs en moyenne en Pro B. Subventions : en moyenne 6,4 millions de francs en Pro A (de 3,9 à 14,5 millions de francs), soit 32 % des budgets (de 13 % à 67 %) ; en moyenne 3,4 millions de francs en Pro B, entre 37 % et 91 % du budget. Masse salariale : en moyenne 9,5 millions de francs en Pro A ; de 0,7 à 3,4 millions de francs en Pro B. Dépassement du double seuil : les clubs de Pro A ; cinq clubs sur dix-huit en Pro B.

● **VOLLEY-BALL.** Budget : 4,4 millions de francs en moyenne pour les clubs de Pro A masculine en 1998 (1,8 million à 8,8 millions) ; 1,5 million de francs en moyenne en Pro A féminine ; 3 millions de francs pour les clubs de Pro B masculine. Subventions : en moyenne 63 % des budgets en Pro A masculine (0,4 à 5,6 millions de francs) ; 72 % en moyenne des budgets en Pr A féminine ; 59,5 % des budgets en moyenne en Pro B masculine. Masse salariale : 0,55 million à 3,2 millions de francs en Pr A masculine ; 0,26 million à 2,1 millions de francs en Pro A féminine. Dépassement du double seuil : deux clubs de Pro A masculine, aucun en Pro A féminine ni en Pro B masculine.

● **HANDBALL.** Budget : de 1,9 million à 7 millions de francs pour les clubs de D1. Subventions : de 1,4 million à 4,7 millions de francs ; en moyenne 68 % des budgets. Dépassement du double seuil : aucun club de D1, les recettes privées s'éteignant de 0,4 million à 2,4 millions de francs.

L'ÉQUATION

« S'il le faut, on revient en association », avance Pierre Dumortier, président du directoire du Tourcoing Volley. La démarche serait « juridiquement » impossible, selon Aude Mazzela, chargée du contrôle de gestion à la Ligue nationale de rugby, qui précise : « SAOS et SEMS sont des structures apparentées à des sociétés commerciales, ne pouvant plus bénéficier de subventions. » Cela dit, même une association, qui organise des rencontres avec des joueurs qu'elle paie et au cours desquelles elle perçoit des recettes, ne devrait pas avoir « la possibilité de recevoir des concours financiers publics selon la jurisprudence du Conseil d'Etat », rappelle Jean Bayle-Lespitau, président de la Ligue nationale de basket-ball. Appliqué stricto sensu, cette mesure signerait l'arrêt de mort de nombreux clubs et même de certains sports tout court : basket, volley et handball.

On n'en est pas là. La question des aides publiques met néanmoins en exergue la faiblesse des ressources alternatives, particulièrement pour les sports disputés en salle. « Les recettes de matches ne sont pas très importantes et l'exposition à la télévision est faible, ce qui se traduit par peu de droits financiers et peu de financiers prêts à s'engager pour aider le club », souligne René



Les basketteurs de Montpellier (à gauche Henry Skeeter lors de la saison 1996-97) vont être relégués en Pro B faute de moyens financiers.

Richard, président du Ivry Handball et chargé des problèmes de l'Elite à la Fédération française de handball. L'équation vaut aussi dans le volley-ball et le basket-ball.

Il y a toujours la possibilité de passer avec les collectivités des contrats de prestations. Pré-achat de places, location d'espaces publi-

citaires sur les maillots et shorts... une pratique déjà largement en cours, mais l'exercice a ses limites. Les sommes payées par les collectivités doivent être « en adéquation avec la prestation », note Jean Bayle-Lespitau. Elles sont, de plus, soumises à la TVA. « Il y a aussi risque d'abus de biens sociaux en faisant

prendre en charge certaines dépenses par des partenaires extérieurs (des emplois par exemple) », ajoute Arnaud Dagorne.

C'est pourquoi, aux yeux de Pierre Coquand, s'« il est normal que l'argent public ne serve pas systématiquement » à payer des joueurs professionnels, « il faut conserver un

TROIS QUESTIONS À...

GEORGES FRÊCHE

1 **Montpellier, dont vous êtes maire et président de district, compte au moins cinq sports (football, basketball, handball, volley-ball, rugby) évoluant en première division. Comment jugez-vous l'obligation de ramener à zéro les subventions publiques fin 1999 ?**

Personnellement, en tant qu'élu, je suis pour et j'applique cette directive. Il fallait donner un coup d'arrêt à une dérive insupportable, qu'une entreprise de moralité soit enfin réalisée. Le sport de haut niveau ne peut être financé uniquement par les collectivités locales. Cette situation devenait d'ailleurs de plus en plus impossible à gérer avec le surenchérissement en cours dans le domaine sportif.

2 **Cette mesure condamne-t-elle certains sports ?**

A Montpellier, le football, avec un budget de 80 millions de francs, dont 6 millions de subventions, n'a pas de problème. Handball et volley-ball non plus (nous versions 5 et 4 millions de francs). En revanche, pour le basket, auquel nous avons donné jusqu'à 14 millions de francs sur un budget de 20 millions. Dans cette discipline, continuer à prétendre aux premiers rôles en Pro A supposait un budget de 60 millions. Nous avons appliqué la loi Pasqua cette année en versant 3,5 millions. Mais les recettes des matches et les droits télévision ne compensent pas ce manque à gagner. L'équipe, qui de plus est dernière du championnat, va descendre de division. Cela vaut aussi pour le rugby, auquel nous

donnons 2 millions et qui va devoir lui aussi changer de division.

3 **Le secteur privé doit-il prendre la relève des financements publics ?**

Une loi sur le mécénat sportif, facilitant fiscalement les financements par les entreprises, est nécessaire. Il ne faut cependant pas passer d'un extrême à l'autre. Un équilibre entre apports des entreprises, les recettes provenant des matches et subventions des collectivités doit être recherché. N'oublions pas la dimension sociale des clubs, en particulier l'insertion et la formation des jeunes, qui justifie pleinement le maintien de l'intervention de la collectivité locale.

Propos recueillis par Philippe Le Cœur

Les footballeurs de Bordeaux ont échoué devant la défense en béton du FC Lorient

SYLVAIN WILTORD n'a pas fini d'entendre parler de son escapade inopinée la semaine dernière. Au lieu de transpirer au centre d'entraînement du Haillan (Gironde), l'attaquant bordelais a préféré se rendre à Marseille pour assister à un concert de rap sans prévenir ses dirigeants.

Entre deux séances de travail et une envie subite de s'aérer les méninges, le meilleur buteur du championnat de France (19 buts) a choisi l'évasion. Sans regret puisque son entraîneur, Elie Baup, n'a pas jugé opportun de l'écartier pour la venue du FC Lorient, ni même de lui imposer une brève cure de modestie en le rivant sur le banc des remplaçants. Une sanction financière équivalente à 10 % de ses revenus mensuels est censée rappeler l'impétrant à ses responsabilités.

Il ne restait plus qu'à oublier l'épisode en obtenant un vingtième succès en championnat devant ces Lorientais qui dérivent vers la deuxième division. Mais voilà, le sort a choisi ce mercredi 14 avril et la 29^e journée du championnat pour briser l'élan bordelais et sa ligne d'attaque si prolifique depuis le début de la compétition.

Wiltord n'a pas réussi à dérouter la défense adverse, l'une des

plus permissives des dix-huit clubs de première division comme si l'air de la Provence avait tari son inspiration. Pour la deuxième fois seulement de la saison, Bordeaux a donc dû se contenter d'un résultat nul (0-0) au parc Lescur. Curieusement, c'est un autre mal-classé, le FC Sochaux, qui avait obtenu le même score (0-0), le 14 novembre 1998.

« L'affaire Wiltord ne nous a pas perturbés, mais le club aurait dû mieux le protéger en réglant ce cas en interne », a déploré le capitaine de l'équipe, Michel Pavon, avant de pester contre un calendrier trop distendu après avoir imposé

aux joueurs une cadence infernale pendant l'automne. « Quand on ne joue pas pendant dix jours, on a du mal à garder le rythme. » L'argument est un peu mièvre puisque le FC Lorient est soumis au même régime. A cinq étapes de la fin du championnat, Bordeaux reste toutefois en course pour le titre « à condition de retrouver nos valeurs », précise Elie Baup.

LA LUTTE CONTINUE

Sans doute songe-t-il à ces valeurs collectives qui gonflent les voiles du fringant troisième, l'Olympique lyonnais qui a signé à Montpellier (1-3) son troisième

succès consécutif, grâce notamment à un doublé d'Alain Caveglia. Avec désormais cent buts inscrits en première division, le capitaine de l'OL peut bomber le torse : « C'est le symbole de ma régularité au haut niveau. » L'AS Monaco reste dans la course à la quatrième place qualificative à la coupe de l'UEFA après son triomphe (3-0), à Auxerre. Triste saison pour les Bourguignons, qui viennent d'aligner quatre revers d'affilée à domicile et bienheureux Guy Roux qui serait limogé dans n'importe quel autre club après une série aussi calamiteuse. « Nous nous sommes mis en difficulté nous-mêmes », a diagnostiqué l'entraîneur au bonnet en fixant ses joueurs du regard.

Paris-Saint-Germain s'est momentanément préservé d'une nouvelle crise en échappant de peu à la défaite à Metz (1-1). Les arrêts réflexes de Bernard Lama ont préservé le frère échafaudage péniblement assemblé par l'entraîneur néophyte Philippe Bergeroo. Strasbourg et Le Havre, qui ont dominé respectivement Toulouse (2-0) et Nantes (2-1), se rapprochent de l'objectif maintien, mais la lutte continue, camarades.

Elie Barth

A l'origine, une question de Patrick Balkany

C'est une question au gouvernement, fin 1993, de Patrick Balkany, alors député RPR et maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), qui a conduit à la « circulaire Pasqua » sur les subventions publiques aux clubs sportifs professionnels. Travaillant à la création d'une société d'économie mixte pour le basket, M. Balkany voulait que soit précisée la légalité ou non de ces subventions. Le 14 février 1994, le ministre de l'intérieur a rappelé la loi du 2 mars 1982 : pas d'aide publique aux clubs professionnels, assimilés, quel que soit leur statut, à des sociétés commerciales. Les parlementaires ont néanmoins voulu ménager une période transitoire. D'où le décret du 24 janvier 1996 sur la réduction des subventions, pour tomber à 0 fin 1999. Ce texte vise les groupements dont recettes privées et rémunérations excèdent chacune 2,5 millions de francs.

minimum de subventions des collectivités ». Du fait notamment du « rôle social » des clubs, avancent les représentants des différents sports. « Considérons que, de ce fait, il y a dérogation de service public justifiant une dérogation à l'interdiction des subventions aux entreprises commerciales », suggère Jean Bayle-Lespitau, qui évoque « un plafond de 25 % à 30 % du budget » et la prise en compte « des efforts faits pour développer les recettes privées ». « Il faudrait différencier le taux selon les disciplines et les budgets, avec une partie variable en fonction de l'intérêt local », ajoute Arnaud Dagorne.

Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, a indiqué à plusieurs reprises qu'elle souhaite le maintien des subventions publiques aux groupements sportifs ayant une filiale professionnelle, sous certaines conditions (formation de jeunes, actions à caractère social, création d'emplois...). Ce souhait devrait être l'un des éléments de la loi sur le sport. Reste à savoir quand celle-ci sera examinée par les députés. « Certaines collectivités ont déjà commencé à préparer des budgets pour 2000 », prévient Arnaud Dagorne.

Ph. L. C.

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME** : l'Italien Michele Bartoli, de la formation Mapei, a gagné, mercredi 14 avril, la Flèche wallonne à l'issue d'une course disputée dans des conditions épouvantables en raison de la pluie, de la neige et du vent. Le numéro un mondial, qui s'est échappé à 80 km de l'arrivée, a devancé le Néerlandais Maarten Den Bakker (Rabobank) et le Belge Mario Aerts (Lotto). Le premier Français, Laurent Genty (BigMat Aubervilliers 93), a terminé 27^e.

■ **FOOTBALL** : Manchester United disputera la finale de la Coupe d'Angleterre contre Newcastle après avoir éliminé en demi-finale, mercredi 14 avril, le tenant du trophée, Arsenal (2-1 après prolongation).

■ LOTO

Résultats des tirages n° 30 effectués mercredi 14 avril.
Premier tirage : 21, 23, 32, 33, 34, 39, numéro complémentaire : 5. Rappports pour 6 numéros : 3 353 005 F (511 162,31 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 224 990 F, 34 299,50 € ; 5 numéros : 12 045 F, 1 836,24 € ; 4 numéros et le complémentaire : 444 F, 67,68 € ; 4 numéros : 222 F, 33,84 € ; 3 numéros et le complémentaire : 42 F, 6,40 € ; 3 numéros : 21 F, 3,20 €.
Second tirage : 17, 23, 29, 30, 32, 39, numéro complémentaire : 44. Rappports pour 6 numéros : 14 351 855 F (2 187 926,10 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 224 990 F, 34 299,50 € ; 5 numéros : 10 005 F, 1 525,25 € ; 4 numéros et le complémentaire : 392 F, 59,76 € ; 4 numéros : 196 F, 29,88 € ; 3 numéros et le complémentaire : 36 F, 5,48 € ; 3 numéros : 18 F, 2,74 €.

L'horloge biologique est indépendante des mécanismes de la vision

C'est la lumière qui permet au corps des mammifères de se régler sur un cycle de vingt-quatre heures. Mais ce « réglage » ne fait pas intervenir les cônes et les bâtonnets, cellules rétiniennes impliquées dans la perception visuelle

On savait déjà que 15 % des aveugles parviennent à garder une synchronisation de leur horloge interne, bien qu'ils ne perçoivent pas la lumière sur laquelle elle se cale. Plusieurs études récentes apportent un

début d'explication de ce curieux phénomène. Elles montrent que la « vision photique », celle qui renseigne sur le moment de la journée où l'on se trouve – et permet donc le réglage de cette horloge – passe par

un réseau neuronal totalement différent de celui qui, de la rétine au cerveau, intervient dans la « vision perceptive » qui sert à identifier l'environnement. Il existerait dans l'œil des mammifères des photorécepteurs

spécifiques pour réguler la réponse circadienne. Si l'on en croit des travaux précédemment publiés, ces récepteurs utiliseraient un photopigment dérivant de la vitamine A.

NOTRE HORLOGE interne, réglée par la lumière sur un cycle de 24 heures (le « rythme circadien ») correspondant à l'alternance du jour et de la nuit, peut-elle se passer des cônes et des bâtonnets rétiniens ? Autrement dit, les cellules sensorielles de la rétine, qui réagissent en présence d'une forte lumière (pour les cônes, impliqués dans la vision diurne) ou d'une faible lumière (dans le cas des bâtonnets, mis en jeu dans la vision nocturne), sont-elles responsables du fait que l'organisme des mammifères soit bien synchronisé ? Les revues *Science* (dans son édition du 16 avril) et *Nature* (dans le numéro du 15 avril) publient toutes deux des articles qui montrent qu'il n'en est rien : les fonctions de visualisation de l'environnement (vision perceptive) et de renseignement sur le moment de la journée où l'on se trouve (vision photique) font appel à deux réseaux neuronaux différents. La vision photique pourrait solliciter une chromoprotéine (association d'une protéine et d'un pigment) différente de celles intervenant dans la vision perceptive.

Une équipe britannico-espagnole, dirigée par Russell Foster (Imperial College of Science, Technology and Medicine, Londres), et qui signe deux articles dans le même numéro de *Science*, a raisonné pas à pas. Il n'y a aucun doute sur le fait que l'œil est la source primitive de l'information véhiculée par la lumière, qui permet le réglage de l'horloge interne, puisque la perte des deux yeux supprime cette dernière possibilité. On sait également que les projections rétiniennes par lesquelles transitent l'information lumineuse vers les centres visuels et circadiens sont bien distinctes et que la cécité visuelle due à une perte partielle en cônes et en bâtonnets n'entraîne pas nécessairement une atténuation de la réponse circadienne à la

lumière. Jusqu'ici, les conclusions n'avaient pas été au-delà d'un double constat : même avec un petit nombre de cônes et de bâtonnets, le système circadien des mammifères peut maintenir une sensibilité normale aux particules lumineuses (les photons) ; l'œil contient des photorécepteurs non identifiés qui interviennent directement ou indirectement dans l'action de la lumière sur le système circadien.

SOUSIS AVEUGLES

Pour aller plus loin, l'équipe de Russel Foster a utilisé comme modèle des souris apparemment aveugles à la lumière, puisqu'elles sont totalement dépourvues de bâtonnets, comme de cônes. Ces animaux transgéniques n'ont pas présenté d'atténuation de leur réponse comportementale circadienne à la stimulation lumineuse, ce que l'on appelle le photoentraînement. Cela signifie, selon l'équipe de Russell Foster, qu'il existe dans l'œil des mammifères des photorécepteurs différents des deux types classiques régulant la réponse circadienne. Selon des travaux précédemment publiés, ces récepteurs utiliseraient un photopigment dérivant de la vitamine A.

Dans le second article, l'équipe de Russell Foster a utilisé le même modèle de souris dépourvues des deux classes de photorécepteurs, cônes et bâtonnets, afin de voir si la stimulation lumineuse de la rétine par une source monochromatique entraînait, comme cela est le cas chez la souris normale, l'inhibition de la synthèse de mélatonine par la glande pinéale (voir ci-contre). C'est bien ce qui s'est produit : des cellules différentes des cônes et des bâtonnets, censées ne pas être directement sensibles à la lumière, peuvent agir comme photorécepteurs, ce qui suppose l'existence d'un photopigment également différent agissant dans ces cellules. Parmi les photo-

pigments suggérés tenir ce rôle, figurent ceux, classiques, de la famille opsine/vitamine A, et les cryptochromes Cry1 et Cry2, même si ceux-ci ne font pas l'unanimité.

Ces derniers sont des protéines de la famille des récepteurs à la lumière bleue, qui jouent chez les plantes le rôle d'entraînement de l'horloge biologique. Ils font l'objet de l'étude menée conjointement par l'équipe néerlandaise de Jan Hoeijmakers

(Erasmus University, Rotterdam) et celle, japonaise, d'Akira Yasui (Tohoku University, Sendai). Ce travail, publié dans *Nature* du 15 avril, a été conduit sur des souris mutantes dépourvues de ces protéines présentes à l'état normal dans le ganglion rétinien et la couche interne de la rétine. Dans des conditions d'exposition à la lumière normales, les souris ne possédant pas l'un des deux cryptochromes présentent une mo-

dification de la périodicité de leur activité locomotrice, soit dans le sens de l'accélération, soit dans celui du retard. Lorsque Cry1 et Cry2 sont tous deux absents, les animaux perdent instantanément la rythmicité de leur activité de libre cours. Les auteurs de l'article de *Nature* en concluent que ces deux cryptochromes sont essentiels au maintien des rythmes circadiens, mais ne peuvent en inférer que ces deux protéines sont bien les candidats recherchés comme photopigments.

Ces études, en particulier celles de Russell Foster et de ses collaborateurs, permettent de mieux comprendre celles menées chez l'homme par l'équipe Czeisler (Harvard University, Boston), explique Howard Cooper, directeur de recherches à l'unité 371 de l'INSERM (Lyon). Czeisler a montré, il y a quelques années, que si 85 % des aveugles avaient une cécité perceptive et photique, 15 % conservaient une vision photique leur permettant de synchroniser leur horloge interne.

Paul Benkimoun

Une synchronisation par la lumière

L'horloge biologique, synchronisée sur le rythme circadien, est un phénomène commun à tous les êtres vivants. Le rythme circadien est généré par la perception d'une information liée à la quantité de particules lumineuses (photons) reçues par la rétine, information transmise par une voie nerveuse, le tractus rétinio-hypothalamique, à une structure composée d'un groupe de neurones situés à la base du cerveau, le noyau suprachiasmatic. Des protéines, dont la synthèse dépend de gènes déjà identifiés pour partie (*Le Monde* du 29 septembre 1993 et du 22 mai 1997), constituent le signal déclenchant la sécrétion d'une hormone-clé, la mélatonine, par l'épiphysse ou glande pinéale, localisée au plafond du diencéphale chez les vertébrés. Cette sécrétion est supprimée par l'exposition à la lumière et se produit donc la nuit. La mélatonine renseigne ainsi en permanence l'organisme sur la durée du jour et de la nuit. Lors de voyages avec changements de fuseaux horaires, l'horloge interne va être perturbée et l'organisme subit le phénomène de décalage horaire.

Les autorités américaines envisagent un financement public des recherches sur l'embryon humain

LES BIOLOGISTES américains pourront-ils bénéficier, à court terme, de crédits publics pour mener des recherches sur l'embryon humain ? Alors que des responsables politiques et religieux s'opposent vigoureusement à une telle éventualité, un comité d'experts chargé de conseiller les autorités gouvernementales de Washington vient de rendre publics des conclusions très modérées.

Depuis 1994, une loi américaine interdit de verser de l'argent public aux équipes travaillant sur l'embryon humain. Cette situation est souvent qualifiée d'« hypocrite » par les chercheurs européens, dans la mesure où ces recherches ne sont pas interdites dès lors qu'elles sont financées par des fonds privés. L'annonce récente que des chercheurs américains avaient réussi à mettre en culture des cellules embryonnaires humaines « totipotentes » (ou cellules-souches), capables de se différencier et de donner naissance aux différents tissus de l'organisme humain (*Le Monde* du 7 novembre 1998), a bouleversé totalement les données du problème. Les espoirs thérapeutiques considérables ouverts par cette première, autant que les perspectives scientifiques et financières qui s'y rapportent, ont conduit les responsables des Instituts nationaux américains de la santé (NIH) à tout mettre en œuvre pour qu'un financement public soit au plus vite autorisé.

Une commission de treize experts désignés par Harold Varmus, Prix Nobel de médecine et directeur des NIH, vient de faire savoir dans quelles conditions un financement public pourrait, à l'avenir, être accordé aux équipes américaines volontaires pour s'engager au plus vite dans ce nouvel « eldorado scientifique ». Elle recommande, tout d'abord, d'interdire le financement de travaux qui se proposeraient

– comme le fait un avant-projet de loi belge (*Le Monde* du 7 janvier) – de créer des embryons humains à des fins exclusives de recherche, puis de les détruire après utilisation. Elle s'oppose, de la même manière, à la création d'embryons par clonage.

Les experts des NIH préconisent, en revanche, de ne pas interdire le financement de travaux portant sur des lignées de cellules totipotentes déjà existantes (obtenues dans le secteur privé), à la condition que ces lignées soient issues d'embryons humains conçus pour des couples stériles, mais ne faisant plus l'objet d'un « projet parental ». Dans le même ordre d'idées, un financement fédéral pourrait être accordé à des travaux sur des cellules totipotentes issues de fœtus provenant d'avortements ou de fausses couches.

CONTEXTE POLÉMIQUE

Cette prise de position s'inscrit dans un contexte hautement polémique. Plus de 75 membres du Congrès américain ont fait savoir qu'à leurs yeux la loi de 1994 s'applique bel et bien aux recherches sur les cellules embryonnaires totipotentes. Ils sont rejoints sur ce thème par plusieurs organisations religieuses et par les porte-parole des opposants à la pratique de l'interruption volontaire de grossesse. Le président Clinton a saisi la Commission nationale américaine de bioéthique.

En France, dans l'attente de la lecture prochaine des lois de bioéthique de 1994, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent dans la communauté scientifique pour obtenir un assouplissement des dispositions législatives actuelles qui interdisent, de facto, de faire de l'embryon humain un objet de recherche, quelle que soit son origine.

Jean-Yves Nau

LES avantages
qui rendent toute
la différence

La technologie informatique est un facteur déterminant dans la compétition que se livrent les entreprises.

Le partenariat entre Microsoft et Compaq vous permet d'opter pour une solution optimisée, à la pointe de la technologie, pour le meilleur résultat en termes de performance et de fiabilité. Parce que l'informatique de votre entreprise doit être le moteur de son succès.

Avec **Windows® NT® Workstation 4.0** installé sur un PC de la gamme Deskpro ou Armada, ou sur une Station de Travail de Compaq, vous disposez, d'une part, d'une interface graphique **simple à utiliser**, et d'autre part du système d'exploitation de bureau **Microsoft® le plus rapide et le plus fiable**. Vous pouvez désormais vous consacrer pleinement à l'essentiel : le succès de votre entreprise.

Compaq fournit déjà des PC prêts pour Windows 2000.
www.compaq.fr/produits/windows2000/
www.microsoft.com/france/windows2000/ready

Windows 2000 **PCs**

Fraîcheur, nuages et averses

VENDREDI, une vaste zone dépressionnaire étant située de la mer du Nord à la France, de l'air très froid d'altitude persistera sur notre pays. Le temps sera encore très instable et agité jusqu'à samedi, restant frais pour la saison.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les nuages resteront nombreux, avec de fréquentes averses et des orages locaux accompagnés de grêle ou de grésil. Il fera de 8 à 10 degrés l'après-midi.

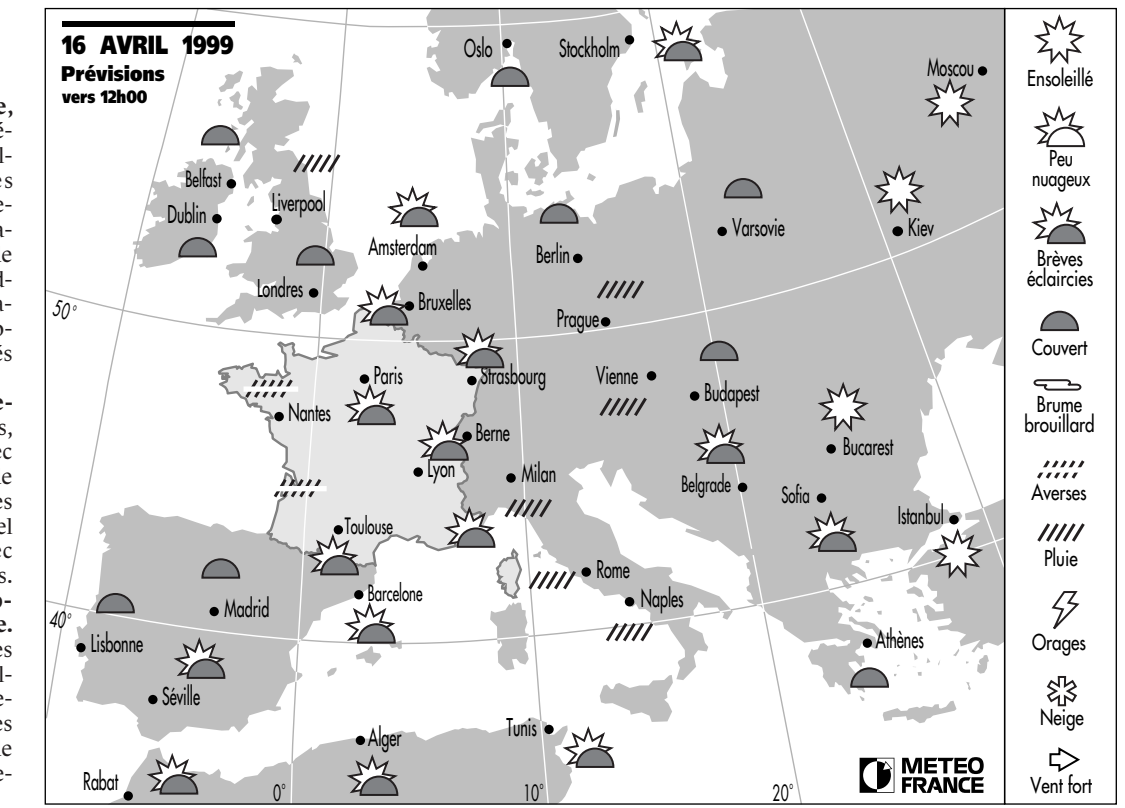
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les éclaircies du matin laisseront place à un ciel très nuageux l'après-midi, avec des averses et des orages locaux, parfois accompagnés de grêle ou de grésil. Il fera de 8 à 10 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les nuages et les éclaircies alterneront le matin, puis l'après-midi, le ciel sera très nuageux, avec des averses, localement orageuses. Il fera de 8 à 10 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur Midi-Pyrénées, les nuages et les éclaircies alterneront, avec des averses l'après-midi. Ailleurs, le temps sera très agité, avec des averses orageuses, accompagnées parfois de grêle ou de grésil. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort en rafales près des côtes. Le thermomètre marquera de 10 à 13 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur l'est de Rhône-Alpes, le ciel restera très nuageux, avec des averses de neige au-dessus de 700 mètres. Ailleurs, les éclaircies du matin laisseront place à un ciel très nuageux l'après-midi, avec des averses. Il fera de 8 à 11 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur le Languedoc-Roussillon, les nuages et les belles éclaircies alterneront. Ailleurs, les nuages seront nombreux, avec des ondées et un peu de neige au-dessus de 1 000 mètres. Il fera de 12 à 16 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AÉRIEN.** La compagnie irlandaise Ryanair doit ouvrir, jeudi 22 avril, deux nouvelles lignes au départ de Biarritz et Dinard vers Londres Stansted. Jusqu'au lundi 31 mai, l'aller-retour sera facturé 490 F (74,70 €), prix hors taxes. Ces liaisons s'ajouteront aux vols qui, de Beauvais, desservent Dublin quatre fois par jour et Glasgow (Prestwick) une fois par jour. Renseignements au 05-59-43-83-83 (Biarritz) et 02-99-46-18-46 (Dinard).

■ **FRANCE.** Parution de la 9^e édition du Guide des villes de congrès en France (un ouvrage bilingue français/anglais) qui recense plus de 533 établissements de réunions dont 64 centres de congrès, 151 établissements divers de réunions et 318 hôtels de séminaires répartis dans 42 villes. A noter dans cette édition 1999 quatre nouvelles destinations : Beaune, Besançon, Dijon et Pau. Renseignements au 01-42-65-10-01.

PRÉVISIONS POUR LE 16 AVRIL 1999

Table with 2 columns: City and Forecast. Includes cities like Nancy, Paris, Lyon, Marseille, etc.

Table with 2 columns: City and Forecast. Includes cities like Amsterdam, Berlin, Rome, etc.

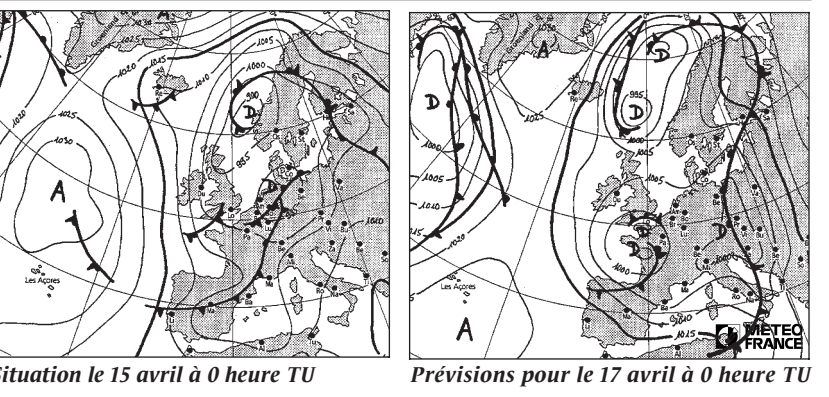
Table with 2 columns: City and Forecast. Includes cities like Moscow, London, Prague, etc.

Table with 2 columns: City and Forecast. Includes cities like Venice, Vienna, Mexico, etc.

Table with 2 columns: City and Forecast. Includes cities like Cairo, Marrakech, Nairobi, etc.

Table with 2 columns: City and Forecast. Includes cities like Bangkok, Bombay, Jakarta, etc.

Table with 2 columns: City and Forecast. Includes cities like Seoul, Singapore, Sydney, etc.



VENTES

Les années d'or des émaux de Longwy

LES ÉMAUX de Longwy, que l'on trouve sur toutes les brocantes, font partie des objets de collection naguère dédaignés des amateurs, hormis quelques passionnés qui ont su voir l'intérêt de ces pièces avant les autres. Parmi ces découvreurs, Jean-Michel Warren propose aujourd'hui aux enchères un ensemble représentatif de cette production qui sera vendu à Drouot vendredi 23 avril.

En Longovicie - ainsi appelle-t-on la région de Longwy, en Lorraine -, la mise au point des fameux émaux remonte aux années 1860-1870. Eugène Collinot, faïencier fasciné par l'Orient et ses céramiques, y trouve une double source d'inspiration : à la technique des faïences persanes du XVIII^e siècle, il allie le répertoire des formes et des glaçures de l'Orient et de l'Extrême-Orient. Sa méthode consiste à peindre les décors avec des émaux auxquels la cuisson conserve un léger relief qui accroche la lumière et enrichit les couleurs de nuances. C'est presque abusivement qu'ils ont été appelés émaux, en référence aux cloisonnés chinois, dont la pâte vitreuse (et non terreuse) est coulée dans un support métal-

lique. Ces décors nouveaux vont connaître un développement industriel. A Longwy, la manufacture Huart Frères les fabrique de 1866 à 1901, puis devient la Société anonyme des faïenceries de Longwy jusqu'en 1977. D'autres centres ont également produit des émaux semblables, notamment Gien à la même époque.

Les influences persane, indienne, chinoise ou japonaise marquent la majorité des pièces. Une des plus originales offre un décor tiré d'une estampe du maître japonais Hokusai à motif de héros sur fond craquelé, qui décore une jardinière montée sur bronze (30 000 F, 4 580 €).

IRRUPTION DE L'ART DÉCO

Un brûle-parfum à dominante turquoise mêle une forme traditionnelle des cloisonnés Ming, avec son couvercle surmonté d'un chien de Fô, à une polychromie d'inspiration persane (15 000 F, 2 290 €). Une jardinière en menuiserie déploie des panneaux de faïence ornés de motifs ottomans (10 000 F, 1 527 €).

Il s'agit là des prix les plus élevés, liés à la rareté des sujets et à la beauté des décors. De nom-

breuses autres pièces sont estimées entre 2 000 F et 7 000 F : une paire de vases d'inspiration indopersane (7 000 F, 1 069 €), une pendulette et deux bougeoirs de style Renaissance ornés d'un semis de fleurs chinoises (5 000 F, 763 €), une paire de vases bleu turquoise à décor en relief japonisant (3 000 F, 458 €).

Calendrier

- ANTIQUITÉS
● Bordeaux (Gironde), antiquités-brocante, place des Quinconces, du jeudi 15 avril au dimanche 9 mai, de 10 à 19 heures, 130 exposants, entrée libre.
● Gap (Hautes-Alpes), antiquités-brocante, centre-ville, du vendredi 16 au dimanche 18 avril, le vendredi de 14 à 19 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures, 30 exposants, entrée 10 F, 1,52 €.
● Revel (Haute-Garonne), antiquités-brocante, salle polyvalente, du vendredi 16 au dimanche 18 avril, de 10 à 19 heures, 55 exposants, entrée 10 F, 1,52 €.

Après la guerre de 1914, l'art déco s'infiltra dans les décors. Un vase de forme boule, typique de ce style, est orné du semis de fleurs chinois qui est un succès de Longwy, redistribué dans une stylisation géométrique au goût du jour (2 500 F, 381 €). Un petit vase 1925, avec des sections hexagonales à pans, alterne des craquelés unis et

- Guebwiller (Haut-Rhin), antiquités-brocante, centre-ville, du vendredi 16 au dimanche 18 avril, le vendredi de 14 à 19 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures, 26 exposants, entrée 10 F, 1,52 €.
● Moulins (Allier), parc expo, quartier Villars, du samedi 17 au dimanche 18 avril, de 9 h 30 à 19 heures, 45 exposants, entrée 20 F, 3,05 €.
● Rumilly-lès-Vaudes (Aube), antiquités-brocante, au Manoir, samedi 17 et dimanche 18 avril, de 8 à 20 heures, 50 exposants, entrée 12 F, 1,83 €.
● Ivry-la-Bataille (Eure), antiquités-brocante, salle polyvalente, samedi 17 et dimanche 18 avril, de 9 à 18 heures, entrée 15 F, 2,29 €.

des panneaux à semis (700 F, 106 €). Si le décor et la rareté restent les principaux critères de valeur, les dimensions des céramiques influent également sur les prix, et on trouve de nombreuses petites pièces à moins de 1 000 F, 152,44 € : assiette à décor naturaliste japonisant (500 F, 76 €), vase

- Veigné (Indre-et-Loire), Salon national de l'antiquité, salle des fêtes, samedi 17 et dimanche 18 avril, de 10 à 19 heures, 30 exposants, entrée 20 F, 3,05 €.
● Villefranche-sur-Saône (Rhône), Salon des antiquaires, parc expo, samedi 17 et dimanche 18 avril, de 9 à 20 heures, 75 exposants, entrée 35 F, 5,34 €.
COLLECTIONS
● Thury-Harcourt (Calvados), antiquités-brocante, modèles réduits, salle du gymnase, samedi 17 et dimanche 18 avril, de 9 h 30 à 18 h 30, 50 exposants, entrée 10 F, 1,52 €.
● Sarzay (Indre), au château de Sarzay, samedi 17 avril, de 9 à 19 heures, 22 exposants, entrée 20 F, 3,05 €.

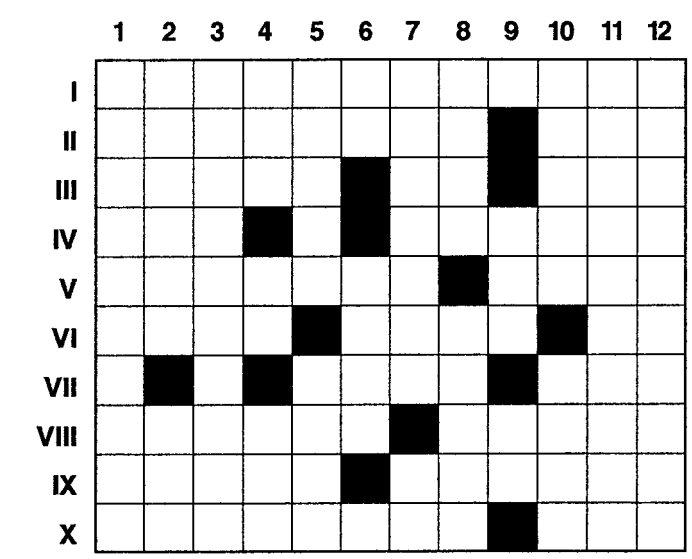
art déco (800 F, 122 €), moineaux décoratifs d'esprit art déco (700 F, 106 €), porte-savon à motif en relief (200 F, 30 €).

- ★ Drouot-Richelieu, vendredi 23 avril. Exposition la veille de 11 heures à 18 heures. Le matin de la vente de 11 heures à 12 heures. Étude Binoche 5, rue La Boétie, 75008 Paris, tél. : 01-47-42-78-01. Expert : Jacques Peiffer, Château-Saint-Jean-l'Aigle 54400 Herse- range, tél. : 03-82-24-58-20.
■ MOBILIER. Du mobilier français et italien du XVIII^e siècle sera présenté, du lundi 19 au jeudi 22 avril, dans les locaux parisiens de Christie's. Les pièces maîtresses sont une commode Louis XVI estampillée Garnier, d'après un dessin de Brongniart (de 5 à 8 millions de francs, de 753 359 à 1 221 374 €) et une paire de consoles du Palais Borghèse à Rome, ornées de plateaux en mosaïque (de 6 à 9 millions de francs, de 916 030 à 1 374 045 €).
★ Christie's, 6, rue Paul-Baudry, 75008 Paris. Du 19 au 22 avril, de 10 heures à 18 heures.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99090

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

I. Les écolos sont intraitables sur ce sujet. - II. Travaille à la circulation souterraine. Commun en Méditerranée. - III. Vint en Europe et s'installa en Irlande. Grecque. Alliance du lion et des chevrons. - IV. Part de la couronne. Il faut le transmettre à toute vitesse. - V. Journaliste inspiré par sa femme de chambre. Terrains à bâtir. - VI. Assure la sortie. Met de la retenue dans ses propos. Mesure. - VII. Releva. Coup nul. - VIII. C'est déjà un bon départ. A crié comme

VERTICALEMENT

1. Pour être sûr qu'il arrive à bon port. - 2. Meneuse d'hommes. Entends, mais plus beaucoup aujourd'hui. - 3. Qui sont prêtes à accepter. - 4. Coup de chaleur. Mises en boîte. Ouverture nipponne sur le large. - 5. Singe-araignée. Assemblée générale de caradinaux. - 6. Romains. Cadeau du vainqueur

au vaincu. - 7. Que l'on retrouvera mot à mot. Article. - 8. Grand lac. Bonnard, Vuillard et leurs copains. - 9. Cadeau empoisonné. Appréciation en marge. - 10. Dans la banlieue d'Helsinki. Bien occupé. - 11. Comme une voix venue des fosses. - 12. Même importante, elle ne fait que l'intermédiaire.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99089

HORIZONTELEMENT
I. Adjudication. - II. Piétine. Eole. - III. Pet. Snif. - IV. Asociales. Vé. - V. Renan. Eroder. - VI. Stéarine. - VII. TP. Asp. Spi. - VIII. Eedi (idée). Ré. Niet. - IX. Usurière. Gui. - X. Recensement.

VERTICALEMENT

1. Appareteur. - 2. Dièse. Pèse. - 3. Jetons. Duc. - 4. Ut. Cataire. - 5. Divines. In. - 6. In. Après. - 7. Cellérière. - 8. Eric. Em. - 9. Teson. - 10. Ion. Design. - 11. Olive. Peut. - 12. Néfertiti.

L'ART EN QUESTION

N° 113 En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

Femme fatale

LE CYCLE du roi Arthur et des chevaliers de la Table ronde est une source d'inspiration majeure pour Edward Burne-Jones, peintre anglais attaché au courant préraphaélite. L'épisode représenté ici montre Nimue, appelée aussi Viviane, qui vient de prendre Merlin au piège et lui vole son grimoire. Elle négocie l'amour de l'enchantement en échange de son savoir. La sinuosité de la silhouette de la femme est soulignée par les torsions de la végétation.

Avec son ami Dante Gabriel Rossetti, le peintre britannique Edward Burne-Jones élabore l'image de la femme préraphaélite, longiligne, à la chevelure flamboyante. Deux femmes ont été à la source de cette image féminine. Il s'agit de :
● Jane Burden ?
● Julia Margaret Cameron ?
● Elisabeth Siddal ?

Réponse dans Le Monde du 23 avril

Solution du jeu n° 112 paru dans Le Monde du 9 avril

Le poème de Paul Eluard, illustré par Fernand Léger, s'intitule Poésie et vérité (1942). L'Honneur des poètes (1943) regroupe un collectif de poètes engagés contre l'occupant, Jour de colère (1942) est de Pierre Emmanuel.



Edward Burne-Jones (1833-1898), « L'Enchantement de Merlin » (1874), huile sur toile, 18,6 x 11 cm, Liverpool, National Museums and Galleries, Walker Art Gallery. Au Musée d'Orsay, à Paris, pour l'exposition « Edward Burne-Jones (1833-1898). Un maître anglais de l'imagination », jusqu'au 6 juin.

Le Monde DES LIVRES

LITTÉRATURE

ESSAIS

VENDREDI 9 AVRIL 1999



LE « SIRINELLI-COUTY »
Le Feuilleton
de Pierre Lepape
page II



ÉRIC CHEVILLARD
page III



EMMANUEL ADELY
page IV



RODNEY HALL
page V



WITTGENSTEIN
La chronique
de Roger-Pol Droit
page VI

QUESTIONS GAY
De Proust à Foucault,
Didier Eribon fait
le point sur l'homosexualité,
en conjuguant les méthodes
de Sartre et de Bourdieu
page VI

Gustaw Herling au-dessous du volcan

C'est à l'écart de lui-même que l'écrivain s'est placé pour rédiger le deuxième volume de son « journal écrit la nuit ». Là où il scrute ses tremblements intérieurs. L'écart, c'est aussi celui de la fiction, de ses nouvelles, ses « variations sur les ténèbres », le Mal, l'inhumanité

Le premier volume de son *Journal écrit la nuit* (1), il avait décidé de l'ouvrir sur la destruction de la famille du philosophe italien Benedetto Croce, lors d'un tremblement de terre. « C'était pour signifier au lecteur que la ville que j'ai choisie pour vivre, c'est Naples. Naples et ses tremblements. Et pour lui dire que si mon journal, je l'avoue, n'est pas toujours écrit la nuit, il l'est en tout cas "au-dessous du volcan" ». Ainsi parle Gustaw Herling sur les hauteurs de la ville où il s'est exilé depuis 1955, dans le « palazzo » qu'occupa jadis le père de sa femme – Benedetto Croce, justement. Et sur ce, il est rare que l'écrivain polonais ne prenne pas le soin d'illustrer dans un même élan son pays natal et l'atmosphère enivrée du roman de Malcolm Lowry (*Au-dessous du volcan*) par un verre de vodka avalée cul sec. Sa silhouette colossale, dans ces moments-là, s'anime d'un rire énorme. Depuis la parution en 1951 de son récit essentiel et splendide, *Un monde à part* (2), premier témoignage jamais publié sur l'univers concentrationnaire soviétique, on dirait que ce rescapé du Goulag (qui avait participé en 1944, dans l'armée

polonaise du général Anders, à la bataille de Monte-Cassino) n'a cessé de se mettre, d'une autre façon, « à part ». Non pas en se retirant du monde, car son retour des camps et son enracinement italien n'ont rien changé de son exceptionnelle attention au réel comme à la littérature qui sait l'intercepter. Régulièrement, d'ailleurs, il signe dans des revues ou des journaux sur l'art, la philosophie ou la politique, à consacrer un essai (non traduit) à Simone Weil et a longtemps contribué à *Kultura*, la revue de la dissidence polonaise en exil. Mais dans les quatre autres livres qu'il a publiés depuis *Un monde à part*, parmi lesquels trois recueils de nouvelles, Herling, aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans, semble se placer légèrement à l'écart de lui-même, dans une sorte d'« espace du dedans » d'où il pourrait mieux observer la vérité des choses. L'écart, ou le « dedans », c'est ce dont témoigne le deuxième volume du *Journal écrit la nuit* qui vient de paraître en français. De 1986 à 1992, les années défilent en tête de chapitre mais à l'intérieur, Herling résiste au temps qui passe. On trouvera rarement une allusion directe, au cours du *Journal*, à l'actualité immédiate. Les phénomènes fugitifs ne font figure d'événement que par leur capacité à durer dans ses propres réflexions. Ce qui intéresse Herling dans son *Journal écrit la nuit*,

c'est moins le jour que les pensées qui le scrutent et le prolongent, la nuit. Ce sont, là encore, les « tremblements » intérieurs. Ce sont, ces dernières années, « les perles de Vermeer », comme l'indique le titre de ce deuxième volume. Dans plusieurs passages admirables, Herling revient en vrac, entre mille choses, sur Tchekhov et « son œuvre faite de riens », sur Pirandello et sa « nostalgie profondément enfouie des choses perdues à jamais »,

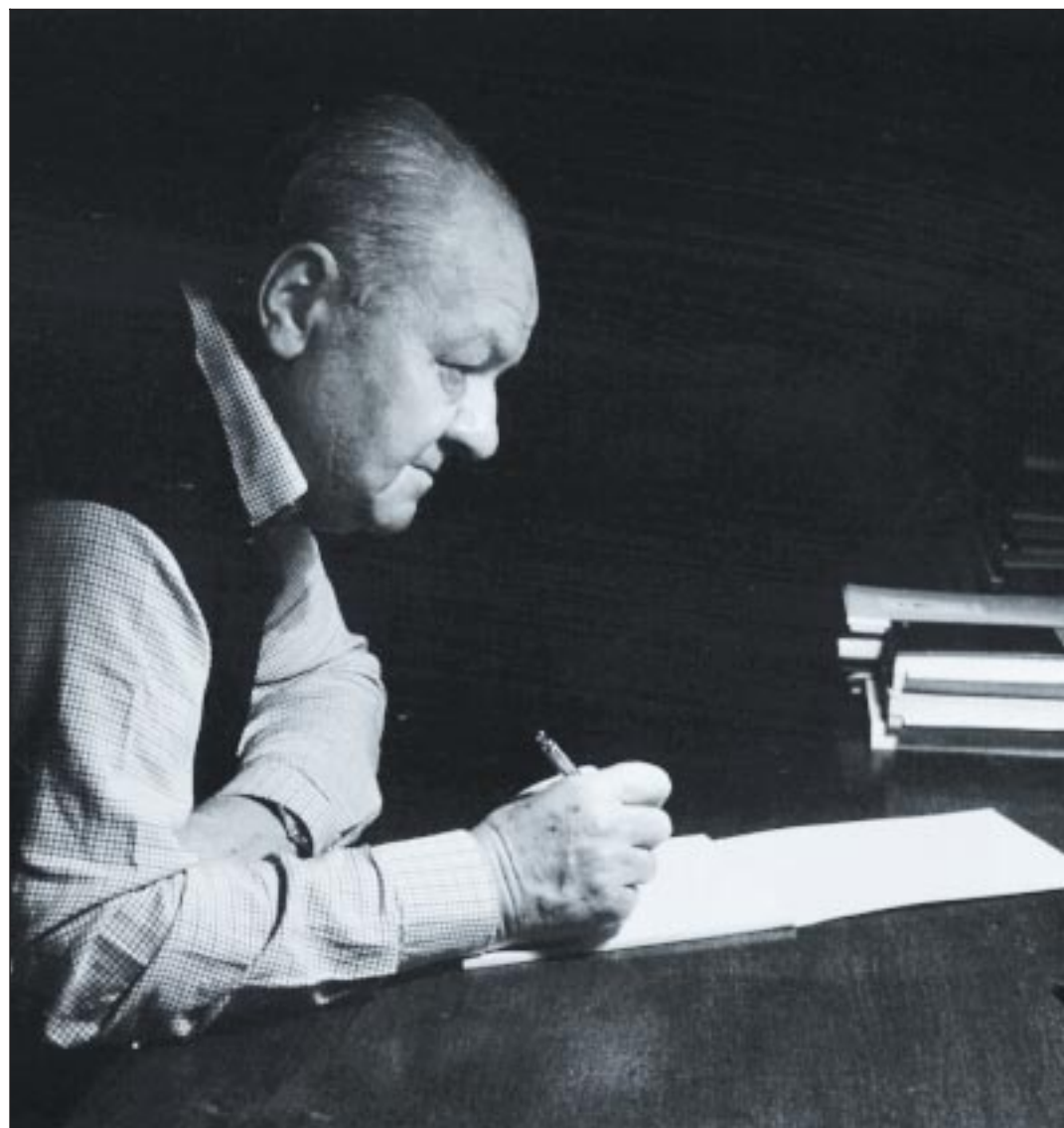
portant – si difficile à pénétrer –, c'est, et ça a toujours été, la zone limite, la « ligne d'ombre » de Conrad, la survie immobile au milieu d'éléments aux aguets. Les deux premières nouvelles évoquent, cette fois sur un mode ésotérique et fantastico-gothique – la faculté du « mauvais œil », l'exorcisme, le pouvoir illimité des rêves –, cette même interrogation sur le Mal. Mais c'est dans « Beata, Santa » que l'écrivain est, pour ainsi dire, « au complet ». A l'origine du récit, il y a l'indignation face à l'appel de Jean Paul II aux femmes bosniaques violées de porter à terme les enfants conçus. Mais l'écrivain, embarqué par son personnage, a fait d'une protestation militante, presque devenue lieu commun, une fiction captivante. C'est la première fois que Gustaw Herling entremêle, avec cette ampleur élégante qui caractérise ses écrits, la littérature et un sujet journalistique qui lui semblait à lui-même, comme il dit, « dépourvu de noblesse ». A la fin de l'entretien avec son amie, l'écrivain Edith de la Héronnière, publié en guise de postface aux *Variations sur les ténèbres*, Gustaw Herling évoque Primo Levi, à qui il a souvent été comparé, et Chalamov, qui passa vingt ans dans l'enfer de la Kolyma. Chalamov, écrit Herling (en précisant modestement qu'il

n'en eut, lui, « que » pour deux ans), avait compris que le seul moyen de s'en sortir, « au cœur de ce Mal terrible », c'était la solitude. « Moi, j'ai fait de même, note Herling. J'ai recherché la solitude chaque fois que j'ai pu. (...) Par exemple, lorsque tous allaient dormir, je ne m'endormais pas. Je restais seul et éveillé. J'ai intitulé un chapitre d'*Un monde à part* "La tombée de la nuit". Les prisonniers, en dormant, étaient tous très agités par leurs rêves. Je les écoutais et ne pouvais m'endormir. J'étais alors heureux d'être seul durant quelques heures. » Déjà, Gustaw Herling se mettait à l'écart, sous le volcan, à l'écoute de ses tremblements. Déjà, comme dans le journal qu'il allait entamer, il attendait la nuit.

(1) Gallimard, « L'Arpenteur », 1989
(2) Denoël, 1985

LES PERLES DE VERMEER
Journal écrit la nuit 1986-1992
de Gustaw Herling.
Traduit du polonais
par Thérèse Douchy,
Seuil « Solo », 240 p.,
120 F (18,29 €).

VARIATIONS SUR LES TÉNÉBRES
de Gustaw Herling.
Traduit par Thérèse Douchy,
Seuil « Solo », 174 p.,
98 F (14,94 €).

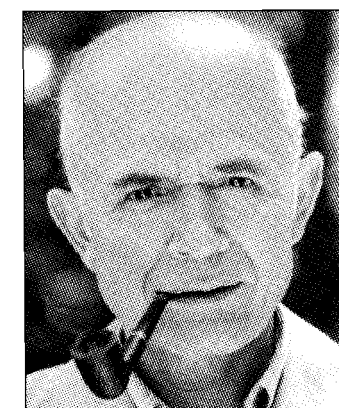


FRANÇOIS BOTT

FRANÇOIS BOTT

LES ÉTÉS DE LA VIE

CINQUANTE-SIX ESQUISSES
POUR LE ROMAN D'UNE SAISON



L'ARPENTEUR

GALLIMARD

Chevillard et ses doubles

A travers Thomas Pilaster et son exégète, le romancier propose d'observer les « mécanismes à l'œuvre » dans son écriture. Rencontre

L'ŒUVRE POSTHUME DE THOMAS PILASTER
d'Eric Chevillard.
Minuit, 190 p., 78 F (11,89 €).

Thomas Pilaster, vous vous souvenez ? Quel trajet, de *Mots confits mots contus* à son dernier roman, *La Pointe des corbeaux* ! D'autres titres, *Fabrique d'extraits élaborés dans la vapeur* et dans le vide, ou *Etude de babouche pour la mort de Sardana-pale*, rappellent le moraliste et le critique d'art... Thomas Pilaster n'existe pas plus que son sosie teigneux, Marc-Antoine Marson, commentateur de son œuvre posthume – même si, dans ce double exercice d'autodérision, au brio étourdissant et à l'humour ravageur, Chevillard glisse quelques traits personnels, par « goût du jeu, de l'énigme ».

Ecrivain discret, Eric Chevillard pense sans doute, comme Pilaster, qu'un romancier n'est pas plus intéressant hors de ses livres « qu'un confiseur hors de sa confiserie ». Seul repère biographique : il est né en 1964 à La Roche-sur-Yon, dans l'hôpital où, la même année, devait mourir le peintre Gaston Chassaï, cité en exergue de *Préhistorie*. « On s'est croisés, dit-il, ça m'a touché comme une coïncidence. Chassaï était un épistolier incroyable. Il chroniquait son village, avec le plus grand sérieux, pour Paulhan, Queneau, Dubuffet. C'est hilarant et très naturel, comme sa peinture, avec un peu de rouerie qui le rend très attachant et lui permet d'échapper à la condescendance de ses protecteurs. La seule chose qui l'apparente à l'art brut, c'est la pauvreté de ses moyens, et son insouciance absolue des canons de l'académisme ».

Cette insouciance-là, Chevillard la retrouve, grâce à une sorte de folie inventive et douce qui parcourt ses livres. « J'essaie de pou-

ser à l'excès, jusqu'à l'absurde, toutes les logiques en œuvre dans cette culture qui nous a formés presque malgré nous. On peut retrouver une forme de naïveté, de fraîcheur en exacerbant tout cela. » Ainsi des romans jubilatoires nous entraînent à la suite de héros qui veulent renverser l'ordre des choses, comme Crab, qui, dans *Un fantôme*, « songe à des réformes radicales », Furne, qui, dans *Le Caoutchouc* décidément, est « hostile au principe des giboules de mars », ou comme le narrateur qui finit par entraîner un groupe d'amis *Au plafond*, dans un continent vierge et sans limites. « L'humour est une des formes de la poésie, et produit les mêmes effets : déréaliser, et désarmer le lecteur, qui est corps et âme dans sa lecture. Les grands écrivains – Sterne, Swift – sont aussi des humoristes. »

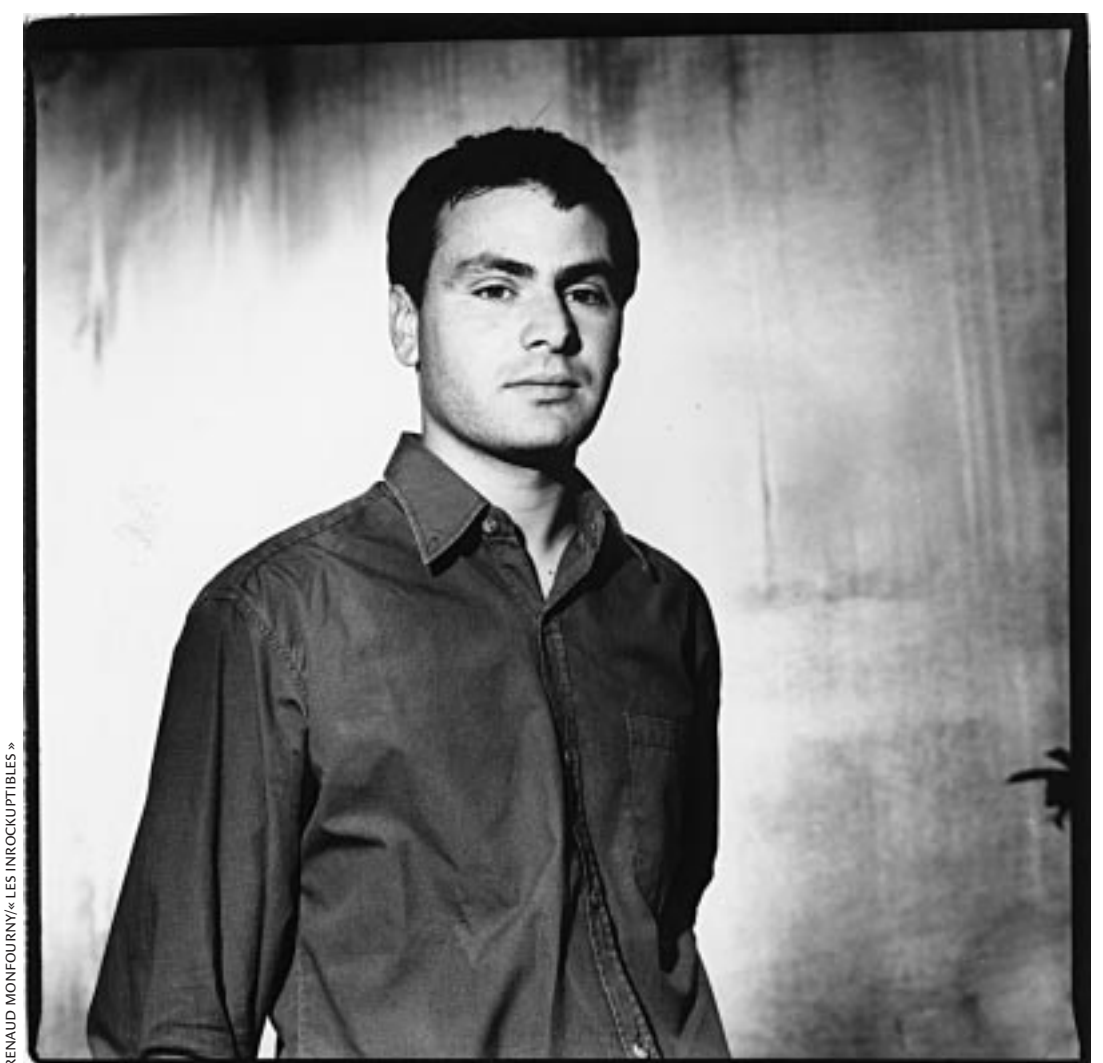
« J'ai trouvé ma manière très brusquement, se souvient-il, c'est bizarre, lorsque j'ai commencé à écrire la nuit. J'étais étudiant à Nantes. Je me suis rendu compte que ce temps suspendu était le moment idéal pour moi. Est-ce lié à cette expérience ou à une certaine maturité ? J'ai écrit alors un texte, très imparfait mais original, que j'ai envoyé aux Editions de Minuit : on m'a, chaleureusement, conseillé de le remanier. C'était un texte presque illisible, d'une densité oppressante, qui abondait en aphorismes. J'ai eu l'idée de cet agoni-sant de Mourir m'enrhume. C'est comme cela que j'ai commencé à écrire des romans. »

« Auparavant, j'écrivais des poèmes, des proses poétiques. Je me souviens avoir écrit des textes qui me paraissaient ressembler fort au Cornet à dés de Max Jacob. Ensuite j'ai lu Beckett et Michaux et, tout en percevant la distance qui me séparait d'eux, j'ai senti comme un appel d'air : c'était par là qu'il fallait aller. » Depuis, Chevillard continue d'écrire la nuit. « J'ai alors le

sentiment d'être à l'abri. L'angoisse, comme je suis en train d'écrire, je la mets au travail au lieu de la subir. » Parce que son premier livre, publié à la fin de ses études de lettres, lui a donné une modeste « autonomie financière », Chevillard a choisi de se consacrer à l'écriture. « J'aurais pu, envisage-t-il, être journaliste ou professeur. Mais je redoutais, dans ces métiers trop proches, la recherche d'efficacité immédiate. Je me suis protégé, en croyant être en possession d'un instrument de musique très fragile. »

SOUS LE SIGNE DE BORGES...
Dans la journée, Chevillard garde sur lui un carnet qu'il sort « plus discrètement que Pilaster. J'aime beaucoup les écrivains qui notent : Perros, Scutenaire. Je ne tiens pas de journal à proprement parler. La note prise dans la journée se retrouve le soir dans le livre que je suis en train d'écrire. La plupart des écrivains préfèrent raboter les digressions, moi je prends le risque de détourner l'attention. C'est vrai qu'il est plus facile de sortir de son propos que d'y revenir : on peut le quitter dans une sorte d'emballage, on n'y revient jamais que de façon très consciente, très maîtrisée ».

A l'inverse de Pilaster, Chevillard ne garde dans ses tiroirs d'écrivain ni archives, ni brouillons, ni « scories », ni « rebuts ». « Sur le plan pratique, j'écris extrêmement lentement : trois ou quatre phrases par nuit. A l'intérieur d'une phrase, il peut y avoir des accélérations déliantes : je me mets moi-même en danger, comme si je sabotais ma phrase et que j'essayais ensuite de désamorcer tout ce qui la menace. Je ne la lâche que lorsque j'en suis satisfait : je ne rature pas, j'efface. Le manuscrit final du livre est le livre : tous les états antérieurs ont été supprimés. » L'Œuvre posthume de Thomas Pilaster est une construction sidérante de textes



Plutôt qu'un « comment j'ai écrit certains de mes livres », Eric Chevillard suggère un « comment j'aimerais que soient lus mes livres »

en miroirs, sous le signe de Borges et de Nabokov, nés en 1899. « Nabokov : voilà, dit-il, un romancier extrêmement puissant qui a la subtilité et la délicatesse des poètes. C'est un des écrivains qui me confirment que l'émotion est aussi un fruit de l'intelligence. » Comme *Feu pâle*, Pilaster met en relation l'appareil critique et des textes appartenant aux genres les plus divers : journal, roman policier, monologue théâtral apocalyptique, tercets – même si Chevillard préfère la poésie « hors du poème, rendue à la phrase ».

A travers ses doubles improbables, l'écrivain et son exégète,

Chevillard propose d'observer les « mécanismes à l'œuvre » dans son écriture : pour lui, comme pour Ramón Gómez de la Serna ou Malcolm de Chazal, « l'important, c'est l'analogie ». Elle est au cœur de son travail. Mais plutôt qu'un « comment j'ai écrit certains de mes livres », à la manière de Rous-sel – voire de Ponge –, il suggère un « comment j'aimerais que soient lus mes livres. Il faudrait toujours cette tension d'esprit dont parle Lautréamont au début des *Chants de Maldoror*. » Qu'opposer au réel, sinon une série infinie de questions ? Autant d'hippo-campes ! « J'ai toujours été interlo-

qué par l'hippocampe, c'est comme si sa forme même, celle d'un grand point d'interrogation, incarnait ma stupéfaction. » C'est cette incertitude que se renvoie Pilaster et Marson, deux noms pour dramatiser « un combat intérieur », implicite dans les autres livres. « Quand j'écris, je m'expose à mon insatisfaction chronique. Cette voix perfide et sarcastique qui s'élève tout de suite pour se moquer, c'est un peu le corbeau d'Edgar Poe qu'on a tous sur l'épaule et qui dit : "A quoi bon, à quoi bon ?" Il faut lui tordre le cou, à ce corbeau, si on veut écrire. »

Monique Petillon

Condamnés à l'errance

Un très beau récit autobiographique où Adélaïde Blasquez relate la tragédie des « personnes déplacées »

LE BEL EXIL
d'Adélaïde Blasquez.
Grasset, 340 p., 125 F (19,05 €).

Trois générations. Au centre, la narratrice prise entre le passé – sa mère – et l'avenir – sa fille. Exils et séparations. Les malheurs répétés, les espoirs toujours reportés. L'importance de la mémoire pour la compréhension des vies exposées aux aléas de l'histoire. Avec le récit des déplacements d'une famille, une fresque du siècle qui s'achève. Avènement du communisme, guerre d'Espagne, montée puis triomphe du nazisme, l'Europe sous le joug, le retour à la liberté assez relative quand il s'agit d'obtenir une carte de séjour.

La mère de la narratrice, Emma Fischer, est née en 1908 d'une mère allemande qui lui a donné son nom et d'un père juif hongrois. Il mourra en lui montrant deux photos, Hitler et le Christ : « Celui-ci et ses pareils vaincront celui-là. » D'Emma, sa fille dira un jour qu'« elle a traversé quatre guerres, souffert nombre d'amants, possédé quelques maris et vécu plusieurs morts ». Emma, venue à Oviédo comme préceptrice des enfants d'un diplomate espagnol, fait la connaissance d'un lieutenant lors de ses sorties dans cette ville de garnison. Enceinte, elle est rejetée par la famille du lieutenant. A l'exception de la mère – « Aujourd'hui le mal est fait. Il faut le réparer. »

Et Emma Fischer épouse Pepe Martin Blazquez. Il obtient un poste au Maroc auprès de Francisco Franco, un général « rongé par l'ennui » qu'il retrouve plus tard, quand, s'étant rangé « dans le maigre troupeau de ceux qui pensent mal », il rejoint les combattants républicains et que son « leitmotiv entre 1934 et 1936 devient : "Il ne faut pas qu'ils nous

attrapent vivants ». Aura-t-il des remords « d'avoir abandonné Madrid en flammes » ? A l'heure où il s'agit de fuir les franquistes, Pepe ne pense qu'à « une Autre Femme ». Non pas une personne de chair et de sang. Pour « cet Espagnol arrivé à l'âge des bilans », cette « autre femme », c'est la France, laquelle, « terre d'asile mais non d'excès, s'empressera de moucher de la belle façon ce vaincu sans importance collective ». Ce n'est pas la seule des errances d'Emma, de Pepe, de leur fils Alejo, de leur fille qui en fait le récit – et n'est pas sans parenté avec la romancière, elle aussi née d'une mère bavaroise et d'un père castillan.

Elle aussi fera partie de ceux qu'« on appelle pudiquement les "personnes déplacées"... les victimes des couacs de l'Histoire », ceux qui se retrouveront à Paris « dans une maison occupée en majorité par des émigrants en état de choc, accourus des divers foyers d'apocalypse de l'Europe ».

PÉRIPLE DU MALHEUR

Venue avec ses enfants à Munich au chevet de son père mourant, Emma comprend vite que, à demi-juive, « elle s'est jetée dans la gueule du loup ». L'idée lui vient de l'écrire à Hitler lui-même. Un texte magnifique. Par ce biais romanesque, Adélaïde Blasquez, de façon simple, brève et dense, dit, plus qu'avec de longs commentaires, les déchirements de chaque individu qui ne pouvait « exciper de la pureté de ses ascendances germaniques », les angoisses d'une mère « ballottée comme un fétu de paille par les soubresauts de l'Histoire » et qui n'a d'autre but que de sauver ses enfants... Et ce sera une étape en Belgique.

Au long de ce périple du malheur, l'exil n'est pas seulement celui des corps, mais aussi celui des esprits. Pour tenter de conjurer

les conséquences terribles de ces bouleversements, la narratrice n'a que l'écriture, laquelle ne va pas sans douleur. Les réminiscences ravivent des sensations qu'elle ne peut – ne veut – oublier, des situations qui s'enchaînaient inexorablement, condamnaient à l'impuissance. Des personnages renaissent de ces souvenirs, autant de portraits, de caractères qu'Adélaïde Blasquez décrit en donnant le meilleur de son talent, non pour faire des scènes mais, en fixant divers moments du siècle, pour nous sensibiliser à son propos, sans insistance ni emphase.

Ainsi du vieux Fritz : il reçut le baptême du feu en 1917, fut de la Légion étrangère en 1938, et sa famille disparut à Auschwitz. Ainsi de Renée Lestorade : elle ne veut pas être la « collabo » de cette fin de siècle – « Je vomis l'ordre marchand » – et, au « compact disk et autres machines intelligentes », elle préfère son vieux pick-up du temps des surprises-parties de l'après-guerre « dont elle s'était trouvée exclue par force ». Elle finit par se suicider sur le grésillement du *Stabat Mater* de Pergolèse...

En donnant sa part à un humour discret, toujours caustique, en alternant les accents acerbes et les délicatesses de la tendresse, le récit de ces multiples biographies – à partir de l'autobiographie de la narratrice qui se cherche et cherche à comprendre – use tour à tour d'un lyrisme passionné et du ton de la confiance. Et ce, avec un constant souci du mot juste.

De ce roman, inquiétant d'avoir des résonances qui ne font pas surgir que le passé, dire que c'est un grand livre, c'est encore peu dire. Ce « bel » et tragique exil à plusieurs itinéraires est, par sa construction, par son style, l'une de ces œuvres qui marquent une époque et qu'il serait dommage de méconnaître.

Pierre-Robert Leclercq

En hommage à Truffaut

LE PETIT VOISIN
de Jérôme Tonnerre.
Calmann-Lévy, 222 p.,
98 F (14,94 €).

Il avait le « visage triste à la Buster Keaton », dit Jean-Denis Bredin en prononçant l'éloge funèbre d'un confrère, mort brutalement en 1966 d'une crise cardiaque dans son cabinet d'avocat. Trente-trois ans plus tard, le fils orphelin de cet homme austère raconte comment il s'est trouvé un autre père, en la personne de François Truffaut. Il « habite mon enfance », avoue-t-il, entre la reconnaissance, l'émotion et la nostalgie. Une enfance sage, gâchée par un pensionnat digne des *Disparus de Saint-Agil*, mais illuminée par la passion du cinéma. Touché par la grâce cinéphilique, l'adolescent alla sonner à la porte des Films du Carrosse, dont l'adresse était près de chez lui. Une correspondance s'ensuivit, des conseils et des encouragements. « L'idolâtrie naît d'une détresse », dit aujourd'hui le « petit voisin », qui est devenu scénariste. Cet hommage qu'il rend à celui qui l'aida à se forger une identité, lettre d'amour au cinéma et au cinéaste du « tout est affectif », cet autobiographique roman de formation, est tissé d'une toile de coïncidences. Dont celle-ci : Truffaut est mort au même âge que le père de notre narrateur, et chercha lui aussi toute sa vie un géniteur dérobé. Il était autre, juif, et ne s'appelait pas Truffaut. D'ascendance arménienne, celui qui dit s'appeler Jérôme Tonnerre s'offre ici un livret de famille stimulant, et affirme être né en 1974, le jour où il alla sonner chez l'auteur de *La Chambre verte*. Reflet d'un culte oedipien, ce livre d'or arbore aussi le classicisme bienveillant d'un Jean Renoir : il confesse l'art de choisir le bon masque en connaissant la règle du jeu.

Jean-Luc Douin

Nathalie Sarraute
Lecture

de Jérôme Tonnerre.
Calmann-Lévy, 222 p.,
98 F (14,94 €).

à voix haute
Une collection d'œuvres orales inédites

déjà parus :

Nathalie Sarraute
Lecture
Jean Bottéro
Lorsque les dieux faisaient l'homme
René Depestre
Encore une mer à traverser
Jean-François Deniau
Démocratie
Jacques le Goff
Saint François d'Assise
Philippe Sollers
La Parole de Rimbaud
Jean Bernard
De la médecine
Jean-Marie Drot
Des îles comme des hommes

GALLIMARD

De l'Un aux autres

Comment être un individu au Maroc ?
Fouad Laroui y répond avec truculence et ironie

MÉFIEZ-VOUS DES PARACHUTISTES
de Fouad Laroui.
Julliard, 196 p., 109 F (16,61 €).

Quarante-quatre ans après l'indépendance du Maroc, la littérature d'expression française, dont certains prévoyaient la fin imminente, se maintient et se porte plutôt bien. On se souvient du remarquable *Les Dents du topographe* paru en 1996. Un roman truculent sur le Maroc des années 70, un livre écrit dans une langue inventive pétrée de culture occidentale bien assimilée, avec laquelle l'auteur jongle comme un conteur sur une place publique.

On retrouve ces qualités dans ce roman au titre un peu rebutant mais qui donne son sens à l'histoire, car il s'agit bien d'un parachutiste qui lui tombe sur la tête en plein centre-ville, ce qui va entraîner un certain nombre de péripéties rocambolesques, toutes prétexte à dire le Maroc d'aujourd'hui, ce Maroc qui bouge mais traîne derrière lui tellement de vieilles pierres pleines de mauvaises habitudes, de tics sociaux empêchant la société d'avancer et surtout de se libérer d'un certain fatalisme qui intègre tout naturellement la corruption, le népotisme et le laisser-aller généralisé. Laroui est un excellent observateur. Il connaît bien son pays même et peut-être parce qu'il vit à l'étranger. Le fait qu'il utilise l'humour et l'ironie donne une certaine légèreté au sujet bien grave qu'il traite. Mine de rien, l'écrivain dit beaucoup de choses sur le pays. Les personnages arrivent dans le récit comme un hasard, un accident. Ils passent et repassent. Certains s'installent, s'incrustent et prennent tout l'espace, tout l'oxygène. C'est le cas de Bouazza, le moustachu à la Staline qui est tombé du ciel sur la tête de Machin, le narrateur, le pauvre ingénieur qui croit à l'individu et qui rentre travailler au pays.

Tout le roman tourne autour d'une

obsession : être un individu, aujourd'hui, au Maroc, contre vents et marées, ne pas en démordre. Il se trouve que l'ingénieur Machin a fait ses études en Europe. Il est cultivé, parle en citant Nabokov, Flaubert et Yourcenar mais ne rencontre pas d'échos ni la moindre complicité psychologique ou intellectuelle avec son entourage, des gens qui sont là, comme une fatalité, immuables. Ils aiment les attroupements, les bousculades, les émeutes. Bouazza occupe le terrain, c'est-à-dire l'appartement de Machin. Il fait la cuisine, fait tout pour l'empêcher d'avoir une vie privée. Il est têtue. Rien ne le gêne. Il ne connaît même pas le mot « *individu* », « *vocabulaire noble et altier* ». Bouazza est une brute parce qu'il est en trop et ne s'en rend pas compte. Machin préfère son ordinateur à l'humanité, le silence à la réplique, la colère rentrée à la violence des conflits. C'est un intellectuel avec des illusions, avec un amour du pays qui le fait supporter tout le reste. Il se marie avec Nour. Il précise : « *Et avec sa mère. Venue pour la cérémonie, elle ne ressortit plus de chez moi.* » Désespéré, il pense au suicide, mais se souvient de la sou-rate 6, verset 162 du Coran, où il est rappelé que « *la vie et la mort n'appartiennent qu'à Dieu* ». Alors, il se réfugie dans le sommeil, dans le rêve et apprend qu'il n'a qu'une solution : aimer les autres, à commencer par Bouazza, l'homme qui est à lui seul une occupation militaire, psychique et sociale.

La lutte pour la reconnaissance de l'individu est difficile. Machin n'a que l'imaginaire pour la mener. Quant aux autres, ils n'éprouvent pas le besoin de se poser ce genre de question. Ils vivent à la marocaine, c'est-à-dire les uns sur les autres, ils sont de bonne humeur, s'aiment et se moquent de l'inquiétude qui pointe dans l'esprit d'un ingénieur qui voudrait être un individu, un être libre.

Le regard que pose Fouad Laroui sur le Maroc est juste, plein de sévérité et d'amour.

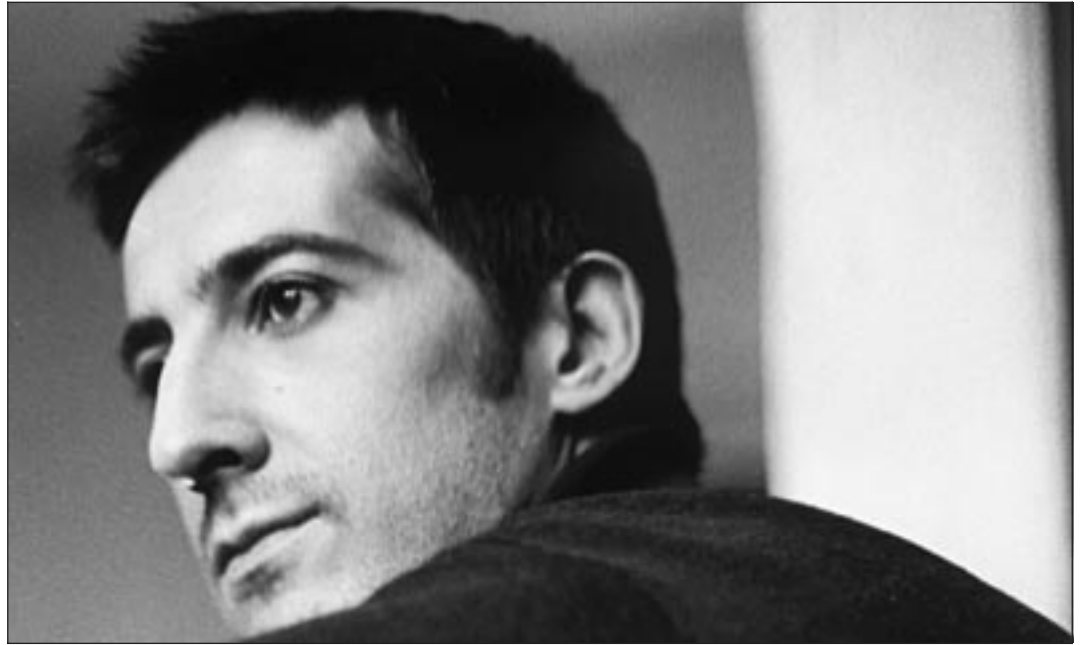
Tahar Ben Jelloun

AGAR-AGAR
d'Emmanuel Adely.
Stock, 170 p., 85 F (12,95 €).

Les *Cintres*, le premier roman d'Emmanuel Adely, avait suscité de nombreux éloges. *Agar-agar* confirme le talent de ce jeune écrivain qui a choisi de raconter une histoire banale. Un couple ne parvient pas à se « décoller », d'où ce mot étrange (d'origine... malaise) : l'agar-agar est une glu produite par certaines algues au contact de l'eau. Ce premier niveau de lecture est insuffisant. Le récit d'Emmanuel Adely est loin du règlement de comptes conjugal et son personnage masculin côtoie trop d'abîmes pour ne pas être uniquement suspecté de misogynie. Le titre suggérerait plutôt l'alchimie qui se trame au fond des mers et dont le secret est élucidé des milliers d'années plus tard comme le temps finit par neutraliser les douleurs de notre histoire individuelle.

Un couple jeune et leur enfant, exilés dans une ville étrangère, vivent reclus dans un appartement où le réfrigérateur occupe la première place. Le mari travaille, la femme ressasse les clichés du désamour : les mirages s'éteignent et apparaît le vide quotidien. La seule personne à qui elle pourrait se confier est celui-là même qui - croit-elle - est responsable de l'échec. Elle l'accuse donc pour ne pas accuser la vie.

Lui, elle et l'enfant n'ont pas de nom. La ville chauffée à blanc et insalubre où ils sont obligés de vivre n'est pas située sur la carte. Nous ignorons les circonstances véritables qui les ont conduits dans cet ailleurs ingrat où s'étiolent leur amour. Et peut-on parler d'amour à propos du jeune père si tendre, indifférent au corps de sa très belle épouse ? Leur passé n'est pas vraiment évoqué. Seule certitude : la ville subit de fréquents séismes. Le roman se



MARTINE SIMON

concentre sur le huis-clos obsessionnel où se consomment les phrases cruelles de l'abandon. Tragédie classique, réduite à l'épure d'un dialogue truqué par les clameurs sourdes de l'incommunicabilité.

Emmanuel Adely n'a cure des garde-fous et de la poudre aux yeux des intrigues alléchantes. Qu'importent pour lui la trivialité squelettique du sujet et la périlleuse convention de personnages privés d'identité précise mais violemment présents dans notre imaginaire. Il sait (comme Christine Angot) que la fiction répète ses leitmotifs mais qu'à chaque fois elle fait surgir les monstres personnels qui se terrent au fond de chaque enfance. On écoute les premières lignes de *Agar-agar*. On est happé par les courants intimes où se déclinent à l'infini les affres du « je t'aime encore, tu ne m'aimes plus » avant d'accepter le redoutable : « C'est encore vivre que te haïr. »

Dans le cas très précis d'Emmanuel Adely, l'alternative entre ro-

man classique ou modernité effaçable ne se pose plus. Le romancier succombe à une nécessité obsessionnelle. Il dépasse les genres et, soucieux de parvenir à l'écriture authentique, il décrit comme unique - autobiographique ? - une expérience qui se dilate, se diffuse et puise sa vérité dans la légende des amours mortes.

Nous lisons un monologue mais nous captions simultanément les trois voix d'un huis-clos que les événements extérieurs atteignent comme balles perdues. La radio, les journaux signalent le monde extérieur mais les remous planétaires (nous) parviennent irréels, incongrus, si superficiels malgré leur gravité, alors qu'un désastre privé envahit la totalité du réel.

Seul l'homme parle mais, paradoxalement, il devient le porte-parole de la femme qui le poursuit de sa vindicte. Cet homme doux, maternel, absorbe la désespérance de la femme. Il ne réplique pas car il n'a rien à répondre. Ce qu'elle exige

de la vie, ce qu'elle croit du bonheur, sa jalouse, ses menaces, il pourrait les faire siennes - a-t-il crié jadis aimé, un homme peut-être ? Il répercute le flot discontinu des cris de sa compagne comme il enregistre les questions de leur fils. Cet homme averti, depuis longtemps blessé, et cette femme qu'il n'aime plus ou qu'il n'a jamais aimée sont unis par un lien plus fort que la compassion. Ils traversent le même désert et les souvenirs qui les séparent sont abandonnés sur le sable comme les cadavres de bêtes épuisées. Ils souffrent de la même solitude. Elle croit qu'il peut la sauver. Lui sait déjà que l'issue est inévitable. Ils sont tous les deux la proie « *d'une immense main qui jouerait aux hommes minuscules sans qu'on s'y attende, et tirerait d'un coup sec, très rapide, l'écorce de la terre...* » Mais, d'une rupture - comme d'un tremblement de terre - on peut mourir.

Hugo Marsan

Livraisons

● **GABRIEL**, de Valérie Tong Cuong
Cadre supérieur proche de la retraite, brave époux et père honorable, Gabriel part en promenade et ne rentre pas. Fugue fort musicale puisqu'il gagnera sa vie en chantant l'*Ave Maria* de Schubert, travesti en opulente cantatrice équivoque dans une boîte non moins équivoque. Rattrapé par la famille et la normalité, il est enfermé dans un asile, fou amoureux de Mad, une tendre personne. La rupture, ce désir qui nous hante de lâcher les amarres, de se créer une deuxième vie qui annule la première, mort au passé, né au présent, est au cœur de ce rêve d'évasion. Le roman lui-même est une belle évasion, invraisemblable mais captivante (éd. Nil, 180 p., 110 F [16,76 €]).
H. Ma.

● **IMMORALITÉS**, suivi de **DICTIONNAIRE DE L'AMOUR**, de Dominique Noguez
Les vrais moralistes ont des allures de bourreaux ; leurs sentences sont des exécutions. Dominique Noguez appartient à cette étrange confrérie qui fait profession de haïr le genre humain, confrérie où l'on croise d'aimables humoristes comme Cioran ou d'impitoyables procureurs comme Caraco. Ils ont tous fréquenté la même école, celle du renoncement, la seule, selon Noguez, à donner un peu de bien-être spirituel, et ils puisent leur sagesse outrée chez La Rochefoucauld, Chamfort ou Schopenhauer. Il n'est pas de meilleure cible pour un moraliste que l'amour, cette idéologie sans intérêt qui berne les individus pour mieux servir l'espèce. Le dictionnaire que lui consacre Dominique Noguez réjouira tous les « monstres », c'est-à-dire tous ceux qui se sont fixés pour règle absolue de ne se laisser abuser par rien, sinon peut-être par leur volonté de démythification. « *L'innanité de l'amour ayant fini par s'imposer même aux plus naïfs, on montrera bientôt les derniers amoureux dans des cirques, ou bien on les enfermera dans des réserves avec les ustensiles nécessaires à leur marotte : romans, stylographe, rame de papier - et beaucoup d'espace pour se fuir* », écrit Dominique Noguez dans cet indispensable propédeutique au métier de vivre (Gallimard, « L'Infini », 148 p., 80 F [12,19 €]).
R. J.

● **MISE À NU**, de Martine Roffinella
Il y a une dizaine d'années, Martine Roffinella écrivait un premier roman surprenant sur le thème de la lycéenne amoureuse de sa prof. En y revenant, la romancière risquait la redite d'elle-même. Passion, jalousie, abandon... thèmes connus. Elle les amplifie en posant la question des leurres que peuvent être la séduction, l'absolu qui n'est que possessivité, la difficulté, dans une aventure amoureuse, non à tenter de dévoiler son âme à l'autre mais, plus périlleux, à soi-même. Pour Mie, qui a vécu sept ans avec la narratrice, la passion ne saurait suffire à la plénitude de sa vie. Elle trouve avec une autre la possibilité de l'atteindre, et l'abandonnée s'avoue « *jalouse, insupportable, démente, je vivrai chaque instant comme ma mort. Ou comme ma jouissance* ». La souffrance ne lui est-elle qu'un prétexte pour donner un sens à sa vie ? Elle aussi a eu son être étouffé par cet amour. Mourir ou revivre. Dilemme. Dans les deux cas, se sauver par le truchement de l'écriture (éd. Phébus, 140 p., 85 F [12,95 €]).
P.-R. L.

● **O. D. C.**, de Clélie Aster
Voici un roman branché qui se donne le luxe des clins d'œil. Relisons donc le titre : *O. D. C.* = *Odysée*. Pâmons-nous sur la précocité d'une romancière de vingt-cinq ans. Lisons néanmoins le premier roman de Clélie Aster, qui utilise avec une ténacité épuisante tout ce que le langage « jeune » est censé apporter à notre langue. C'est donc une histoire de notre temps avec des personnages de notre temps : drague, baise, sida, fringues, etc. On voudrait se moquer mais on est retenu par ce quelque chose qui nous embroche et ne nous lâche plus. L'aisance du style, sous la mortification d'un registre lexical terroriste ? Un vrai talent derrière la complaisance ? Peut-être la parodie clandestine d'auteurs qui, eux, se prennent au sérieux ? Clélie (référence à *Clélie, histoire romaine*, de Madeleine de Scudéry) Aster (étoile ou astéroïde d'une nouvelle littérature) peut réserver des surprises. Et pourquoi pas, très simplement, un deuxième roman dégagé des effets de mode (La Table ronde, 328 p., 110 F [16,76 €]).
H. Ma.

Etrange sabbat

Elie Wiesel propose une allégorie sur la métamorphose du mal absolu

LES JUGES
d'Elie Wiesel.
Seuil, 200 p., 120 F (18,29 €).

Une tempête de neige, un long-courrier obligé d'atterrir sur une piste de fortune, des passagers hagards, un procès qui fait écho à celui de Monsieur K. Si c'était un film, il rappellerait *Une Nuit, un train*. Une pièce de théâtre ? *Huis clos*, évidemment. Dans le dernier roman d'Elie Wiesel, le train de Delvaux deviendra le vol New York-Tel-Aviv. Les trois personnages de Sartre seront sept comme les péchés capitaux, comme les jours de la semaine dont le dernier est consacré au repos. Sans en mentionner le nom, l'auteur du *Mendiant de Jérusalem* nous convie à un bien étrange sabbat.

L'avion parti de l'aéroport Kennedy se pose aussitôt près d'un village coupé du monde, dans le Connecticut. Accueillis par ses habitants, les voyageurs doivent donc attendre la fin de l'intempérie. Cinq parmi eux se retrouvent chez un inquiétant personnage secondé par son adjoint, le Bossu. Le premier se proclame juge, le second son esclave. L'un soumet ses « invités » à un interrogatoire serré, l'autre tente de les rassurer avant que le juge n'envisage la sentence : l'un des cinq, jugé à son tour par ses compagnons (au nom de quelle loi aberrante ?), paiera de sa vie la culpabilité présumée du groupe tout entier. Le fantastique, scandale qui bouscule la réalité, rapprocherait ici le roman des fictions de Borges, de Kafka.

Mais Wiesel n'a pas résisté à l'appel de cette réalité et aux enseignements des sages d'autrefois si présents dans son œuvre. Chaque accusé se trouve détenteur d'une vérité douloureuse, de l'espoir têtue le rattachant à la vie, aussi. En présence du Bossu, l'énigmatique serviteur, chacun est piégé par le juge, avatar du mal absolu défiant la justice au nom d'une loi qui dépasse l'entende-

ment de ses prisonniers : George l'archiviste allemand découvreur du passé nazi d'un homme politique important, Claudia l'attachée de presse volage et Bruce le play-boy américain rachetés par l'amour, Yoav l'officier israélien contraint de tuer et que menace une tumeur incurable, enfin Razziel, le juif rescapé d'une géologie roumaine parti à la recherche de sa mémoire confisquée, détournée, tous en route vers Jérusalem où leurs destins devaient s'accomplir.

Le diable existe-t-il, Wiesel l'a-t-il rencontré ? Ce diable serait-il, sous la diversité de ses masques, éternel comme le mal ? Au-delà des murs de ce huis-clos ahurissant, antichambre d'une mort annoncée (cette mort d'autrui à laquelle « *seuls les fanatiques en religion et en politique trouvent un sens* », selon l'un des personnages), ce sera au tour du juge de comparaître. La mort viendra quand même sanctionner le verdict. La quête des commencements, de l'innocence et de la culpabilité que Wiesel ne cesse d'interroger, tout en restant attentif aux remous de l'actualité, lui aura inspiré ce roman étonnant qui célèbre le triomphe de la vie.

Edgar Reichmann

★ Signalons, également d'Elie Wiesel, la sortie du *Golem*, conte illustré par Marc Podwal (Le Rocher-Bibliothèque).

HARRY MULISCH

LA DÉCOUVERTE DU CIEL

roman
traduit du néerlandais par Isabelle Rosselin
avec la participation de Philippe Noble

DU MONDE ENTIER

GALLIMARD

Ph. Chris Van Hulle ©

Gallimard - 772 209 734 BMS Paris-Fr.

JACQUES-HENRI SERGY

VERRONS-NOUS L'AN 2010 ?

- DIGNITÉ ET JUSTICE -

—

Avant-propos de MICHEL CHARASSE ancien ministre

—

STÉPHEN

La terre est en danger l'humanité se trouve menacée. Des solutions existent, dont parle ce livre utopiques peut-être aujourd'hui, mais indispensables demain.

Avant propos de Michel Charasse.
Edition : Sergy/Stein. Bruxelles.

DISTRIBUTION : - France : FNAC - Suisse : Librairies Payot - Belgique : Européenne, Tropicame.

Monologue des ténèbres

Par la voix d'une femme qui se remémore l'étrange mission à laquelle elle a participé avec son mari « prophète », l'Australien Rodney Hall explore les recoins les plus obscurs de l'âme

L'ÉPOUSE
(The Grisly Wife)
de Rodney Hall.
Traduit de l'anglais (Australie)
par Françoise Cartano,
Rivages, 236 p., 129 F (19,67 €).

Comme un océan déchiré par la tempête, celle-là même qui ouvre le livre, *L'Épouse* est un texte plein de fureur et de contradictions. Étrange et puissant ouvrage que ce roman dont le lecteur émerge à la fois perplexe et admiratif. Car ce long monologue à la construction si particulière est une plongée dans les ténèbres de l'esprit humain. Né en Angleterre de parents australiens qui retournèrent s'installer dans le Queensland, Rodney Hall est romancier et poète, auteur de plusieurs essais ainsi que d'une anthologie de la poésie australienne. Le Miles Franklin Award, reconnu comme la distinction littéraire la plus prestigieuse de son pays, a récompensé le travail de cet écrivain de soixante-quatre ans qui vit en Nouvelle-Galles du Sud et s'intéresse à l'exploration des recoins les plus obscurs de l'âme.

Déjà, dans ses précédents romans traduits en français, Rodney Hall s'était attaché à décrire les passions divergentes qui peuvent surgir au sein de communautés réduites. Une microscopique bourgade peuplée de vieillards dans *In Memoriam* (Presses de la Renaissance, 1984) et une petite communauté traversée par le meurtre dans *Secrets barbares* (Presses de la Renaissance, 1990, et 10/18, 1994). Mystère des calendriers éditoriaux, *L'Épouse* est le premier volet d'une trilogie dont *Secrets barbares* constitue la deuxième partie. Le romancier y fait parler Catherine Byrne, une Anglaise émigrée en Nouvelle-Galles du Sud dans les pas de son mari « prophète ».



© ANDENAN/GAMMA

Cette femme, l'épouse, s'adresse à un interlocuteur dont on n'entend pas la voix, mais dont on devine la présence. Catherine Byrne propose du thé à l'homme qui lui fait face, lui demande de changer de place et n'hésite pas à lui envoyer en passant quelques gracieusetés, de la manière la plus naturelle du monde. « *Et ce n'est pas à vous que je dois expliquer comment deux années dans un minuscule village marin de Nouvelle-Galles du Sud suffissent largement à embrumer le cerveau et à annihilier jusqu'à la dernière goutte toute la gaieté de notre fougue animale - vous y avez passé une vie entière* ».

après tout. » L'identité de cet interlocuteur ne sera dévoilée que par bribes. Il s'agit du sergent Arrell, un colon des environs, venu enquêter sur des meurtres commis dans une ferme située à proximité.

Mais ce n'est pas de ces assassinnats - qui sont ceux de *Secrets barbares* - dont va parler Catherine Byrne. Toute à sa vie de recluse, elle va dévider les souvenirs liés à l'étrange communauté formée par son mari, embarqué de Bristol vers Melbourne en compagnie d'une dizaine de femmes dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. « *La Maisonnée des Étoiles cachées* », puisque tel est le

nom de cette étrange société, doit attendre la seconde venue du Messie en vivant dans l'ombre et la pureté. Martyrisées par leur « prophète », minées par la tuberculose, agitées par la frustration et la jalousie, ces femmes vont assister au déclin de leur rêve en même temps qu'à celui de leur bourreau.

Cette histoire vient par segments accumulés, laissant dans son sillage des zones d'ombre et des obscurités qui agacent parfois, mais aussi de véritables énigmes. Rodney Hall a conduit au rythme saccadé de la respiration de Catherine Byrne qui souffre des séquelles d'une tuberculose mal guérie.

Peinant à retrouver son souffle, la narratrice parle sans autre ponctuation que quelques points ou points d'interrogation et une succession de tirets qui lui permettent d'étirer sa pensée vers le point qu'elle ambitionne. « *Il faut simplement que je raconte ce dont je me souviens comme je m'en souviens - tout a de l'importance.* » Beaucoup plus que des incises ou des ramifications, les tirets forment des paliers, signalent des embranchements qui ne seront pas empruntés, manifestent - lorsqu'ils interviennent en fin de ligne - que certaines choses ne peuvent être dites.

Il y a là une esthétique du fragment qui renvoie à un tout autonome. Au fil de cette narration menée dans une langue admirable, les femmes sont progressivement évoquées comme des « morceaux » d'une totalité qui exclut le monde alentour. Mortes ou vivantes, elles finissent par évacuer le « prophète », l'hypothétique Messie engendré par Catherine Byrne et, finalement, le sexe masculin en général. Balancé entre un passé introuvable et un avenir peu probable, le récit suggère que là où Dieu s'absente, les femmes restent.

Raphaëlle Réol

ROMANS POLICIERS

● par Michel Abescat

Haute tension

VILLE NOIRE, VILLE BLANCHE
(Freedomland)
de Richard Price.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jacques Martinache.
Presses de la Cité, 622 p., 135 F (20,58 €).

Il y a quelque chose d'animal dans le dernier livre de Richard Price, *Ville noire, ville blanche*. Une énergie toujours en éveil. Quelque chose de physique dans cette façon de s'attaquer au réel, de prendre à bras-le-corps la matière romanesque, de la pétrir, de la sculpter. Quelque chose de brutal dans cette manière d'immerger, d'un coup, le lecteur dans l'épaisseur compacte de cette monumentale histoire. L'argument renvoie à une actualité récente, en particulier à l'affaire Susan Smith, cette femme de Caroline du Sud qui, en 1994, accusa un Noir de l'enlèvement de ses deux fils et qui fut, par la suite, reconnue coupable de les avoir assassinés. Richard Price reprend le décor de *Clockers*, son précédent et célèbre roman : le ghetto noir de Dempsey, ville imaginaire du New Jersey, dans la grande banlieue de New York. Brenda Martin y travaille mais habite la ville toute proche de Gannon, à dominante blanche. L'histoire commence sur l'image de cette jeune femme hagarde, les mains ensanglantées, titubant, sous le regard de deux jeunes dealers blacks aussi dégingués que leur cité, jusqu'aux urgences du centre médical. Effondrée, confuse, elle prétend avoir été agressée par un Noir qui s'est enfui avec sa voiture et son fils de quatre ans endormi sur la banquette arrière...

Ville noire, ville blanche décrit avec une force singulière la montée des tensions. Le bouclage de la cité noire par des policiers blancs venus de la ville voisine. L'embrasement de la révolte dans le ghetto, attisée par le déchaînement médiatique dont ses habitants font brusquement l'objet. Les manœuvres intéressées des militants associatifs et des politiques. Et, bien entendu, la recherche de la vérité. Celle des faits, au risque de l'explosion généralisée. Et celle d'une femme, complexe et ambiguë. Price rend formidablement présents ses décors et ses innombrables personnages. Remarquablement vivants les problèmes qu'il soulève, les contradictions mortelles d'une Amérique urbaine délirante. Remarquablement efficace aussi la mécanique du récit dont l'auteur de *Clockers* et scénariste de *La Couleur de l'argent* ou de *Mélie pour un meurtre* est un redoutable expert. C'est habilement façonné, minutieusement monté, impeccablement vissé. De la belle ouvrage.

● **L'ÉCHELLE DE MONSIEUR DESCARTES**, de Frédéric Serror et Herio Saboga

Tout Descartes qu'on soit, il peut arriver que les passions vous submergent. Car, enfin, comment ne pas s'emporter quand votre nom se trouve associé à une affaire d'« assassinement » ? Après avoir toute sa vie « *essuyé les accusations de libertinage, de scepticisme, d'athéisme, de huguenotterie comme de jésuitisme* », se voir, pour finir, traiter de « *criminel* » ! Ainsi commence cette savoureuse aventure où l'on voit le prince des philosophes, chantre de la raison, se colletter avec un singulier problème : la mort d'un homme, le visage fracassé par une force apparemment surhumaine. Une force, aussi mystérieuse soit-elle, qui ne résistera évidemment pas à sa fameuse Méthode... Plongé dans le Paris troublé de la Fronde, convoqué à ses débats politiques aussi bien que philosophiques ou scientifiques, poussé dans l'intimité du Père Merseune, un des animateurs de la vie savante du moment, ou du duc de Beaufort, un des chefs de la Fronde, c'est tout l'esprit de l'époque que le lecteur respire à travers ce livre joyeusement érudit. Jusque dans son écriture, réjouissant pastiche de la langue du XVII^e siècle. Tout le talent des auteurs est là. On lit leur roman d'une traite. Et on se plonge avec gourmandise dans les textes choisis de Descartes figurant en annexe (éd. Le Pommier, « Roman & plus », 322 p., 99 F [15,09 €]).

● **L'HOMME À L'ENVERS**, de Fred Vargas

Fred Vargas est comme son héros, le commissaire Adamsberg. Elle aime bien les « *histoires intangibles* ». Celles qui s'échappent. Décollent. Bague-naudent. S'éloignent du sens commun pour n'en faire qu'à leur tête. N'obéir qu'à leur propre logique. A l'instar de cette folle équipée. Un vieux berger, un adolescent passionné de dictionnaires et une jeune femme musicienne et plombier, embarqués dans une bêtellerie hors d'âge à la poursuite d'une légende. Une légende millénaire que quelques brebis égarées dans le Mercantour vont brusquement réveiller. Celle d'une bête pas comme les autres. Un « *homme à l'envers* ». Un loup-garou. Un de ceux qu'on ouvrirait jadis « *depuis la gorge jusqu'aux couilles pour voir si les poils étaient dedans* »... Conte fantastique, fable, roman policier, *road story* ? On ne sait pas. On s'en fiche. Incapable qu'on est de sortir du livre une fois poussée la porte du premier chapitre. On s'amuse comme à la pêche au trésor. Ces trouvailles. Ces mots. Ces métaphores. Ce parti pris de l'humour sur la bêtise. De la fantaisie sur le désespoir. On éclate de rire. On est ému, aussi. Par cette façon de vous montrer la beauté de la vie malgré la noirceur du monde. Par ces moments de pure poésie que l'auteur tire, par exemple et contre toute attente, d'un *Catalogue de l'outilage professionnel*. Comment dire ? *L'Homme à l'envers* est un bonheur de lecture. Tout simplement (éd. Viviane Hamy, « Chemins nocturnes », 302 p., 89 F [13,57 €]).

● **ILS Y PASSERONT TOUS**, de Lawrence Block

L'intrigue policière, cette fois encore, n'est pas le ressort essentiel de ce beau roman de Lawrence Block. Il fut un temps où toute l'intrigue reposait sur le problème de son héros, parfaitement tendue sur cette désespérante question : Matt Scudder retombera-t-il dans l'alcool ? Aujourd'hui, les choses ont changé. Le héros s'est quelque peu apaisé. Mais l'essentiel demeure. L'humanité des personnages, leurs fêlures, leurs fantômes. Leurs efforts pour survivre dans un monde de violence et de folie. Et le talent de Lawrence Block pour rendre cette atmosphère de ténèbres grandissantes. Le temps qui file et la mort qui pèse. Impressionnant (traduit de l'anglais - Etats-Unis - par Robert Pépin, Seuil, « Policiers », 338 p., 120 F [18,29 €]).

Fabuleux Urzidil

Le « grand troubadour » de la Prague magique nous emmène à la recherche d'un trésor caché dans les montagnes du Pays basque

L'OR DE CARAMABLU
(Das Gold von Caramblu)
de Johannes Urzidil.
Traduit de l'allemand
par Isabelle Ruiz.
Ed. Horay, 110 p., 85 F (12,95 €).

Né en 1896, Johannes Urzidil fait partie de ces écrivains pragois de langue allemande qui ont longtemps été relégués dans l'ombre de Kafka. Peut-être est-ce dû, dans son cas, au fait qu'il a d'abord œuvré comme journaliste, militant avec ardeur contre les nationalismes de tous bords, autant tchèque qu'allemand. En 1939, il prend, avec bien d'autres, le chemin de l'exil. C'est aux Etats-Unis, où il se fixe à partir de 1941 après un bref séjour en Angleterre, qu'il commence véritablement sa carrière d'écrivain : le propagandiste de la démocratie se transforme en fabuliste. Comme le dit la traductrice dans sa préface : Urzidil n'est pas un conteur exilé, mais un conteur produit par l'exil. La plupart de ses récits reconstituent la Prague de sa jeunesse.

En ce sens, *L'Or de Caramblu*, extrait du recueil intitulé *La Dernière Tombola* et paru à Zurich en 1971, un an après sa mort, constitue une exception, puisque l'action ne se passe pas en Bohême,

mais au Pays basque. N'y a-t-il pas pourtant convergence de destins entre ces deux petits Etats fiers de leur indépendance mais enclavés entre de grandes nations se livrant une guerre sans pitié ? Le brio avec lequel l'écrivain nous plonge dans ce monde menacé par les grandes tourmentes de la modernité le laisserait supposer ; disons-le tout de suite, *L'Or de Caramblu* est un petit joyau qui, à lui seul, mériterait que le nom d'Urzidil soit enfin cité à côté des plus grands. En à peine plus de cent pages, l'auteur nous conte une histoire qui mêle au suspense d'une intrigue familiale les fils de la mythologie et de l'actualité la plus brûlante.

Guyopgaray est le maire du village imaginaire de Caramblu. Imaginaire mais pas irréaliste. Ce notable, qui a su constamment se faire réélire au fil des années, s'est enrichi grâce à une florissante entreprise de transport routier doublée d'une non moins lucrative organisation de la contrebande. Si, par besoin de respectabilité, il a soin de bien séparer ses deux activités, il les pratique avec la même évidence et le même succès. Bref, Guyopgaray utilise avec un art consommé de la politique la présence des frontières qui, à ses dires, ont été créées pour être mises à profit, voire transgressées. La morale est sauve, les intérêts

sont épargnés et tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes si un mystère ne venait soudain troubler sa quiétude : sa fille Andre disparaît de temps en temps, sans que personne ne sache où elle va, pas plus le curé que les vieilles tantes qui sont en charge de son éducation. Il y a donc une personne à Caramblu dont il ne peut régenter les allées et venues - et cela au sein même de sa famille ! Guyopgaray en perd le sommeil, d'autant plus que, entre deux fugues, la belle Andre, qui n'a pas sa langue dans sa poche, nie avec aplomb toute escapade, poussant même l'impertinence jusqu'à mettre à nu l'hypocrisie du système dont profite son père et à en dénoncer les maigrités.

HUMOUR CINGLANT

Ces algarades offrent des dialogues savoureux sans éclaircir pour autant le mystère de ses disparitions, et les commérages vont bon train ; le spectre des sorcières hante à nouveau les vallées et les soupçons montent jusqu'aux falaises arides où séjourne l'ermite Ibargo, prétendu gardien d'un or que tout le monde convoite. C'est là que le génie d'Urzidil trouve sa pleine expression, articulant les pulsions humaines sur les pratiques magiques et les mythes fondateurs brassés par des forces telluriques.

En plein déchaînement de violences, Urzidil sait pourtant toujours manier l'humour, quand il s'agit par exemple de répondre à la question de savoir ce qui fait la différence entre les sexes ; il devient cinglant quand il s'agit de tracer la ligne de démarcation entre archaïsme et tradition imbécile, comme dans sa charge contre la tauromachie. Dans sa dénonciation de la violence, qu'elle soit folklorique ou économique, machiste ou fasciste, Urzidil ne peut que s'en prendre aussi aux démocra-

ties qui assistent lâchement à la guerre d'Espagne et laissent les dictatures écraser les peuples.

Caramblu est heureusement épargné par le désastre et l'amour finira par vaincre, mais il devra partir vers de nouveaux rivages : Andre quitte Caramblu avec Pierre, fils naturel de la belle Urhe dont tous les habitants de la ville ont un jour convoité les charmes. Guyopgaray reste seul, hébété d'avoir compris trop tard que tout être humain doit changer, que ce soit pour s'épanouir ou pour ne pas étouffer dans les frontières de sa propre bêtise : « *Le moment arrive où ça ne sert plus à rien d'être un salaud, parce que rien de tout ce qu'un salaud saurait faire ne compte plus.* »

Pierre Deshusses

ÉTUDES

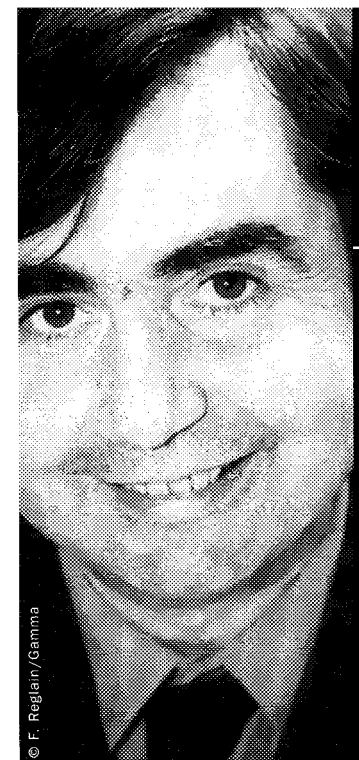
AVRIL 99 **Homosexualités masculines**

Le n° : 60 F
144 pages
Xavier THÉVENOT

36 15 SJ*ÉTUDES
(2,23 F/mn) **Mallarmé, l'absence du poète**

André DAVID

ÉTUDES - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48



Antonio Muñoz Molina

UNE ARDEUR GUERRIÈRE

La puissance d'évocation d'Antonio Muñoz Molina a transformé ce réquisitoire contre l'armée en une œuvre littéraire majeure.

Éditions du Seuil

